

E3U5
A1/1972

troisième rapport annuel
1971/72

CONSEIL
DES
UNIVERSITÉS

Québec le 1^{er} août 1972



DOC 785

E3 U5
A1/1972
QCSB

troisième rapport annuel
1971/72

CONSEIL
DES
UNIVERSITÉS

Québec, le 1^{er} août 1972

Québec, le 5 octobre 1972.

Monsieur François Cloutier,
Ministre de l'Éducation,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 17 de la loi du Conseil
des universités, j'ai l'honneur de vous présenter le
troisième rapport annuel du Conseil, couvrant la période
du 1er août 1971 au 31 juillet 1972.

Veillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression
de mes sentiments respectueux.

Le président,

Germain Gauthier.

Table des matières

Table des matières	5
Liste des tableaux	7
Liste des annexes	9
Composition du Conseil	10
I — <i>Faits marquants de l'année universitaire 1971/72</i>	13
II — <i>Mode de fonctionnement du Conseil</i>	21
III — <i>L'enseignement supérieur et les professions</i>	23
• Avis du Conseil sur le projet de Code des professions et les projets de loi qui en découlent.	23
• Appendice: Bill 250 — Extraits.	31
IV — <i>La planification globale de l'enseignement supérieur</i>	35
4.1 — La situation de l'enseignement supérieur au tournant des années '60.	35
4.2 — Les objectifs de l'enseignement supérieur au Québec.	37
4.3 — Les orientations des universités dans les années '70.	38
4.4 — Les orientations générales du secteur universitaire de langue anglaise et l'avenir de Bishop's et de Loyola.	39
V — <i>Planification des activités d'enseignement</i>	64
5.1 — Harmonisation des structures et des nomenclatures de diplômes.	64

5.2 —	Coordination des programmes.	82
5.3 —	Développement du secteur des sciences appliquées.	98
5.4 —	Développement des programmes d'internat et de résidence en médecine.	103
VI —	<i>Planification des activités de recherche</i>	113
6.1 —	La Commission de la recherche universitaire.	113
6.2 —	Programme de subventions «Formation de chercheurs et action concertée».	114
6.3 —	Politique québécoise de la recherche scientifique.	120
6.4 —	Financement des revues scientifiques.	123
VII —	<i>Financement de l'enseignement supérieur</i> <i>Subventions de fonctionnement</i>	126
7.1 —	Introduction.	126
7.2 —	Étude des budgets 1972/73: approche générale.	127
7.3 —	Règles d'allocation des ressources.	129
7.4 —	Recommandations générales.	133
7.5 —	Recommandations d'ordre financier.	145
7.6 —	Conclusions générales.	156
VIII —	<i>Financement de l'enseignement supérieur:</i> <i>Investissements</i>	158
8.1 —	Introduction.	158
8.2 —	Avis préalable.	158
8.3 —	Évaluation du processus utilisé.	159
8.4 —	Évaluation générale du plan soumis.	159
8.5 —	Recommandations.	162
IX —	<i>Conclusion</i>	173

Liste des tableaux

I — Université du Québec — Population des étudiants équivalents à temps complet.	17
II — Budget de fonctionnement du Conseil des universités.	22
III — Secteur universitaire de langue anglaise. Population étudiante prévue: 1970/1982.	46
IV — Origine des étudiants des campus anglophones.	47
V — Campus anglophones: surface nette non résidentielle.	48
VI — Campus anglophones: capacité d'accueil 1975/76. ..	49
VII — Campus anglophones: nombre de personnes à temps complet engagées dans les fonctions subventionnées — 1970/71.	50
VIII — Les CEGEP de langue anglaise.	52
IX — Structure comparée des programmes des universités Laval et Sir George Williams.	67
X — Liste des nouveaux programmes soumis à approbation en 1971/72.	85
XI — Recommandations du Comité des programmes au cours des opérations 1970/71 et 1971/72.	87
XII — Formation de chercheurs et action concertée. Subventions pour équipes, séminaires et congrès — 1972/73.	117
XIII — Formation de chercheurs et action concertée. Subvention pour Centres et services à la recherche.	118
XIV — Formation de chercheurs et action concertée. Subventions générales de recherche.	119
XV — Formation de chercheurs et action concertée. Total des subventions du programme, par université.	120

XVI —	Formation de chercheurs et action concertée. Subventions pour équipes, séminaires et congrès. Tableau récapitulatif et analytique en fonction des nouvelles demandes.	121
XVII —	Taux d'accroissement interannuel de l'enveloppe des subventions (1962/1973).	147
XVIII —	Synthèse des recommandations financières 1972/73.	157
XIX —	Investissements universitaires. Plan quinquennal 1971/75 proposé.	165
XX —	Projets à entreprendre au cours du plan quinquennal 1971/75.	166
XXI —	Surfaces nettes non résidentielles qualifiées.	170
XXII —	Surfaces unitaires non résidentielles qualifiées.	171

Liste des annexes

I — Loi du Conseil des universités.	175
II — Structure et nomenclature des diplômes. Bilan de la situation actuelle.	179
III — La sélection des demandes de subventions de recherche pour 1972/73 dans le cadre du programme «Formation de chercheurs et action concertée».	193
IV — Formation de chercheurs et action concertée. Subventions pour centres de recherche 1972/73.	201
V — Formation de chercheurs et action concertée. Subventions pour les services à la recherche 1972/73. ...	203
VI — Règles d'allocation des subventions de fonctionnement octroyées par le gouvernement du Québec.	205
VII — Avis du Conseil des universités sur l'utilisation des dons et revenus de dotation des universités.	211
VIII — La situation financière des universités. (Extrait de l'Avis du Conseil des universités sur les subventions de fonctionnement aux universités pour 1972/73).	221

Composition du conseil

	<i>Date d'échéance du mandat</i>
M. Germain GAUTHIER, président Conseil des universités, Québec	Juin 1974
M. André BISSON (1), directeur général Banque de Nouvelle-Écosse, Montréal	Juillet 1975
Me François CHAPADOS, avocat Bernier et Associés, Montréal	Juin 1973
M. André DESGAGNÉ, recteur Université du Québec à Chicoutimi	Juin 1973
M. Louis-Paul DUGAL, vice-recteur Université de Sherbrooke	Juin 1972
M. Claude GEOFFRION, président Commission de la réforme Université Laval, Québec	Juin 1973
M. René HURTUBISE (2), vice-recteur Université du Québec à Montréal	Juin 1973
M. Paul LACOSTE, vice-recteur exécutif Université de Montréal	Juin 1973
M. John O'BRIEN, principal Sir George Williams University, Montréal	Juin 1972
M. Ludovic OUELLET, directeur Département de chimie Université Laval, Québec	Novembre 1972

(1) A démissionné le 28 juin 1972.

(2) A démissionné le 16 juin 1972.

M. Edouard PAGÉ Professeur, Département de biologie Université de Montréal	Juillet 1975
M. Jean-Guy RODRIGUE, président Fédération des Ingénieurs et cadres C.S.N., Montréal	Juin 1972
M. Louis ROUSSEAU (3) Directeur général de l'enseignement supérieur Ministère de l'Éducation, Québec	
M. Fernand TOUSSAINT Directeur des services pédagogiques Corporation des enseignants du Québec, Québec	Juillet 1975
M. Michel UMBRIACO Étudiant, Faculté des Sciences de l'Éducation Université de Montréal	Juillet 1975
M. Léo YAFFE, directeur Département de chimie McGill University, Montréal	Juin 1972
M. Pierre CAZALIS Secrétaire du Conseil des universités Conseil des universités, Québec	

(3) A quitté le Conseil des universités en démissionnant de son poste de directeur général de l'enseignement supérieur.

I — Les faits marquant de l'année universitaire 1971/72

En 1971/72, l'enseignement supérieur québécois a vu généralement se renforcer les caractéristiques et les tendances qui s'étaient manifestées l'année précédente: intensification des opérations de planification, contraction relative de l'enveloppe des subventions gouvernementales, insatisfaction vis-à-vis du système de financement, stabilisation du nombre des étudiants... sont les plus notoires.

Il convient de relever pourtant d'autres phénomènes — nouveaux mais prévus — dont il est encore difficile de mesurer les conséquences sur le développement de l'enseignement supérieur: syndicalisation de plusieurs groupes de professeurs, élection des cadres supérieurs des universités, par exemple.

Notons aussi que les premières recommandations des travaux de planification sectorielle ont été adoptées et que leur application est amorcée, que l'éducation permanente, inégalement acceptée jusqu'à maintenant, progresse partout, dans les esprits et les projets sinon toujours dans les faits. Relevons enfin l'atonie du mouvement étudiant, ou à tout le moins l'atomisation de ses efforts.

Nous essaierons dans les quelques pages qui suivent de préciser les principales caractéristiques de ces faits, qui nous ont paru les plus marquants en 1971/72, avant d'exposer dans les chapitres suivants les avis et positions adoptés par le Conseil des universités sur les questions dont il a eu plus spécialement à traiter en 1971/72.

1.1 Intensification des opérations de planification

Alors que jusqu'en 1960 il ne contribuait que marginalement à ses dépenses de fonctionnement, l'État défraie aujourd'hui la plus grande partie des coûts de l'enseignement supérieur. Le considérant comme un service public, il souhaite une adéquation minimale entre besoins de la collectivité du Québec et services offerts par les universités, en même temps qu'il se soucie de l'utilisation que font celles-ci des deniers publics. D'où l'importance qu'attachent les organismes chargés de la planification de l'enseignement supérieur à des travaux de planification entrepris au cours des dernières années.

Travaux de planification globale, d'abord, tels que ceux menés par le Conseil des universités sur les objectifs généraux de l'enseigne-

ment supérieur et sur les orientations des établissements. Les premiers résultats en ont été publiés ⁽¹⁾ en même temps que des documents de travail soumis pour discussion à la communauté universitaire ⁽²⁾. Il est prévu que les recommandations sur les deux thèmes seront adressées au Ministre de l'Éducation avant la fin de décembre 1972.

Travaux de planification sectorielle, en second lieu, sous l'égide principalement de la Direction générale de l'Enseignement supérieur et du Conseil des universités. L'Opération Sciences appliquées (O.S.A.), par exemple, a proposé ses premières recommandations «sur des actions correctives à court terme»; celles-ci ont été adoptées par le Conseil des universités et, dans quelques cas, elles sont déjà mises en oeuvre par les universités ⁽³⁾. Une Opération Sciences de la santé (O.S.S.) a également été lancée par le Ministère; elle poursuit trois objectifs séquentiels, comme l'O.S.A.: étude des problèmes urgents en vue d'actions correctives rapides, plan quinquennal (1974/79) avec prévisions budgétaires, premier aperçu d'un second plan quinquennal (1979/84).

Le Comité des programmes du Conseil des universités et de la D.G.E.S. a abordé au cours de cette deuxième année d'activités la coordination de l'ensemble des programmes en certaines disciplines ou champs d'études, bien qu'il ait encore consacré la plus grande part de ses énergies à l'évaluation des nouveaux programmes ⁽⁴⁾.

Le Conseil lui-même a voulu contribuer à la clarification de la question des diplômes, dont les contenus, la nomenclature, les objectifs... apparaissaient disparates et souvent fort confus. Il a pour cela proposé au Ministre des recommandations élaborées à partir du rapport d'un comité ad hoc ⁽⁵⁾.

La Commission de la recherche universitaire, enfin, a contribué à l'oeuvre de planification en poursuivant sa réflexion sur une politique de développement et de coordination des Centres de recherches, et en favorisant la formation d'équipes au moyen du programme «Formation des chercheurs — Action concertée».

(1) Voir: a) infra, 4.1: OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET GRANDES ORIENTATIONS DES ÉTABLISSEMENTS, Cahier I, *L'Évolution récente de l'enseignement supérieur au Québec*, Québec, Conseil des universités, 15 juillet 1972, 253 p.

b) infra, 4.4: *Les orientations générales du secteur universitaire de langue anglaise et l'avenir de Bishop's et de Loyola*, Conseil des universités, 16 juin 1972, 35 p., annexes.

(2) Voir infra, 4.2 et 4.3.

(3) Voir infra, 5.3.

(4) Voir infra, 5.2 et 5.4.

(5) Voir infra, 5.1.

1.2 Contraction relative des revenus des universités

Le développement de l'enseignement supérieur québécois dépend largement des subventions versées aux universités par le gouvernement, comme rappelé précédemment. Pour 1971/72 et 1972/73, le taux d'accroissement de l'enveloppe des subventions a une fois encore dépassé le taux de croissance du produit brut québécois. Le Conseil a reconnu que l'effort consenti par le gouvernement du Québec en faveur de son enseignement supérieur au cours des deux dernières années a permis à celui-ci de faire face à ses obligations normales et de maintenir ses qualités essentielles.

Le taux d'accroissement de l'enveloppe a pourtant décliné pour chacune des dernières années, à l'exception de 1969/70, qui fut, il est vrai, celle de la création de l'Université du Québec. Le mouvement ascendant du taux de croissance des subventions, qui avait culminé avec l'accroissement de 52% enregistré entre 1966/67 et 1967/68, s'est aujourd'hui renversé. Le taux s'est situé aux alentours de 16% entre 1971/72 et 1972/73, contre 23% l'année précédente.

On ne saurait parler encore pour l'enseignement supérieur de période d'austérité, puisque la croissance inter-annuelle des subventions équivaut encore au double du taux de croissance du produit brut québécois. Il convient de souligner malgré tout que les autres revenus des universités sont en général stables, en particulier les frais de scolarité. Au total, on enregistre donc une contraction relative de l'ensemble des revenus des universités ⁽⁶⁾.

1.3 Insatisfaction vis-à-vis de la méthode de financement

Par méthode de financement, nous entendons celle d'allocation des subventions de l'État québécois. Par rapport à 1970/71, le processus d'analyse des demandes de subventions s'est nettement amélioré. Aussi le Ministre de l'Éducation a-t-il pu annoncer les subventions aux universités le 15 mars 1972, au lieu du 7 juillet dans le cas de l'année précédente.

La méthode d'allocation des subventions, par contre, a encore fait l'objet de critiques, tant de la part des universités que de celle du Conseil ⁽⁷⁾. Les principaux griefs adressés aux règles actuelles sont

⁽⁶⁾ Voir infra, 7.1.

⁽⁷⁾ Voir infra, 7.1.

“qu’elles ne répondent qu’avec retard à l’évolution des activités des universités, qu’elles permettent difficilement de faire face aux situations imprévues, qu’elles n’assurent pas toute l’équité désirée dans la répartition des subventions entre les universités...”⁽⁸⁾.

Le Ministère de l’Éducation admet maintenant leur bien-fondé; il envisage même de nouvelles approches pour l’analyse des besoins universitaires et pour l’allocation des ressources.

1.4 Stabilisation du nombre des étudiants

Ce phénomène est lui aussi dans la ligne de ceux que nous avons jugés comme caractéristiques de l’année 1970/71. La stabilisation, à vrai dire, est relative. Comme pour l’année précédente, le taux d’accroissement du nombre des étudiants s’est situé aux alentours de 3%, si l’on considère la population des étudiants équivalents à temps complet (tableau I), dont le nombre s’est élevé de 66,993 à 69,082.

Une telle évolution a des conséquences importantes sur le développement des universités, et particulièrement sur leur financement, puisque les règles d’allocation des subventions sont largement fonction du nombre des étudiants. En attendant leur remplacement par des règles plus adaptées aux coûts réels des programmes, ou, de façon plus improbable, une reprise des inscriptions à l’université, il s’est donc confirmé en 1971/72 que les établissements devront fonder leur développement sur une utilisation plus rationnelle de leurs ressources et sur une augmentation de leur productivité, plus que sur la croissance des clientèles.

1.5 Atonie de l’action étudiante

Nous parlons d’atonie par référence aux objectifs que s’étaient assignés les organismes étudiants entre 1968 et 1970. La participation réclamée à tous les niveaux n’a pas toujours été pratiquée, même là où ont été satisfaites les revendications de participation paritaire. Il a même semblé l’an passé que l’action étudiante avait de nouveau tendance à prendre une forme revendicative et épisodique, et à s’éloigner d’une participation suivie aux décisions touchant soit au fonctionnement quotidien de l’université soit à son développement à long terme.

Le Conseil des universités, pour sa part, a maintes fois recherché au cours de 1971/72 l’avis des étudiants sur des questions telles que

⁽⁸⁾ *Avis au Ministre de l’Éducation sur les budgets de fonctionnement des universités en 1972/73*, p. 14. Dans l’ensemble, voir infra, 7.1.

les objectifs de l'enseignement supérieur, les conditions d'obtention des diplômes, ou les orientations des universités.

Il n'a réussi tout au plus qu'à obtenir l'opinion d'un nombre infime d'associations, parmi lesquelles celle de Sherbrooke s'avéra la plus constante.

Tableau I

Universités du Québec

Population des étudiants équivalents à temps complet ⁽¹⁾

<u>Universités</u>	<u>1970-71</u>	<u>1971-72</u>	<u>%</u> <u>1971-72/70-71</u> <u>(b)/(a)</u> <u>(c)</u>
	(a)	(b)	(c)
Laval	11,871	11,683	(1.58)
Montréal	12,343	13,871	12.38
H.E.C.	1,411	1,564	10.85
Polytechnique	1,886	1,852	(1.80)
Sherbrooke	4,359	4,604	5.62
Université du Québec:			
Montréal	5,522	6,409	16.06
Trois-Rivières	2,857	2,706	(5.29)
Chicoutimi	1,244	1,462	17.52
Rimouski	574	833	45.12
Rouyn	362	350	(3.31)
TOTAL:	10,559	11,760	11.37
Bishop's	1,198	600 (2)	(50.00)
McGill	14,840	14,587	(1.70)
Sir George Williams	8,526	8,561	0.41
GRAND TOTAL:	66,993	69,082	3.1

Source: Formulaire des prévisions budgétaires universitaires 1972-73.

(1) Les étudiants équivalents à temps complet ont été calculés en additionnant :

i: Les étudiants à temps complet.

ii: La masse des droits de scolarité des étudiants à temps partiel inscrits aux 1er, 2e et 3e cycles (excluant ceux inscrits en rédaction de thèse) le jour, le soir et le samedi seulement, divisée par le taux moyen des droits de scolarité des étudiants à temps complet excluant les internes et les résidents.

(2) A perdu le niveau collégial au bénéfice du CEGEP Champlain.
D.G.E.S. — S.A.F.
Le 21 février 1972.

1.6 Syndicalisation des professeurs

Longtemps objet de débats académiques opposant « anciens » et « modernes » des divers corps professoraux du Québec, la syndicalisation des professeurs a semblé prendre en 1971/72 une allure irréversible, encore qu'elle ne touche pour le moment qu'une minorité d'entre eux.

Ceux de l'Université du Québec y sont le plus nettement engagés. Le syndicat de l'Université du Québec à Montréal est affilié à la C.S.N.; ceux des constituantes de Trois-Rivières, Chicoutimi et Rimouski sont accrédités, mais non affiliés à une Centrale; le syndicat de l'I.N.R.S. a demandé l'accréditation. Pour des raisons techniques surtout, cette accréditation a été refusée aux syndicats facultaires de l'Université de Sherbrooke, mais il apparaît qu'elle serait accordée à un syndicat groupant la totalité des professeurs de l'établissement. La syndicalisation a progressé également dans la plupart des autres établissements, dont l'École Polytechnique et l'Université de Montréal.

Les conséquences du mouvement sont difficiles à mesurer pour le moment. Elles seront notables sans doute en ce qui a trait aux relations entre professeurs et administrateurs, au statut professionnel et social des enseignants, à la définition de leurs tâches, aux relations entre professeurs et étudiants, au contrôle de la qualité de l'enseignement, à la détermination du niveau d'indépendance du professeur-chercheur...

1.7 Élection des cadres supérieurs des universités

Tout aussi incertaines sont les conséquences du processus électoral qui a présidé au cours de l'année à la nomination des cadres supérieurs de plusieurs universités.

Nous passons sur le fait que ses modalités ont parfois été critiquées, pour retenir plutôt que ce processus n'a pas atteint en général l'un des objectifs qui lui étaient assignés: le renouvellement du personnel universitaire par l'entrée au sein de l'administration de personnes ayant fait leur marque en d'autres secteurs. En outre, on s'interroge sur les conséquences que pourraient avoir les affrontements inévitables auxquels donne lieu une campagne électorale sur le travail de l'universitaire, qui exige généralement plus de sérénité. Par ailleurs, de quel ordre sera la dépendance des élus vis-à-vis de leurs commettants? Y a-t-il risque que s'opposent au sein des universités des partis

rivaux plus soucieux de victoires électorales que de formation des étudiants?

Est-il prématuré de s'inquiéter des méfaits éventuels d'un mode de nomination qui vient à peine d'être mis en oeuvre dans les universités québécoises? Ne convient-il pas mieux de souligner simplement l'incertitude dans laquelle il plonge certains universitaires?

1.8 Progression de l'idée d'éducation permanente.

Il y a progression de l'idée d'éducation permanente, puisque toutes les universités admettent maintenant le principe de leurs responsabilités en ce domaine. Certaines lui accordent déjà une place importante dans leurs activités.

Il demeure pourtant beaucoup d'ambiguïté dans le concept même d'éducation permanente. D'où la nécessité de l'approfondir, avant de l'appliquer trop largement. Un effort en ce sens a été tenté par le Comité des objectifs du Conseil. Il est poursuivi par un groupe de travail nommé conjointement par le Conseil et par la Conférence des recteurs. Les résultats de ces études seront connus au début de 1973. L'Université du Québec, de son côté, a orienté ses réflexions vers la mise à la disposition de l'éducation permanente de médias variés d'enseignement à distance. Le rapport préliminaire sur son projet de télé-université constitue une contribution notable à l'oeuvre d'approfondissement du concept, et une étape essentielle vers la diffusion des services du réseau universitaire québécois au bénéfice de toutes les clientèles qui en ressentent le besoin et qui sont aptes à les utiliser.

1.9 Volonté de renforcement des études avancées

Cette volonté s'est manifestée non seulement par son affirmation dans tous les mémoires qu'ont présentés les universités sur leurs orientations, mais aussi par le renforcement des structures d'encadrement des études de deuxième et de troisième cycles.

Il reste à donner plus de corps à ces organismes; la création ou la consolidation de groupes de recherche forts, orientés selon les axes de spécialisation des universités, y contribuera assurément. Il reste aussi à tirer les conclusions, à l'échelle de notre réseau, de la critique des objectifs et du contenu du deuxième et du troisième cycles. A cette critique se livrent depuis quelque temps maintes universités nord-américaines, en particulier la Commission de la réforme de l'Université

Laval; elle a été reprise par le Comité qui définit pour le Conseil des objectifs de l'enseignement supérieur. Peut-être pourrons-nous bientôt tirer certaines disciplines ou certains champs d'études de la voie sans issue dans laquelle les place une orientation inappropriée vers les études graduées, et éviter surtout pour les étudiants les méfaits probables de telles mésorientations.

Tels sont pour nous les faits qui ont marqué le plus nettement l'évolution de l'enseignement supérieur au Québec en 1971/72. Après avoir brièvement rappelé son mode de fonctionnement, dans le second chapitre de ce rapport, le Conseil dira dans le chapitre suivant les positions qu'il a prises au sujet de certains d'entre eux, et il résumera les avis qu'il a donnés au Ministre de l'Éducation.

II — Mode de fonctionnement du conseil

Du 1er août 1971 au 31 juillet 1972, le Conseil des universités a tenu douze séances qui se sont étalées sur vingt-deux jours, soit six et huit de moins respectivement que les deux années précédentes.

Après avoir évalué son mode de fonctionnement de 1969 à 1971, il a décidé en effet d'accroître l'efficacité de son travail par la mise sur pied de comités chargés de préparer les avis soumis à adoption en séance plénière. Ainsi, par la connaissance que plusieurs membres possèdent déjà du dossier, les discussions en Conseil sont-elles généralement simplifiées et accélérées. Aux organismes dont il était doté depuis deux ans, Commission de la recherche universitaire et Comité des programmes (ce dernier établi conjointement avec la Direction générale de l'enseignement supérieur), le Conseil a ajouté un Comité des finances. Un Comité des orientations, composé de sept de ses membres et un Comité des objectifs, présidé par l'un de ceux-ci mais composé majoritairement de personnes de l'extérieur, l'ont assisté dans l'élaboration de ses rapports sur les orientations des établissements et sur les objectifs de l'enseignement supérieur.

Comme dans le passé, le Conseil a tiré profit également des travaux de divers comités nommés pour l'étude de questions particulières: nomenclature et contenu des diplômes, financement des revues scientifiques, par exemple.

Dans tous les cas, le secrétariat participe à la préparation des dossiers. Mais le nombre de ses permanents est limité: six professionnels en tout, y compris le Président et le Secrétaire, et quatre secrétaires, agent d'administration et aide technique. Il ne peut donc fournir toujours aux comités permanents ou aux comités spéciaux toute l'assistance nécessaire. Aussi le Conseil fait-il abondamment appel à la collaboration de multiples organismes extérieurs.

Au premier rang de ceux-ci figure la Direction générale de l'enseignement supérieur. La plupart des travaux du Conseil sont fondés sur les études et dossiers statistiques que lui communiquent la D.G.E.S. et, plus rarement, d'autres Directions ou services du Ministère de l'Éducation. Le Conseil puise aussi dans des travaux de groupes dirigés par la D.G.E.S., groupes dans lesquels il a d'ailleurs parfois délégué soit un membre du Conseil lui-même, soit un membre de son

personnel permanent: tel fut le cas pour les groupes de planification sectorielle (Opération sciences appliquées, Opération sciences de la santé), ou pour les comités traitant de financement: Comité d'étude sur la situation financière de l'Université Laval, de l'Université McGill ainsi que de l'Université de Sherbrooke, groupe de travail sur les subventions d'investissements.

De leur côté, les universités apportent au Conseil un concours essentiel. En lui fournissant régulièrement, par mémoires ou questionnaires, les points de vue et renseignements qu'il requiert, en premier lieu; en autorisant certains de leurs professeurs ou administrateurs à collaborer à ses activités, en second lieu. Elles ont déjà permis que ces consultants lui soient détachés pour des périodes de temps variables.

Avec la Conférence des recteurs, le Conseil a désiré élargir une collaboration qui ne touchait jusqu'à récemment qu'à l'évaluation des nouveaux programmes. Tel qu'accepté pour l'élaboration d'un dossier sur le développement de l'éducation permanente, les deux organismes réaliseront donc des études conjointement, chaque fois que nécessaire.

Enfin, le Conseil souhaite développer une collaboration du même type avec les organismes représentant les divers personnels universitaires, au premier rang desquels figure la F.A.P.U.Q., de même qu'avec les organisations étudiantes, qu'il lui a malheureusement été difficile d'identifier ou de rejoindre, depuis trois ans.

Tableau II

**Budget de fonctionnement du conseil des universités
(1971-72)**

POSTE	\$ ' 000	
Traitements, salaires, allocations		139.9
Frais de déplacement		
Permanents du Conseil	8.6	
Frais de représentation	2.4	
Congrès	1.0	12.0
Honoraires et commissions		
Membres du Conseil et des comités	50.0	
Autres	30.0	80.0
Frais de bureau		2.5
Mobilier et équipement de bureau		8.0
TOTAL:		242.4

III — L'enseignement supérieur et les professions

Lors de ses discussions, le Conseil s'est penché à quelques reprises sur la question des objectifs de l'université et plus spécialement sur celle de son rôle quant à la formation des personnels professionnels dont a besoin la collectivité. Il s'est d'ailleurs prononcé sur une partie du sujet en adressant au Ministre de l'Éducation, le premier juillet 1970, un avis sur le projet de refonte de la loi médicale du Québec ⁽⁹⁾.

Avant de traiter plus complètement de la question dans son rapport sur les objectifs de l'enseignement supérieur, dont la publication est prévue pour la fin de 1972, il a pu préciser sa pensée à l'occasion de l'analyse du projet de loi numéro 250, ou Code des professions, et des projets de loi qui en découlent. Le Conseil juge que le problème des professions, donc celui de la formation des professionnels, déborde le cadre de l'enseignement supérieur lui-même, et qu'il touche à celui du rôle de l'université et de l'universitaire dans la société contemporaine.

Il a donc placé son avis au Ministre sur le Code des professions en tête de son rapport annuel, puisqu'il a pu y exprimer, quoique partiellement encore, des points de vue qui témoignent de sa conception de ce rôle.

Le gouvernement du Québec déposait devant l'Assemblée Nationale, durant la deuxième session de la vingt-neuvième législature, les projets de lois numéros 250, proposant un Code des professions, et 251 à 273, portant réorganisation des corporations professionnelles et refonte des lois les régissant.

Tous les projets contiennent des dispositions relatives à la formation des membres des corporations. Dans un grand nombre de cas, cette formation relève des universités, qui sont donc directement affectées par le Code des professions et plusieurs projets de lois connexes.

Conformément aux responsabilités qui lui sont dévolues par la loi, le Conseil a présenté au ministre de l'Éducation l'avis suivant, qui traite des répercussions qu'auraient sur l'enseignement supérieur cer-

(9) Voir premier rapport annuel, 1969/70, p. 30 et pp. 117-120.

taines dispositions des projets de lois précités. Les observations et recommandations du Conseil ne traitent pas des conséquences éventuelles de ceux-ci sur l'enseignement professionnel de niveau collégial.

Cet avis a été adopté par le Conseil des universités le 24 février 1972, lors de sa trente-deuxième séance.

1. Remarques générales

Deux remarques générales s'imposent après analyse des projets de lois concernés.

1.1 Par de nombreux articles, ces projets entrent en conflit avec les lois régissant actuellement l'enseignement supérieur, de même qu'avec des mesures prises récemment pour la coordination et le développement de celui-ci.

Ainsi, les articles 40, 169-d) et 196-e) peuvent-ils être opposés, selon l'interprétation qui en est faite, à des dispositions contenues dans

- a) la Loi du Ministère de l'Éducation (S.R. 1964, c. 233);
- b) la Loi du Conseil supérieur de l'Éducation (S.R. 1964, c. 234);
- c) les lois et chartes des universités du Québec;
- d) la Loi du Conseil des universités (S.R. 1968, c. 64).

De même ces projets pourraient-ils entrer en contradiction, pour ce qui est de la formation des personnels professionnels au niveau du collégial, avec la Loi de l'admission à l'étude des professions (S.R. 1964, c. 246).

En outre, il semble que les auteurs des projets de lois n'aient pas pris en considération l'existence d'organismes chargés, dans le cadre des lois actuelles, de coordonner le développement de l'enseignement supérieur, particulièrement en ce qui a trait à l'évaluation, à l'approbation et à la coordination de tous les programmes d'enseignement de niveau universitaire, y compris les programmes professionnels; nous référons ici, par exemple, au Comité des programmes (Comité conjoint du Conseil des universités et du Ministère de l'Éducation), à la Commission de la recherche universitaire du Conseil des universités, aux Opérations sectorielles de développement du Ministère de l'Éducation. Le mandat confié à ces organismes recouvrerait pour une part importante celui accordé à l'Office des professions.

1.2 Par ailleurs, ces projets vont largement à l'encontre de l'évolution récente tant de l'enseignement universitaire que de la pratique de certaines professions. Subordonnant la mise en oeuvre des programmes à une approbation émanant du Lieutenant-gouverneur en Conseil, après intervention d'une corporation, ils compromettent l'impulsion donnée par les universités en faveur d'un enseignement plus large et d'une formation plus ouverte, ayant pour objectif d'accroître la mobilité des futurs professionnels de même que leur compréhension des problèmes dans une perspective plus globale. Ce faisant, les projets de lois remettent en cause les réformes actuelles en vue du décloisonnement non seulement des programmes, mais de l'ensemble des structures universitaires d'enseignement. En outre, les projets de lois semblent oublier que toutes les corporations professionnelles, sauf une, se sont départies au cours des dernières années des enseignements qu'elles dispensaient encore, et ont prié les universités d'en prendre la charge, les corporations se contentant d'un partage des responsabilités avec les universités en ce qui concerne l'orientation générale des programmes. C'est à celles-ci, en fait, qu'il revient aujourd'hui d'en élaborer et d'en dispenser le contenu.

2. Considérations particulières

2.1 CONSIDÉRANT l'avis déjà donné par le Conseil des universités au ministre de l'Éducation, le premier juillet 1970, au sujet du projet de refonte de la Loi médicale du Québec:

2.2 CONSIDÉRANT en particulier:

a) QU'il revient à la société dans son ensemble, et non à une corporation professionnelle ou aux universités, de mesurer les besoins quantitatifs et qualitatifs de la population en un domaine;

b) QUE l'État peut, à cette fin, déléguer une partie de ses responsabilités et de ses pouvoirs à des organismes para-publics agissant en son nom;

c) QUE l'État ne saurait plus déléguer à une corporation professionnelle la responsabilité sans partage de la formation de ses membres et de l'admissibilité à la pratique de la profession;

2.3 CONSIDÉRANT que le Code des professions confère à la corporation la responsabilité de se préoccuper de la qualité professionnelle de ses membres, donc de leur formation;

2.4 CONSIDÉRANT, par ailleurs, que l'État a reconnu aux universités la responsabilité d'assurer la formation de niveau post-collégial, et de décerner les diplômes correspondants;

2.5 CONSIDÉRANT les responsabilités actuelles (cf. 1.1) du Ministère de l'Éducation, du Conseil des universités, du Conseil supérieur de l'Éducation et des universités en matière d'organisation de l'enseignement supérieur et d'octroi de diplômes;

2.6 CONSIDÉRANT que se poursuit à l'échelle du Québec le regroupement au sein des universités de tous les enseignements de niveau post-collégial;

2.7 CONSIDÉRANT que les corporations, sauf exception, ont déjà reconnu la compétence des universités dans le domaine de la formation de leurs membres, y compris au niveau de la spécialisation, en demandant formellement à ces établissements de prendre en charge la formation des candidats à la profession;

2.8 CONSIDÉRANT que l'on reconnaît la nécessité de dispenser les bases de la formation professionnelle en milieu universitaire, qui seul offre l'ensemble des compétences et des ressources physiques indispensables à la qualité de cet enseignement;

2.9 CONSIDÉRANT que les universités, de par leurs fonctions normales et leurs ressources, sont le plus aptes à assurer un contenu scientifique de niveau universitaire à la formation continue des personnels professionnels de toutes spécialités;

2.10 CONSIDÉRANT qu'il doit y avoir autant que possible adéquation entre fonctions de travail et programmes de formation professionnelle;

2.11 CONSIDÉRANT l'évolution récente et l'évolution future probable des programmes de formation, dont le caractère est de plus en plus interdisciplinaire et ouvert, de par les exigences mêmes des fonctions de travail;

2.12 CONSIDÉRANT les efforts consentis par le gouvernement, dans ses opérations sectorielles de développement de l'enseignement supérieur par exemple, en vue de l'adaptation des programmes d'enseignement supérieur aux besoins de la société;

2.13 CONSIDÉRANT par ailleurs que les projets de lois actuellement soumis risquent de dresser de nouvelles barrières entre professions et universités;

2.14 CONSIDÉRANT que corporations professionnelles et universités tireraient avantage d'échanges plus systématiques de services, en particulier quant à l'évaluation des fonctions de travail et à celle des programmes de formation;

2.15 CONSIDÉRANT les dispositions contenues dans les articles suivants* du projet de loi numéro 250, relatifs à la formation professionnelle des membres des corporations: articles 38,

40,

52,

83h), i), j), n),

87e), f), g), h), i),

106,

147,

169d), e),

de même que les articles correspondants dans les projets de lois 251 à 273 impliquant l'enseignement supérieur;

3. Le Conseil des universités est d'avis

3.1 QUE les projets de lois ici concernés constituent un progrès par rapport aux lois actuelles régissant la formation des personnels professionnels, particulièrement en ce qu'ils confirment la tendance récente à dégager la formation de tous ces professionnels de l'influence trop étroite des corporations, et en ce qu'ils assurent à celles-ci une participation essentielle à la conception des programmes;

3.2 QUE, pourtant, ces projets n'établissent pas de façon satisfaisante le partage entre les responsabilités immédiates des universités et celles des corporations quant à la formation de ces personnels;

3.3 QUE les universités doivent avoir la responsabilité immédiate de la formation post-collégiale de tous les professionnels, à tous les niveaux, y compris les stages pratiques;

3.4 QUE, la responsabilité de décerner des diplômes leur étant déléguée par le législateur, les universités doivent avoir la pleine responsabilité du contenu de ceux-ci;

3.5 QUE, par ailleurs, les corporations professionnelles devraient participer de plein droit à la conception des programmes, au sein des comités universitaires compétents;

* Voir en appendice l'énoncé de ces articles (pp. 31-33).

3.6 QUE, lorsque la formation exige des stages d'entraînement en milieu de travail, les programmes et les contrôles doivent être déterminés et mis en oeuvre après entente entre les organismes professionnels concernés et les autorités universitaires;

3.7 QUE doit être abolie la possibilité pour toute corporation de diriger un établissement d'enseignement professionnel, quels qu'en soient le niveau et la nature;

3.8 QUE, en ce qui concerne la formation continue de caractère scientifique, corporations et universités doivent s'entendre sur les programmes, l'organisation de ceux-ci étant confiée aux universités;

3.9 QU'il doit en être ainsi, également, pour toutes les sessions de recyclage imposées par les comités de discipline ou d'inspection;

3.10 QUE les universités, au même titre que l'Office des professions et la corporation concernée, doivent être consultées par le Lieutenant-gouverneur en Conseil pour tout ce qui concerne les «modalités de la participation des différents organismes à l'élaboration des programmes d'études conduisant à un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste»;

3.11 QUE, plus spécifiquement, place doit être faite dans les structures universitaires à des représentants de corporations professionnelles, particulièrement au sein des comités responsables de l'élaboration des programmes, et que, inversement, des membres de l'université puissent siéger au sein des bureaux des corporations, de l'Office des professions et du Conseil interprofessionnel;

3.12 QUE toute organisation d'enseignement ou toute accréditation de diplôme doit faire référence à l'université seulement, et non à la faculté;

3.13 QUE toute reconnaissance de programme professionnel donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste doit être décidée sur avis du Comité des programmes, seul organisme provincial compétent en la matière dans les structures actuelles de l'enseignement supérieur, et qu'il doit être prévu dans ce processus de reconnaissance une participation de l'Office des professions;

3.14 QUE les équivalences de diplômes donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste doivent être attribuées non par la corporation elle-même, mais par les universités, en fonction de normes provinciales établies par celles-ci;

3.15 QU'en raison du caractère interdisciplinaire des programmes et du recours, pour chacun d'eux, à des professeurs de toutes spécialités, doit être éliminée l'obligation pour un professeur d'université d'appartenir à une corporation professionnelle;

3.16 QUE l'immatriculation professionnelle des étudiants n'intervienne qu'au-delà de l'obtention du premier diplôme universitaire, c'est-à-dire au moment de leur entrée en pratique;

3.17 QU'il ne soit pas autorisé à une corporation, par règlement, d'imposer à un candidat au permis des conditions de type académique se situant au-delà du diplôme de base normal, ou de son équivalent.

4. Recommandation du Conseil

Le Conseil des universités recommande, conséquemment, que soient amendés dans leur esprit et dans leur formulation, conformément aux considérations et avis qui précèdent, les articles des projets de lois concernés énumérés en 2.14.

Appendice

Bill 250 — Code des professions

Articles intéressant les établissements d'enseignement supérieur

Art. 38

Le bureau d'une corporation délivre un permis à toute personne qui satisfait aux conditions prescrites par le présent code, la loi constituant cette corporation et les règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi.

Art. 40

Sous réserve des dispositions d'une loi particulière, nul ne peut obtenir un permis ou un certificat de spécialiste s'il n'est détenteur d'un diplôme reconnu valide à cette fin par règlement du Lieutenant-gouverneur en Conseil édicté en vertu du paragraphe d) de l'article 169 ou d'un diplôme reconnu équivalent par règlement du Bureau de la corporation délivrant un tel permis ou un tel certificat, suivant le cas.

Un règlement ne peut être adopté par le Lieutenant-gouverneur en Conseil en vertu du premier alinéa qu'après consultation de l'Office, de la corporation délivrant le permis ou le certificat de spécialiste et des établissements d'enseignement du Québec qui délivrent un diplôme relatif à la discipline dont il s'agit. Il entre en vigueur à compter de sa publication dans la Gazette officielle du Québec ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Art. 52

Le Bureau d'une corporation peut limiter le droit d'exercer les activités professionnelles de tout membre de cette corporation qu'il oblige à suivre un stage de perfectionnement conformément aux règlements adoptés en vertu du paragraphe *i* de l'article 87.

Art. 83

Le Bureau:

a) (...)

b) (...)

c) (...)

d) (...)

e) (...)

f) (...)

g) (...)

h) reconnaît, conformément aux normes fixées en vertu du paragraphe f) de l'article 87, l'équivalence des diplômes délivrés par un établissement d'enseignement situé hors du Québec, aux fins de la délivrance d'un permis ou d'un certificat de spécialiste;

i) délivre des certificats de spécialistes aux membres de la corporation habilités à en recevoir conformément aux règlements;

j) organise des cours ou des stages de formation continue pour les membres de la corporation;

k) (...)

l) (...)

m) (...)

n) donne tout avis qu'il juge utile au ministre, à l'Office, au Conseil interprofessionnel, aux établissements d'enseignement ou à toute personne ou organisme qu'il juge à propos...

Art. 87

Le Bureau peut, par règlement:

a) (...)

b) (...)

c) (...)

d) (...)

e) définir les différentes classes de spécialités au sein de la profession;

f) fixer des normes d'équivalences des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement situés hors du Québec aux fins de la délivrance d'un permis ou d'un certificat de spécialiste;

- g) assujettir les candidats au permis à un stage d'entraînement professionnel et déterminer les actes professionnels que peut poser une personne effectuant un tel stage et les conditions suivant lesquelles elle peut poser ces actes;
- h) déterminer les autres conditions et modalités de délivrance des permis, des certificats de spécialiste ou des autorisations spéciales;
- i) déterminer les cas où les professionnels peuvent être tenus de faire un stage de perfectionnement et fixer les conditions et modalités de la limitation de l'exercice de leurs activités professionnelles pendant un tel stage.

Art. 106

Sur recommandation du comité d'inspection professionnelle, le Bureau d'une corporation peut obliger un membre de cette corporation à suivre un stage de perfectionnement et limiter le droit de ce membre d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, conformément aux règlements adoptés par le Bureau.

Art. 147

La décision du comité de discipline peut comporter une recommandation au Bureau de la corporation d'obliger le professionnel à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de celui-ci d'exercer des activités professionnelles pendant la durée de ce stage, conformément aux règlements adoptés par le Bureau.

Art. 169

Le Lieutenant-gouverneur en Conseil, après consultation de l'Office et de la corporation intéressée, peut, par règlement:

- a) (...)
- b) (...)
- c) (...)
- d) déterminer les diplômes délivrés par les établissements d'enseignement qu'il indique qui donnent ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste;
- e) fixer les modalités de la participation de la corporation à l'élaboration, en collaboration avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés au paragraphe d), des programmes d'études conduisant à un permis ou à un certificat de spécialiste.

IV — La planification globale de l'enseignement supérieur

4.1 La situation de l'enseignement supérieur au Québec au tournant des années 60/70

Le Conseil des universités a cru nécessaire de bâtir son rapport sur les objectifs globaux de l'enseignement supérieur québécois et les orientations des établissements après une évaluation de la situation au tournant des années 60/70. Publié sous le titre de *«L'évolution récente de l'enseignement supérieur au Québec»*, le 15 juillet 1972, le résultat de ce bilan constitue la matière du premier Cahier du rapport sur les objectifs et les orientations ⁽¹⁰⁾.

Il y est noté que quelques faits ont marqué de façon décisive l'évolution de notre enseignement supérieur durant les années 60 ⁽¹¹⁾:

1. accroissement massif des effectifs étudiants;
2. multiplication des établissements d'enseignement supérieur;
3. prise en charge par l'État de la plus grande part du financement de l'enseignement supérieur, et intervention accrue de ses représentants dans la plupart des champs de gestion de ce secteur;
4. transformation du statut des établissements, d'un statut de type privé en un statut de type public;
5. bourgeonnement, sinon éclosion, de la recherche;
6. «ennoblissement» des enseignements non professionnels et prise en charge par les universités de la formation des maîtres de tous niveaux;
7. transformation des structures de l'enseignement postsecondaire, avec élimination de l'université des enseignements de niveau collégial;
8. conscientisation du monde étudiant, et revendication par les étudiants d'un droit de participation aux processus de planification et de gestion de l'université, à tous les niveaux;

⁽¹⁰⁾ Ce document peut être obtenu du Conseil des universités, sur demande.

⁽¹¹⁾ Voir *L'évolution récente de l'enseignement supérieur au Québec*, pp. 1-2.

9. abandon par l'Église de la plupart des responsabilités qu'elle exerçait directement, jusqu'au milieu des années '60, dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Le Conseil remarque en outre que la conjonction des faits ci-haut mentionnés

«se traduit aujourd'hui par une situation aux apparences chaotiques, d'autant plus vivement ressentie qu'elle se double, depuis deux ans environ, de contraintes budgétaires qui font suite à une dizaine d'années d'aisance financière relative, et que l'ensemble de notre système d'enseignement supérieur est remis en cause, comme dans la plupart des pays industriels.» ⁽¹²⁾

Cependant les universités du Québec ont connu durant la décennie '60 une croissance impressionnante ⁽¹³⁾:

1. dans leurs effectifs d'étudiants plein temps, qui ont plus que doublé au total, et triplé dans le secteur francophone;
2. dans leurs clientèles à temps partiel, qui ont quadruplé;
3. dans le nombre de leurs étudiants gradués, qui a quintuplé dans le secteur francophone, encore qu'il n'ait crû que de 75% dans le secteur anglophone;
4. dans le nombre total des diplômés, qui a triplé au premier cycle, et doublé aux deuxième et troisième;
5. dans leurs budgets de fonctionnement, qui ont quadruplé;
6. dans les subventions reçues du gouvernement, qui ont décuplé...

Les personnels de toutes natures ont été considérablement étoffés eux aussi, au rythme de l'évolution du nombre des étudiants. Les activités de recherche, enfin, se sont multipliées, mais avec une dispersion telle que le Conseil estime que ce domaine a bourgeonné plus qu'il ne s'est véritablement développé; faute de données sûres pour le début des années '60, il est difficile de mesurer précisément le taux de croissance des fonds de recherche entre 1960 et 1970: on l'évalue toutefois à

⁽¹²⁾ Op. cit., p. 2.

⁽¹³⁾ Voir par exemple: *Premier Rapport annuel du Conseil*, tableaux I et II, pp. 11 et 12.

L'évolution récente de l'enseignement supérieur au Québec, Conseil des universités, 15 juillet 1972, chapitres 1 à 6, en particulier.

Statistiques de l'enseignement supérieur — Évolution de l'enseignement supérieur au Québec, 1961-1971, Québec, Ministère de l'Éducation, D.G.E.S., janvier 1972.

plus de 50% par an durant la première moitié de la décennie, et à 20% durant la seconde moitié. La prolifération des centres ou groupes de recherche reflète la faveur dont a joui ce domaine au cours des dix dernières années.

Pourtant, la décennie '60 s'est achevée dans un climat de contestation et parfois de confusion. Les deux phénomènes étaient principalement le fait des étudiants. Le corps enseignant et certains administrateurs, pour leur part, mettaient en évidence l'improvisation, les ambiguïtés, les inégalités et, plus généralement, l'absence de planification qui avaient présidé parfois à la distribution de ressources toujours plus abondantes mais toujours jugées insuffisantes. Il était dès lors inévitable que le moindre resserrement du taux de croissance des revenus entraînât des malaises et fût perçu parfois comme une volonté de freiner le développement des établissements. Cette réaction dura peu, il est vrai, et on admet généralement aujourd'hui que le développement de notre enseignement supérieur doit être guidé par des objectifs publiquement acceptés, et poursuivi après qu'aient été définies les tâches de chaque université.

À cette entreprise de rationalisation se sont attachés le Ministère de l'Éducation et le Conseil des universités. Le premier est engagé dans des travaux de planification sectorielle, en particulier, le second dans des travaux de planification globale visant à la détermination d'objectifs généraux de développement et des grands axes de spécialisation de chaque établissement. Ministère et Conseil collaborent en outre dans la mise au point d'un système de financement qui corresponde mieux aux objectifs retenus et serve plus équitablement chaque université en fonction des tâches qu'elle aura à remplir.

Nous traiterons dans les prochaines sections de ce chapitre des travaux portant sur les objectifs et les orientations, n'abordant que dans le chapitre suivant la question des opérations sectorielles, et dans un chapitre ultérieur, le huitième, celle du financement.

4.2 Les objectifs généraux de l'enseignement supérieur au Québec

Après entente avec le Ministre de l'Éducation, le Conseil des universités a confié à un Comité spécial la tâche d'identifier les objectifs que devrait poursuivre en priorité durant les années 70 une politique de développement de l'enseignement supérieur.

Le Comité, présidé par M. René Hurtubise, maintenant directeur général de la Conférence des recteurs et principaux des universités

du Québec, a soumis au Conseil le 14 mai 1972 un rapport préliminaire.

Le Conseil n'a pas voulu se prononcer sur le fonds du document avant d'avoir consulté le milieu universitaire. Il l'a donc diffusé aussi largement que possible à la fin de l'année universitaire 1971/72, et il recevra au début de l'automne prochain les commentaires du milieu. Le Comité élaborera de son côté une version finale de son rapport, d'où le Conseil tirera ses propres recommandations, pour les présenter au Ministre de l'Éducation à la fin de l'automne. Il pourra mieux, dès lors, proposer pour l'ensemble du réseau et pour chaque université les tâches à accomplir en priorité au cours des années 1970.

4.3 Les orientations des universités dans les années 70

Les travaux du Conseil sur les orientations des établissements ont cheminé en étroite liaison avec ceux portant sur les objectifs, à la seule différence qu'ils ont été directement menés par un comité formé de membres du Conseil.

Rappelons que le Conseil des universités n'a pas pour objectif de proposer au terme de cette Opération un plan de développement des universités du Québec. Un plan suppose en effet:

- a) la connaissance de toutes les variables qui conditionnent l'évolution de l'enseignement supérieur, connaissance que nous ne possédons que pour une faible part;
- b) la mise en oeuvre d'un appareil imposant de programmation, d'exécution et de contrôle, dont le Conseil ne voit pas l'opportunité, tant pour des raisons de principe que pour des raisons conjoncturelles.

Alors que le propos du Conseil dans son travail sur les Objectifs se situait au niveau stratégique, c'est-à-dire à celui de la définition des fins et des missions générales de l'université, il se situe plutôt dans le cas des orientations au niveau politique, qui est celui de «l'identification des buts à atteindre en pratique pour réaliser les finalités de l'université». Plus exactement, le Conseil veut tracer les lignes de force de l'ensemble du réseau des universités et de chacune d'entre elles au cours des cinq prochaines années environ, en même temps que définir plus globalement un horizon de développement jusqu'au début des années 80. Ce sont ces lignes de force qui sous-tendront pour chaque université le choix de ses activités. À ces lignes de force se référeront également le Comité des programmes et la Commission de la recherche universitaire, dans l'évaluation et l'acceptation des projets qui leur seront soumis.

Grâce aux travaux poursuivis par le Comité des orientations, aux mémoires complémentaires fournis par les universités et aux audiences qu'il accordera à celles-ci dans le courant du mois d'octobre, le Conseil sera en mesure de présenter son rapport final au Ministre de l'Éducation avant la fin de l'année 1972. Il a d'ailleurs déjà livré une tranche de celui-ci dans l'avis qu'il a donné au Ministre sur «Les orientations générales du secteur universitaire de langue anglaise et l'avenir de Bishop's et de Loyola».

Estimant que le devenir du Collège Loyola et celui de l'Université Bishop's ne pouvaient être envisagés que dans la perspective de l'évolution de l'ensemble du secteur anglophone, le Conseil des universités a donc convenu d'élargir le cadre de sa réponse au Ministre, sans pour autant traiter dès maintenant des orientations spécifiques de McGill et de Sir George Williams sur lesquelles il reviendra dans son rapport final sur les Objectifs-Orientations. Il expose ci-après les principaux éléments de l'avis qu'il adoptait le 16 juin dernier, et qu'il communiquait aussitôt au Ministre de l'Éducation.

4.4 Les orientations générales du secteur universitaire de langue anglaise et l'avenir de Bishop's et de Loyola

Par deux lettres datées respectivement du 27 octobre et du 31 décembre 1971, le Ministre de l'Éducation du Québec demandait au Conseil des universités de lui donner pour juin 1972 un avis sur l'avenir de Bishop's University et de Loyola College.

De son côté, le Conseil des universités avait déjà entrepris son étude des objectifs de l'enseignement supérieur au Québec et des orientations de chacun des établissements au cours de la décennie '70.

A — Positions de principe

Le Conseil des universités fonde sa réflexion sur le devenir des établissements sur les principes suivants:

1. Le réseau des établissements d'enseignement supérieur doit répondre aux besoins de l'ensemble de la société québécoise.
2. Dans ce réseau, se distinguent en pratique deux secteurs, l'un francophone, l'autre anglophone, au service de deux communautés linguistiques.
3. L'orientation du réseau, de chaque secteur linguistique et de chaque établissement doit tenir compte des besoins à long

terme (dix ou quinze ans) et des ressources existantes (campus actuels, développement physique de chacun d'entre eux, ressources professorales disponibles...).

4. Une parité de services universitaires entre les secteurs linguistiques doit être recherchée le plus rapidement possible. On entend par parité le fait que les deux secteurs puissent offrir des services universitaires de qualité égale, à chacun des trois cycles de formation de même qu'en recherche, et qu'à cette fin leurs ressources financières respectives soient à peu près proportionnelles à la population des groupes linguistiques correspondants.

5. Chaque établissement devrait se caractériser non pas nécessairement par l'éventail complet des services universitaires, que l'on doit rechercher plutôt au niveau du réseau, mais par des caractéristiques scientifiques, pédagogiques et socio-culturelles propres, acceptées par tous les éléments de notre système d'enseignement supérieur.

B — *Traits généraux du sous-secteur anglophone de l'enseignement supérieur*

a) Le sous-secteur anglophone de l'enseignement supérieur se compose actuellement de deux catégories d'établissements: des universités proprement dites, d'une part, et des établissements mixtes, de niveau mi-collégial, mi-universitaire, d'autre part. La première catégorie comprend les Universités Bishop's, McGill et Sir George Williams; la seconde, les Collèges Loyola, Marianopolis, de même que Thomas More Institute; en ce qui concerne Marianopolis, toutefois, on vient d'en annoncer la transformation en CEGEP privé.

Les caractéristiques des établissements universitaires ont été décrites dans le Cahier I du Rapport du Conseil sur les Objectifs-Orientations; nous nous contenterons de les rappeler brièvement ici. Nous compléterons le tableau par une brève analyse des caractères particuliers de Loyola, Marianopolis et Thomas More.

b) *Bishop's University*

Fondée en 1943, Bishop's University s'est caractérisée jusqu'à maintenant par des *enseignements généraux* inspirés du modèle «Liberal Arts» et par un minimum de programmes de spécialisation: théologie et sciences, par exemple... Ayant dû procéder à sa restructuration après

l'instauration au Québec du système des CEGEP, Bishop's a eu tendance à accentuer la spécialisation de ses programmes; ainsi met-elle l'accent aujourd'hui sur l'administration, les sciences naturelles, les humanités, les sciences sociales.

Cette restructuration a par ailleurs modifié profondément sa clientèle. L'Université a en effet perdu une grande partie de celle-ci, qui était de niveau collégial. Elle retrouve à cause de cela des effectifs de l'ordre de ceux qu'elle accueillait il y a dix ans, soit 600 étudiants environ, répartis en 1971/72 sur deux années universitaires. Elle espère les hausser jusqu'à 1000 ou 1200 au cours des années '70. Les Cantons de l'Est constituent son bassin de recrutement principal, et ils fournissent 50% des inscrits; la part du grand Montréal est de 25% environ, celle du reste du Québec de 10%, celle du reste du Canada de moins de 10%, et celle de l'étranger de l'ordre de 5%.

c) *McGill University*

Fondée en 1821, McGill est la doyenne des universités du Québec. Elle est aussi la seule des universités anglophones à offrir dans la plupart des domaines un enseignement aux trois niveaux; les *deuxième et troisième cycles* y représentent approximativement le quart des étudiants. L'établissement est d'ailleurs fortement axé sur la *recherche*, et il a acquis en ce domaine une réputation qui dépasse depuis longtemps les frontières nationales. Il se caractérise aussi par l'importance des *enseignements professionnels*: droit, génie, médecine... Le premier cycle, centré jusqu'ici sur une faculté des arts et des sciences dispensant en majorité des enseignements de type général, vient de faire l'objet d'un réaménagement important en raison de l'introduction au Québec du niveau CEGEP; le principal élément de cette évolution semble être la tendance à une certaine spécialisation, dès le premier cycle, contrairement aux habitudes passées. McGill compte, en 1971/72, plus de 14,000 étudiants à temps complet, dont 3,750 de niveau collégial.

d) *Sir George Williams University*

Née du service de l'éducation du Y.M.C.A., l'Université Sir George Williams offrait ses premiers cours universitaires en 1929, en division du soir, et en 1932, en division du jour. Elle obtenait une charte universitaire en 1948. L'Université Sir George Williams tire encore de ses origines l'habitude d'ordonner ses activités aux besoins immédiats du milieu. Ainsi a-t-elle été amenée à faire place largement aux *clientèles à temps partiel*, inscrites à des cours du soir, du samedi,

d'été, autant qu'à des cours du jour. En fait, quoique distincts et régis par une double structure, «division du jour» et «division du soir», les cours dispensés par l'Université sont considérés pour la plus grande partie comme des cours réguliers, de telle sorte que les départements *ne distinguent pas les cours du soir de ceux du jour*.

En 1971/72, Sir George compte 6,500 étudiants à temps complet, dont 2,700 de niveau collégial.

e) *Loyola College*

Fondé il y a 75 ans, le Collège Loyola se reconnaît quatre caractéristiques, selon un mémoire présenté au Conseil le 19 mai 1972:

a) il s'agit d'un collège *catholique*, créé et dirigé par les Pères Jésuites. Ceci signifie que ses enseignants, ses programmes et ses gradués, tout en respectant les normes d'excellence habituelles de l'enseignement post-secondaire, y ajoutent des dimensions morales et éthiques.

b) En second lieu, l'établissement est axé vers une «*Liberal Education*», encore que cette orientation ait été nuancée au cours des dernières années par le développement de programmes spécialisés.

c) Loyola est en outre un *établissement de premier cycle*. Toutes ses ressources sont consacrées à l'enseignement à ce niveau. Cette orientation guide le Collège dans le recrutement des professeurs autant que dans le choix des activités.

d) Enfin, le Collège a développé au cours des dernières années des *enseignements à temps partiel*, particulièrement ceux dispensés le soir.

Le Collège Loyola se définit lui-même comme un établissement universitaire, même s'il a toujours eu et possède encore en 1971/72 une forte clientèle de niveau collégial représentant la moitié de ses effectifs plein temps environ. Il propose de faire disparaître ce niveau collégial à partir de 1974/75, à la suite de la restructuration du système d'enseignement post-secondaire au Québec.

f) *Marianopolis College*

D'abord collège universitaire, oeuvrant donc simultanément au niveau collégial et au niveau du premier cycle universitaire, décernant des diplômes de baccalauréat depuis 1908, par l'intermédiaire de l'Université de Montréal, le Collège Marianopolis vient de procéder à une réorientation fondamentale en décidant de se constituer en CEGEP privé. Il n'y a donc pas lieu de s'étendre ici sur ses caractéristiques, mais tout au plus de rappeler qu'il a longtemps agi, à l'instar de Loyola, comme établissement catholique, accueillant une clientèle féminine et dispensant un enseignement général inspiré du modèle «*Liberal Education*». La modestie de sa taille — moins de 500 étu-

dians — était aggravée depuis peu par la contraction du bassin démographique anglophone et par la concurrence que lui livraient d'autres établissements montréalais en quête de clients.

g) *Thomas More Institute*

En vertu d'une entente (non formelle, semble-t-il) avec l'Université de Montréal, qui décerne les diplômes, le Thomas More Institute dispense un enseignement de premier cycle à temps partiel à des adultes. Le statut et les activités de l'établissement, dont le rôle dans le réseau québécois est marginal, n'ont pas été analysés par le Conseil, qui ne traitera de son devenir que dans son rapport final sur les Objectifs-Orientations.

h) *Le sous-secteur anglophone, l'enseignement supérieur et les recommandations de la Commission Parent*

Prévoyant et provoquant parfois l'évolution dont il vient d'être question, la Commission Parent recommandait dans la deuxième partie de son rapport (recommandation 126):

«Qu'une université à charte limitée soit formée du regroupement des ressources de Loyola College, Marianopolis College, Thomas More Institute, St. Joseph Teachers College pour constituer une corporation régie par un Conseil d'administration nommé par le lieutenant-gouverneur en Conseil sur proposition des établissements et des groupements anglo-catholiques intéressés».

Le St. Joseph Teachers College a été récemment fusionné à McGill University. Marianopolis College vient de se transformer en CEGEP privé. Le Thomas More Institute n'a pas encore décidé de son avenir. Loyola, pour sa part, doit le faire, puisqu'il n'est plus possible à un établissement québécois d'oeuvrer en même temps au niveau collégial et au niveau universitaire; l'importance de ses effectifs nous invite à souligner les grandes lignes de son évolution récente et à évaluer plus précisément son rôle dans le système québécois d'enseignement post-secondaire.

i) *Évolution récente du Collège Loyola*

Comme dit précédemment, le Collège Loyola a poursuivi jusqu'à maintenant ses activités comme collège universitaire. Devant aujourd'hui choisir entre un devenir collégial et un devenir universitaire, pour satisfaire aux exigences du système québécois d'enseignement post-secondaire, Loyola choisit la seconde voie. Dans cette hypothèse, il

n'accueillerait plus d'étudiants nouveaux au collégial à partir de 1973/74 et n'en compterait plus aucun à partir de 1974/75.

Loyola, pourtant, n'a pas été considéré jusqu'à maintenant comme faisant partie du réseau québécois officiel d'enseignement supérieur. Agissant comme établissement privé, le Collège s'est satisfait d'une situation qui lui permettait de poursuivre ses activités traditionnelles, en tirant avantage de subventions que lui versait le gouvernement provincial, à titre exceptionnel.

Désirant poursuivre ses activités au niveau universitaire seulement, le Collège devient tributaire de l'assistance gouvernementale; il admet en effet que, dans la conjoncture québécoise présente, il ne serait pas possible à un établissement d'enseignement supérieur d'offrir des services de qualité à partir des seules ressources que lui fourniraient les droits de scolarité.

Le gouvernement du Québec, pour sa part, ne peut accepter l'entrée d'un nouvel établissement dans le réseau universitaire que si les besoins de la population le justifient. Le Conseil des universités a d'ailleurs affirmé ce principe dès les premières lignes de ce rapport et le gouvernement a de toute façon refusé la reconversion de Loyola en université de plein exercice, en lui refusant la charte qu'il demandait.

En même temps que dans sa lettre du 31 décembre 1971 le ministre de l'Éducation écrivait que «le Ministère ne peut envisager actuellement de créer une nouvelle université au Québec», il affirmait que:

«les ressources que représente le Collège Loyola pour l'enseignement supérieur au Québec doivent être sauvegardées et réorientées à l'intérieur des grandes lignes suivantes:

1. étant donné qu'il s'agit d'aménagement de ressources de l'enseignement supérieur, le Conseil des universités devra, après étude du problème, me fournir ses recommandations concernant cette opération;
2. étant donné que votre institution a contracté des engagements envers sa clientèle étudiante et son personnel enseignant, le ministère de l'Éducation garantit au Collège Loyola, pour une période n'excédant pas le 30 juin 1975, qu'il prendra les dispositions nécessaires pour que ces engagements soient respectés».

Afin de remplir le mandat qui lui a été confié par le ministre de l'Éducation, le Conseil s'est donc interrogé sur la reconversion de Loyola en fonction de deux séries de considérations: ressources actuelles du Collège au niveau universitaire proprement dit, d'une part,

besoins de la population anglophone du Québec en matière de services universitaires, d'autre part. La confrontation des deux séries d'éléments est en effet essentielle au moment où il apparaît que la diminution des clientèles étudiantes dans ce secteur linguistique laisse dans les universités actuelles un excédent de places. Il convient de mesurer l'importance de cet excédent dès avant que ne soit posée la question de Loyola, et il importe de lui trouver une solution aussi rapidement que possible, eu égard particulièrement aux implications budgétaires du phénomène.

C — Évolution des effectifs étudiants dans le secteur anglophone

Dans deux études distinctes, les universités de langue anglaise et le ministère de l'Éducation ont présenté des prévisions d'effectifs étudiants universitaires à temps complet jusqu'en 1982, pour l'ensemble du secteur anglophone. Pour les besoins de l'étude, Loyola a été inclus dans celui-ci. Leurs conclusions diffèrent peu: pour 1981/82, le ministère prévoit 21,240 étudiants, tandis que le «ELPSI REPORT»* avance le chiffre de 20,655; pour la période 1972/73 à 1979/80, les deux séries sont aussi fort voisines, bien que les prévisions de ELPSI soient légèrement supérieures à celles du ministère; ces dernières, par contre, sont plus optimistes pour 1980/81 et 1981/82.

Nous retiendrons ici les prévisions du ministère (tableau III), tout en gardant en mémoire que les universités anglophones elles-mêmes, dans le Rapport ELPSI, prévoient à long terme 600 étudiants de moins environ. Mentionnons que ces prévisions postulent des taux de passage optimistes entre le collège et l'université ainsi que le maintien des taux actuels de recrutement d'étudiants francophones et d'étudiants étrangers.

Le tableau III indique que le nombre des étudiants universitaires augmente d'environ 2% par année, puisqu'il passe de 18,000 en 1973/74 à 21,000 en 1981/82. Il est prévu que les deuxième et troisième cycles progresseront légèrement moins vite que le premier cycle, tout en se maintenant à environ 17% de la population étudiante totale. Aucune prévision d'effectifs n'a été faite pour la période située au-delà de 1981/82. Toutefois, pour le Québec comme pour l'ensemble de l'Amérique du Nord, on peut prévoir une stabilisation des effectifs pour l'ensemble des années '80.

* ELPSI : English Language Post-Secondary Institutions.

Tableau III

Secteur universitaire de langue anglaise

Population étudiante prévue

1970/71 — 1981/82

Année	Niveau collégial (1)	1 ^{er} cycle (2)	2 ^e & 3 ^e cycles (3)	Total	Total sans niveau collégial
1970/71	6,763	13,619	3,088	23,470	16,707
1971/72	7,231	13,585	2,898	23,714	16,483
1972/73	6,074	13,774	3,181	23,029	16,955
1973/74	3,087 (5)	14,747	3,203	21,037	17,950
1974/75	463 (5)	15,251	3,284	18,998	18,535
1975/76	0	15,599	3,342	18,941	18,941
1976/77	0	15,853	3,401	19,254	19,254
1977/78	0	16,136	3,460	19,596	19,596
1978/79	0	16,621	3,504	20,125	20,125
1979/80	0	16,947	3,548	20,495	20,495
1980/81 (4)	0	17,265	3,600	20,865	20,865
1981/82 (4)	0	17,595	3,645	21,240	21,240

(1) Dans les universités Bishop's, McGill et Sir George Williams seulement.

(2) Incluant le niveau universitaire de Loyola.

(3) Incluant les internes et les résidents mais excluant les rédactions de thèse.

(4) Approximation D.G.E.S.

(5) Approximation D.G.E.S.

Sources : — ELPSI REPORT — novembre 1970 — hypothèse moyenne.

— Loyola — lettre J. J. McAsey, 7 décembre 1971.

— Document No 24, Comité McGill, daté du 1^{er} mars 1971.

Il est à remarquer par ailleurs que l'évolution des effectifs du secteur anglophone est influencée non seulement par des facteurs démographiques internes, mais aussi par l'apport de deux groupes particuliers de clientèle. Les campus anglophones, y compris Loyola, reçoivent en effet 12% environ d'étudiants étrangers, contre 6% pour les campus francophones. En outre, on estime que les campus anglophones accueillent 10% d'étudiants de langue française, tandis que le mouvement des étudiants de langue anglaise vers les campus francophones est négligeable. Si nous appliquons ces pourcentages à deux années particulières (tableau IV), nous constatons que la clientèle anglo-canadienne proprement dite est inférieure de plus de 4,600 étudiants aux clientèles totales prévues pour ces années-là. Un tel calcul n'est pas gratuit, puisqu'il est souhaité par le Conseil des universités que le mouvement inter-linguistique des étudiants ne soit pas à sens unique, et que les universités de langue française puissent accueillir

un contingent d'étudiants de langue anglaise comparable à celui d'étudiants de langue française se dirigeant vers les campus anglophones.

Tableau IV

Origine des étudiants des campus anglophones *
(nombres approximatifs)

	1973/74	1981/82
Nombre total d'étudiants	17,950	21,240
Etudiants étrangers	2,150	2,550
Etudiants canadiens francophones	1,800	2,120
Etudiants anglo-canadiens	14,000	16,570
* Y compris Loyola.		

Par ailleurs, une politique nouvelle de frais de scolarité pourrait éventuellement avoir un certain effet sur le recrutement d'étudiants étrangers.

Au total, le nombre de 21,240 étudiants prévu par le Ministère de l'Éducation pour 1981/82 apparaît comme le maximum envisageable, du moins en fonction des politiques actuelles ou de celles envisagées pour un proche avenir. Ajoutons que ce total comprend environ 1,000 internes et résidents de la faculté de médecine de l'Université McGill; leur activité s'exerce au sein des établissements hospitaliers, et non dans l'Université elle-même.

Il resterait donc en 1981/82 20,000 étudiants environ sur les campus eux-mêmes, selon les prévisions de la D.G.E.S., qui sont les plus optimistes, et 19,500 environ selon les prévisions des établissements anglophones (ELPSI). Le caractère sécuritaire de ces prévisions est confirmé par le fait que les taux de passage réels du CEGEP à l'université et les taux actuels de répartition des étudiants entre section préuniversitaire et section professionnelle, dans le secteur anglophone, sont différents de ceux enregistrés du côté francophone; leur maintien au cours des prochaines années tendrait à situer l'inscription universitaire à un niveau très inférieur à 20,000 étudiants. S'ils nous paraissent bas (ils supposeraient en effet une déscolarisation relative des populations anglophones d'âge universitaire), ils n'en montrent pas moins que

le secteur anglophone subira de sérieuses contraintes de recrutement au cours des dix prochaines années et que le nombre de 20,000 étudiants avancé par la D.G.E.S. doit vraiment être pris comme un nombre maximum.

D — Capacité d'accueil sur les campus anglophones actuels

La capacité d'accueil des campus actuels est calculée sur la base de la surface utile des locaux disponibles. L'inventaire de ceux-ci est tenu régulièrement à jour par le Ministère de l'Éducation, avec la collaboration des établissements concernés.

Nous en donnerons ici un aperçu pour le secteur anglophone. Il inclut les locaux de Macdonald College et de Loyola College, ainsi que des locaux en cours de construction à l'Université McGill. Pour 1971/72, et l'ensemble des campus, il indique une surface nette non résidentielle inventoriée de 4,032,000 pieds carrés, et une surface utile de 3,349,000 pieds carrés. En 1975/76, cette surface utile s'élèverait à 3,409,000 pieds carrés (tableau V)

Tableau V

Surface nette non résidentielle			
	1971 — 1972		1975 — 1976
	Surface inventoriée	Surface utile	Surface utile
	pieds carrés	pieds carrés	pieds carrés
McGill	2,348,000	1,850,000	1,910,000
McDonald	498,000	415,000	415,000
Sir George	603,000	584,000	584,000
Bishop's	220,000	167,000	167,000
Loyola	363,000	333,000	333,000
	4,032,000	3,349,000	3,409,000

Source: D.G.E.S., S.A.F., 14 février 1972.

Sur la base de l'inventaire des locaux et du calcul des surfaces utiles, le calcul des capacités d'accueil peut donner des résultats variables selon que l'on utilise telle ou telle norme moyenne de pieds carrés par étudiant à temps complet. Au Québec, est utilisée la norme moyenne de 120 pieds carrés de surface nette non résidentielle par étudiant à temps complet; cette norme s'applique différemment, toutefois, selon le type de discipline, et les surfaces allouées varient, en fait, de 70 pieds carrés (premier cycle, sans laboratoire) à 210 (sciences

de la santé). Elle a maintes fois été critiquée et jugée trop faible. La comparaison en a souvent été faite avec l'Ontario ou le Nouveau-Brunswick, qui fondent leurs allocations sur une moyenne de 130 pieds carrés par étudiant, sans tenir compte des étudiants en médecine.

En dépit de ces représentations, le Conseil des universités n'est pas en mesure de recommander actuellement une révision de la norme. En fonction de celle-ci, le ministère prévoit pour 1975/76 une capacité d'accueil de 28,371 étudiants, ainsi répartie:

Tableau VI

Capacité d'accueil 1975/76

Campus anglophones

McGill	15,280 étudiants
McDonald	2,441 "
Sir George	5,562 "
Bishop's	1,758 "
Loyola	3,330 "
	<hr/> 28,371

Pour la même année, la capacité d'accueil serait de 29,643 étudiants sur la base d'une norme de 115 pieds carrés, de 27,272 sur la base de 125 pieds carrés, et de 26,153 sur la base de 130 pieds carrés.

Capacité d'accueil et ressources humaines.

S'il est commode et habituel de les mesurer en fonction des surfaces utiles, les capacités d'accueil doivent aussi être évaluées en tenant compte des ressources humaines. Pour cette raison, le tableau VII présente le relevé des personnels à temps complet engagés dans les fonctions subventionnées, en 1970/71, dans l'ensemble des universités. Parallèlement, il offre pour les mêmes postes les données concernant les campus anglophones.

Il en ressort que, dans l'ensemble, les campus de ce secteur possèdent déjà les ressources nécessaires à leur évolution à moyen terme. Il est probable toutefois que la conjoncture à court terme créera des problèmes d'adaptation et des situations difficiles, dans l'un ou l'autre des établissements. Ceci inspirera certaines des recommandations que nous formulerons dans ce rapport.

Tableau VII

Campus anglophones

**Nombre de personnes à temps complet
engagées dans les fonctions subventionnées (1970-71)**

	Toutes les universités du Québec *	McGill	Sir George	Bishop's	Loyola	Tous les campus anglophones
Enseignement						
Direction	541	94	38	9	11	152
Professionnel	4,446	1,006	306	72	231	1,615
Prof. de recherche	86	—	9	—	—	9
Pers. technique	742	269	31	2	13	315
Pers. de bureau	1,860	343	78	10	50	481
Pers. de métier	79	15	—	1	—	16
	<u>7,754</u>	<u>1,727</u>	<u>462</u>	<u>94</u>	<u>305</u>	<u>2,588</u>
Autres fonctions						
Direction	313	59	43	9	—	111
Pers. p. professionnel	556	112	38	4	34	188
Pers. technique	778	348	53	15	—	416
Pers. de bureau	2,169	310	198	26	102	636
Pers. de métier	844	385	93	32	103	613
	<u>4,660</u>	<u>1,214</u>	<u>425</u>	<u>86</u>	<u>239</u>	<u>1,964</u>

* Sans Loyola.

E — Bilan de la situation au 1er juin 1972

a) Un excédent de places au niveau universitaire.

La comparaison des clientèles prévues jusqu'en 1981/82 et de la capacité totale d'accueil sur les campus anglophones met en évidence un excédent de capacité tout au long de la décennie '70 et, probablement, pour la majeure partie de la décennie '80. Sur la base des surfaces utiles, le ministère de l'Éducation l'évalue à 6,856 places en 1975/76, en fonction des prévisions faites par chacun des établissements, et à 9,430 places en fonction des prévisions globales d'effectifs étudiants. Que l'on considère les prévisions du ELPSI Report ou celles de la DGES, il resterait encore, en 1981, un excédent de l'ordre de 8,000 places, du moins dans l'hypothèse d'une capacité d'accueil stable de 1976 à 1981, en dépit d'un léger accroissement du nombre des étudiants universitaires.

Le moins que l'on puisse dire est que les trois universités anglophones actuelles disposeront à partir de 1974/75 de la totalité des

7,250 places occupées actuellement (1972/73) par les étudiants de niveau collégial:

- 800 environ à Bishop's, où les collégiaux sont inscrits en fait au CEGEP Champlain, tout en utilisant une partie des installations du campus de l'université;
- 3,750 à McGill;
- 2,700 à Sir George Williams.

De plus, on sait déjà que la disparition du niveau collégial ne sera pas compensée par une progression égale du nombre d'étudiants universitaires, dont les prévisions du Tableau III évaluent l'accroissement 1971/81 à moins de 5,000; or, ces prévisions sont optimistes. C'est dire que selon les perspectives et les politiques actuelles de recrutement, il resterait encore sur les campus des trois universités un excédent de 2,000 places en 1981/82. En y ajoutant les capacités d'accueil de Macdonald et de Loyola, cet excédent serait augmenté encore de près de 6,000 places, pour atteindre un chiffre de l'ordre de 8,000.

b) *Des places en nombre insuffisant dans les CEGEP*

Alors que de 1972 à 1974 s'accélérera dans les universités le retrait des étudiants de niveau collégial et que, conséquemment, l'excédent de places ira croissant, les CEGEP de langue anglaise devront, au contraire, trouver 3,500 places supplémentaires pour septembre 1973, 7,000 environ pour septembre 1974, et 4,000 encore pour les années subséquentes.

La question est donc de savoir si l'excédent des ressources physiques et humaines du secteur universitaire peut être reconverti et mis à la disposition du réseau des CEGEP.

Tableau VIII

Les CEGEP de langue anglaise

Nom du CEGEP *	Localisation	Nombre d'étudiants		Ressources physiques	
		Actuel	Prévu	Actuelles	Prévues
DAWSON (1969)	Montréal Centre-ville	4,200	5,000	<ul style="list-style-type: none"> • Locaux provisoires • 385,000 p.c. (loué) • 3,600 places • (4,800 en sept./72) 	<ul style="list-style-type: none"> • construction centre-ville (1975) • 500,000 p.c. • 5,000 places
VANIER (1970)	Montréal Ville St-Laurent	3,200	4,500	<ul style="list-style-type: none"> • St-Laurent, ex-collège Basile-Moreau • 390,000 p.c. • 3,800 places 	<ul style="list-style-type: none"> • agrandissements éventuels • 75,000 p.c. • 700 places
ABBOTT (1971)	Montréal Ouest de l'île	800	4,500	<ul style="list-style-type: none"> • locaux loués au MacDonald College • 800 places 	<ul style="list-style-type: none"> • construction à Pointe-Clai.e (1975) • 450,000 p.c. • 4,500 places
CHAMPLAIN (1971)	Montréal Rive sud		2,500	<ul style="list-style-type: none"> • Location de 1200 places à St-Lambert en 1972 	<ul style="list-style-type: none"> • construction campus St-Lambert (1973/74) • 250,000 p.c. • 2,500 places
	Estrie	800	1,200	<ul style="list-style-type: none"> • Campus Lennoxville (location) • 800 places 	<ul style="list-style-type: none"> • construction souhaitée
	Québec	300	500	<ul style="list-style-type: none"> • Campus St-Lawrence (location) • 300 places 	<ul style="list-style-type: none"> • location prévue à long terme

* Et date de fondation.

F — *Les solutions préconisées par les établissements*

a) *Modes de présentation des avis des universités*

Le Conseil des universités n'a été saisi officiellement que des solutions proposées par les établissements du réseau universitaire et par le Collège Loyola, au cours des audiences qu'il leur accordait les 18 et 19 mai dernier. Les points de vue de McGill et de Loyola étaient étayés par des mémoires; Bishop's reprenait une argumentation exposée précédemment dans son mémoire sur les Orientations, tandis que Sir George Williams présentait son avis oralement. Quant aux solutions souhaitées par les CEGEP concernés, elles ont été indirectement rapportées au Conseil qui, en outre, a requis des renseignements du Ministère de l'Éducation.

b) *Le point de vue des CEGEP*

Nous ne rapportons ce point de vue qu'avec réserve, puisqu'il n'a pas été présenté au Conseil par les représentants de ces établissements.

D'une façon générale, mais à l'exception de Vanier, les CEGEP n'acceptent leur installation actuelle qu'à titre transitoire. Leur désir, à moyen terme, est de poursuivre leurs activités dans des locaux neufs, conçus en fonction de leur mission et de leurs besoins. Champlain et Abbott, même installés dans des locaux universitaires, ne se satisfont pas de la situation présente.

c) *Le point de vue de Bishop's University.*

Parce qu'il dispense un enseignement de premier cycle à des étudiants recherchant le cadre de ce «campus résidentiel», où la formation se confond avec un «Way of Life» original, unique au Canada au niveau universitaire, les dirigeants de l'établissement estiment que Bishop's apporte au réseau québécois d'enseignement supérieur un élément de variété important. Il doit donc selon eux poursuivre ses activités comme université de premier cycle, orientée vers des enseignements de type «Liberal Arts».

Cette survie, affirment-ils, se justifie aussi sur le plan économique. Ses 1,800 places actuelles sont occupées par ses propres étudiants, dont le nombre s'élèvera à 1,200 en 1975/76, et par ceux du CEGEP Champlain, auquel le lie une entente portant jusqu'en 1974. L'excédent de places dans le secteur universitaire anglophone

n'est donc pas le fait de Bishop's. Ils croient possible la survie de l'université à certaines conditions:

- possibilité de recruter 1,200 étudiants;
- partage de certains équipements avec le CEGEP Champlain, après que celui-ci ait construit ses propres installations sur un terrain que Bishop's pourrait céder pour une somme symbolique.

d) *Point de vue de McGill University.*

Les représentants de l'université choisissent, entre quatre solutions envisageables, celle de la redistribution aux institutions collégiales des équipements universitaires excédentaires. En nuanciant à peine le tableau de la situation comparée universités-CEGEP dans le secteur anglophone, tel que brossé par le Conseil, ils admettent que le problème se situe à Montréal, et que sa solution ne devrait pas affecter Bishop's. Ils considèrent que, globalement, leur établissement et Sir George Williams pourront accueillir en 1981 la clientèle prévue de 21,000 étudiants. Conséquemment, ils suggèrent de regrouper dans les deux campus du centre-ville toute la population universitaire de ce secteur. Pour régler le problème immédiat du surplus d'espace, ils proposent en outre:

- de louer au CEGEP John Abbott les espaces du Collège Macdonald, où ne seraient conservées que 500 places pour la faculté d'Agriculture;
- de fusionner Sir George et Loyola, et de transférer à un établissement de niveau collégial les espaces occupés actuellement par ce dernier;
- de se départir (ou de démolir) des locaux vétustes qui alourdissent son stock immobilier, ou, dans le cas de Sir George, des locaux en location.

e) *Point de vue de Sir George Williams University*

Fonctionnant à des coûts qui sont parmi les plus bas de tous ceux connus au Canada, disposant du plus faible rapport pieds carrés/étudiant de tous les établissements universitaires du Québec, Sir George estime ne devoir contribuer, même à court terme, que pour une très faible part à l'excédent d'espaces dont souffrira bientôt le secteur anglophone.

L'Université est pourtant en faveur d'une réévaluation de l'utilisation des ressources, à la lumière des prévisions de population

étudiante et, plus globalement, des besoins de la population anglophone du Québec. Elle a d'ailleurs amorcé cette entreprise et elle poursuit avec Loyola des négociations ayant pour objectif la mise en commun des ressources des deux établissements. Dans le mémoire présenté par Loyola sont exposés les principes présidant à ces négociations («Guidelines for Loyola College and Sir George Williams University representatives during negotiations leading to the establishment of a new university»); résumons-les:

- égalité des deux interlocuteurs pour les fins des présentes négociations;
- fusion des deux établissements en une nouvelle université;
- conservation des deux campus actuels;
- conservation au sein de la nouvelle université, au moins au début, des traditions les plus valables de chacun des deux établissements préalables;
- utilisation la plus rationnelle, mais aussi la plus complète possible, des ressources actuelles.

Sir George estime devoir trouver dans ce mariage éventuel deux avantages principaux:

- confirmation et renforcement de son axe de développement majeur: satisfaction des besoins immédiats du milieu;
- nouveaux espaces disponibles sur le campus de Loyola.

L'université ne propose, par contre, aucune solution à l'excédent de places du secteur anglophone.

f) *Point de vue de Loyola College*

L'établissement prend acte de refus du ministère de l'Éducation de lui accorder une charte universitaire. Il refuse en même temps l'hypothèse de la poursuite de ses activités au niveau collégial seulement. Plusieurs arguments sont invoqués pour étayer ses ambitions universitaires:

- tradition d'excellence au premier cycle;
- qualité des ressources en place;
- conception de tout le développement des dernières années en fonction du premier cycle universitaire;
- originalité de la combinaison de quatre caractères: catholique, «Liberal Education», premier cycle, enseignement à temps partiel.

Le collège, de toute façon, juge ne pas avoir à faire les frais de la solution d'un problème dont il ne se sent point responsable, puisqu'il prévoit fonctionner à pleine capacité au cours des dix prochaines années.

Il propose en ce qui le concerne, pour contourner le défaut de charte, l'association avec un autre établissement — Sir George en l'occurrence — selon des modalités à définir, et des principes exposés dans la section précédente.

G — *Analyse critique des solutions proposées par les établissements anglophones*

a) *Bishop's University.*

L'Université Bishop's lie sa survie à deux conditions:

- accroissement de ses effectifs à 1,200 étudiants;
- confirmation de sa vocation d'établissement d'enseignement général de premier cycle;

En outre, elle reconnaît l'importance qu'a pour son avenir la construction éventuelle du CEGEP Champlain sur une partie de son campus, et le partage avec celui-ci de certains équipements.

Le Conseil des universités s'interroge sur chacune de ces conditions. Il accepte les hypothèses sur lesquelles Bishop's fonde ses prévisions de 1,200 étudiants, mais il juge ce chiffre comme la limite extrême du recrutement possible. Il trouve acceptable, par ailleurs, le maintien à Lennoxville du centre d'attraction des étudiants du collégial pour le secteur anglophone puisqu'il s'agit là d'un flux séculaire. Il s'interroge enfin sur la solidité de la tradition «Liberal Education» à Bishop's, au moment où l'établissement accroît de façon marquée la spécialisation de ses programmes de premier cycle et désire renforcer ses engagements au deuxième cycle.

b) *McGill University.*

McGill suggère deux solutions principales au problème des excédents de capacité du secteur anglophone: abandon du campus de Macdonald, avec rapatriement éventuel au centre-ville de la faculté d'Agriculture, d'une part, intégration de Loyola à Sir George et abandon du campus actuel du collège, d'autre part. Ces solutions sont simples et séduisantes au premier abord.

Le Conseil estime pourtant que McGill n'offre pas de solution véritable quant à l'avenir de Macdonald College. Il y aura lieu en effet de pousser plus loin les réflexions sur les activités de Macdonald, ou du moins d'attendre les conclusions prochaines de l'Opération Sciences appliquées sur l'évolution de l'ensemble de ce secteur d'enseignement, avant de décider de la réaffectation du campus de Ste-Anne-de-Bellevue, dont on sait déjà qu'il ne satisfait pas aux besoins du CEGEP John Abbott.

c) *Sir George Williams.*

Bien qu'il soit actuellement admis que Sir George fonctionne à des coûts modérés, il est non moins exact que l'établissement disposera en 1975/76 des 2,750 places actuelles libérées par les étudiants de niveau collégial. La stabilisation des populations universitaires, par ailleurs, ne rend pas évidente la nécessité pour l'université de recourir à moyen terme aux équipements de Loyola.

Le Conseil est d'avis que devrait être envisagée la possibilité d'une collaboration Sir George-McGill, en vue d'une utilisation optimale des ressources actuelles. Par contre, il n'est pas convaincu qu'à long terme une fusion avec Loyola renforce l'axe de développement traditionnel de Sir George. N'est-il pas probable que les professeurs acquis de Loyola s'efforceront, comme ceux de Sir George, d'engager l'université de plus en plus systématiquement sur la voie de l'enseignement gradué, de la recherche, des enseignements spécialisés, qui ne se situent pas dans la ligne de cet axe?

d) *Loyola College.*

Le Conseil reconnaît la qualité des enseignements de Loyola au niveau «College»; il juge légitime son ambition d'acquérir officiellement un statut d'établissement universitaire, intégré au réseau québécois d'enseignement supérieur. Il s'étonne pourtant de l'affirmation des dirigeants de l'établissement que celui-ci a depuis de nombreuses années planifié tout son développement en fonction de sa vocation universitaire, alors qu'aucun organisme de planification n'a reconnu celle-ci.

Dans la mesure où les espaces physiques dont il dispose ne seraient pas requis par le secteur anglophone d'enseignement supérieur, au cours de la prochaine décennie, l'accession du Collège à un statut proprement universitaire se justifie-t-elle par d'autres raisons? raisons

scientifiques, pédagogiques, culturelles, par exemple? Le Collège dessert-il un type particulier de clientèle?

Il apparaît que, de ses quatre caractères, seul le caractère catholique est original, encore que les dirigeants de l'institution reconnaissent qu'il est aujourd'hui tempéré par un oecuménisme de plus en plus prononcé. Ajoutons qu'il n'est pas le propre de Loyola, même si la plupart des établissements universitaires québécois n'en font plus état et en ont généralement ôté la référence dans leurs chartes. Par ailleurs, cette composante contribue-t-elle vraiment à la personnalisation de l'établissement, alors que Loyola déclare poursuivre des activités d'enseignement avant tout, et que la pénétration de celui-ci par un «esprit catholique» n'est qu'un objectif second. Il apparaît au Conseil de toute façon qu'une telle caractéristique ne suffit pas aujourd'hui à contrebalancer les autres critères de rationalisation: besoins de la communauté universitaire anglophone et utilisation optimale des ressources, par exemple. Aussi, le Conseil ne saurait-il la considérer comme un argument décisif dans une décision sur le devenir d'un établissement universitaire.

Quant aux caractéristiques ethniques et géographiques soulignées par Loyola en ce qui a trait à ses clientèles, elles ne convainquent pas de son originalité, puisque McGill et Sir George accueillent également des étudiants de toutes origines linguistiques et ethniques. Au moment où il convient d'apporter des services universitaires minimaux aux populations éloignées, on ne peut retenir non plus l'argument de l'urgence de la desserte d'un simple quartier, au sein d'une zone métropolitaine et d'un secteur linguistique abondamment pourvus déjà de services universitaires.

Enfin, le Collège Loyola insiste sur ses caractéristiques d'établissement voué à l'enseignement du type «Liberal Arts». Il y a lieu de s'interroger sur leur portée réelle, alors que le Collège désire poursuivre ses activités dans des domaines spécialisés — ceux du commerce et du génie par exemple — ainsi qu'en témoignent les données contenues dans son mémoire.

H — *Bilan*

a) *Principes de rationalisation et bilan général*

Le bilan de l'étude du dossier sur l'évolution du secteur universitaire anglophone repose sur les principes formulés dans l'introduction

de ce texte (p. 42). Il tient compte en outre des hypothèses complémentaires suivantes:

1. il ne revient pas aux universités anglophones de s'attacher systématiquement à la scolarisation des étudiants de langue française;
2. les échanges interprovinciaux d'étudiants continueront à s'effectuer, à moyen terme du moins;
3. une politique nouvelle de frais de scolarité pour les étudiants étrangers tendra à contraindre l'inscription dans les universités anglophones, en dépit d'accords intergouvernementaux, plus qu'à la faciliter;
4. les normes d'allocation des ressources physiques ne sauraient être modifiées aussi longtemps que les ressources actuelles ne seront pas totalement utilisées.

Il ressort de l'analyse du dossier un fait dominant: les trois établissements universitaires actuels répondent convenablement aux besoins tant qualitatifs que quantitatifs de la clientèle universitaire anglophone, dont ils permettent d'ailleurs un taux de scolarisation supérieur à celui que l'on connaît dans le secteur francophone. Il serait sans doute aisé de corriger à moyen terme les défauts ou les insuffisances qui s'y manifestent; le rapport complet sur les orientations agira en ce sens.

L'évolution naturelle des clientèles y entraînera un excédent important de places tout au long de cette décennie, et probablement de la décennie '80. Une solution s'impose donc: coordonner l'utilisation des ressources de ce secteur, en allant jusqu'à concentrer certains équipements. McGill a déjà accepté de se départir de la plus grande partie des 2500 places du Macdonald College. Les 3330 places de Loyola doivent être elles-mêmes soustraites de la comptabilité des espaces utiles.

b) *Cas de Loyola.*

Cette solution ne dispose pas toutefois du problème des ressources humaines du Collège Loyola. Il convient donc d'assurer l'intégration des ressources véritablement universitaires de l'établissement à celles dont dispose déjà le réseau québécois, y compris le réseau francophone.

C'est donc à une intégration élargie que devront penser les autorités de Loyola. Si, pour la sauvegarde des caractéristiques de leur établissement, elles envisagent la poursuite des négociations avec Sir George Williams, celles-ci devront se baser sur des principes différents de ceux retenus actuellement:

1. on ne conservera que le campus du centre-ville;
2. les orientations actuelles de Sir George Williams, telles que confirmées par le rapport général sur les orientations, devront être respectées.

En outre, l'intégration éventuelle de certains personnels devra être effectuée avec l'assentiment du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités.

c) *Cas de Bishop's*

Pour une utilisation optimale des ressources post-secondaires actuelles des Cantons de l'Est, Bishop's pourrait être autorisée à poursuivre ses activités au niveau universitaire. Elle devra satisfaire pour cela aux deux conditions posées ci-avant: partage de certains équipements avec le CEGEP Champlain et recrutement de 1,200 étudiants de niveau universitaire.

Sa situation devra être suivie en permanence et la réalisation des conditions évaluée en 1973.

d) *Cas de Macdonald College*

La reconversion du campus de Macdonald devra être réalisée aux conditions acceptées par le Conseil des universités et le ministère de l'Éducation sur la base du rapport de l'O.S.A. sur le développement du secteur de l'enseignement des sciences agricoles au Québec.

I — *Recommandations*

CONSIDÉRANT

- a) les analyses qui précèdent, et particulièrement les prévisions relatives à l'évolution des clientèles étudiantes de niveau universitaire, de même que les données sur les capacités d'accueil des universités de langue anglaise;
- b) les principes proposés ci-haut par le Conseil, pour l'évaluation de la situation présente et la rationalisation du développement du secteur universitaire anglophone;
- c) les points de vue exprimés et les mémoires élaborés par les représentants des campus anglophones à l'occasion d'audiences du Conseil;
- d) les travaux en cours sur les orientations des universités au cours des dix prochaines années, travaux qui conduiront à des recommandations quant aux orientations spécifiques des universités actuelles;
- e) l'interdépendance naturelle du développement respectif du niveau collégial et du niveau universitaire;
- f) les discussions actuellement en cours entre Sir George Williams et Loyola;

Le Conseil des universités recommande

Quant à Bishop's University

- a) QUE Bishop's University conçoive son développement comme établissement de premier cycle surtout, et dispense principalement des enseignements non spécialisés;
- b) QUE Bishop's University et le CEGEP Champlain, tout en conservant leur indépendance administrative, recherchent conjointement les modalités d'une utilisation optimale des ressources qu'offre à l'enseignement post-secondaire anglophone des Cantons de l'Est le campus de Lennoxville;
- c) QUE les deux établissements fassent rapport au Ministre de l'Éducation avant le premier janvier 1973.

Quant à Loyola College

- a) QUE les enseignements de niveau universitaire en langue anglaise dispensés dans la région de Montréal soient en totalité concentrés sur les campus de McGill University et de Sir George Williams University;
- b) QUE les locaux du campus de Loyola ne soient pas inclus dans l'inventaire des ressources physiques du secteur universitaire anglophone, et que les autorités du Collège les affectent à des fins autres que celles de l'enseignement universitaire;
- c) QUE soit au besoin envisagée la réaffectation des personnels de Loyola en tenant compte des orientations que se donnera l'établissement et des engagements actuels du Collège envers ces personnels;
- d) QUE le calendrier de résorption des activités universitaires de Loyola ne s'étende pas au-delà du premier juin 1975 et que, conséquemment, le Collège n'accepte plus d'étudiants au niveau universitaire après septembre 1972;

e) QUE, nonobstant la recommandation précédente, soient sauvegardés les droits des étudiants actuels de Loyola quant à la poursuite de leurs études, après entente entre les universités concernées, dont l'Université de Montréal;

f) QUE la résorption des activités universitaires du Collège fasse l'objet d'ententes entre les établissements concernés, avec la collaboration du Ministère de l'Éducation et du Conseil des universités, qui s'assureront de leur conformité aux recommandations contenues dans le rapport sur les orientations et dans les rapports sur les opérations sectorielles.

Quant à McGill University

QUE les espaces d'enseignement actuels du campus de Macdonald soient reconvertis à des fins autres qu'universitaires, et que l'Université McGill propose les modalités d'une telle reconversion, en tenant compte des recommandations de l'OSA sur le développement de l'enseignement des sciences agricoles.

Quant à Sir George Williams University

a) QUE Sir George Williams University étudie avec Loyola College, et en consultation avec McGill, les modalités de l'intégration sur son campus de l'enseignement universitaire dispensé actuellement par le Collège, et celles de l'intégration de certaines ressources affectées à cet enseignement;

b) QUE, conjointement avec le Loyola College, rapport soit fait, avant le premier janvier 1973, au ministère de l'Éducation et au Conseil des universités sur ces modalités d'intégration.

Quant à Thomas More Institute

QUE toute décision quant au devenir de l'établissement soit reportée à la fin de la présente année, après présentation par le Conseil, dans son rapport final sur les Objectifs-Orientations, de recommandations spécifiques.

V — Planification des activités d'enseignement

En 1971/72 la planification des activités d'enseignement s'est concentrée sur trois tâches:

- l'harmonisation des structures ou contenus des diplômes, et l'harmonisation de leur nomenclature;
- l'évaluation et l'approbation des nouveaux programmes;
- la poursuite des travaux de planification dans le secteur des sciences appliquées.

La première a été menée par le Conseil des universités lui-même, la deuxième par le Comité des programmes, la troisième par le Comité de l'Opération sciences appliquées. Dans chaque cas, le Conseil a adressé au Ministre de l'Éducation des recommandations que nous analyserons ci-après. Au tout début de l'année, le Conseil a aussi terminé, pour avis au Ministre, l'analyse du rapport du Comité des programmes sur la formation des internes et des résidents, analyse qui avait été amorcée l'année précédente. Nous ne traiterons pas dans ce rapport de la planification du secteur des sciences de la santé, trop récemment amorcée par le Ministère par l'intermédiaire de l'Opération sciences de la santé.

5.1 Harmonisation des structures et des nomenclatures des diplômes

Devant les disparités existantes entre les universités dans les conditions d'obtention des diplômes, le Conseil des universités recommandait au Ministre de l'Éducation, le 19 décembre 1969, que la question soit étudiée par un comité spécial. Avec l'agrément du Ministre, le Conseil créait cet organisme, dont on trouvera le mandat dans le premier rapport annuel du Conseil (p. 33).

Après de nombreuses consultations auprès des universités, le Comité* présentait un document de travail dont le Conseil s'inspirait largement dans l'élaboration de l'avis qu'il présentait au Ministre le 21 avril 1972. Nous présentons ici de cet avis un ample résumé.

* Ont participé à ses travaux, sous la présidence de M. Claude Geoffrion : MM. André Archambault, John Jonas, Pierre Martin, Claude Saint-Arnaud, Robert Tessier et André Turel. M. St-Arnaud a assumé la responsabilité de la rédaction de la dernière version du rapport.

1. Identification du problème

1.1 Portée du rapport.

Au cours des dernières années, les universités du Québec ont transformé profondément les programmes de formation qu'elles offraient, particulièrement à cause de l'introduction du niveau collégial dans un réseau distinct d'établissements; cette transformation majeure des programmes est maintenant à peu près terminée.

Il est donc opportun de considérer les conditions d'obtention des diplômes universitaires, en vue de répondre aux objectifs suivants pour l'ensemble du réseau:

- a) établir un ensemble de critères et de règles pouvant rendre les diplômes plus homogènes;
- b) établir un ensemble de critères et de règles favorisant une nomenclature appropriée pour les diplômes.

Déjà, toutes les universités ont fait de grands efforts de rationalisation dans ces domaines; ces efforts ont en général tous évolué dans le sens d'un assouplissement des régimes pédagogiques et d'une simplification de la nomenclature des diplômes. Il s'agit maintenant, à partir d'un inventaire de la situation, de faire le point et de donner une impulsion supplémentaire aux travaux en cours. C'est ce qu'entend faire le présent document, à partir du rapport préparé à la demande du Conseil des universités par le Comité des diplômes, après plus d'un an de travail et de consultation après des universités.

L'annexe II reproduit l'inventaire des conditions d'obtention de diplômes, telles que relevées en novembre 1970 par le Comité des diplômes; cette annexe comprend elle-même, en appendice A, les secteurs alors convenus de regroupement des disciplines et des champs d'études et, en appendice B, le nombre des diplômes décernés par université, par secteur et par cycle, au moment de l'inventaire.

1.2 Présentation de la question.

Les programmes universitaires de formation peuvent être caractérisés par leurs objectifs et par leurs contenus. La réussite à un programme peut elle-même être qualifiée par une mention.

Pour leur part, les objectifs des programmes se distinguent en général suivant le niveau de la formation; en ce sens, les programmes de chacun des trois cycles de formation poursuivent des objectifs généraux semblables. Les documents adoptés récemment par l'Université Laval constituent une description utile de ces objectifs généraux.

Par ailleurs, pour des besoins d'ordre pratique et pour suivre des habitudes générales, les objectifs des programmes peuvent aussi se distinguer par l'usage qu'on veut faire des connaissances acquises; en ce sens, certains programmes se veulent d'abord orientés vers une fonction de travail, alors que les autres mènent soit à une fonction de travail, soit au progrès des connaissances et à la poursuite d'études avancées.

Les programmes universitaires se distinguent par leurs contenus génériques; on distingue généralement les programmes d'humanités et de sciences humaines, les programmes de sciences expérimentales, pures et appliquées, et de mathématiques. Ils se distinguent aussi par leurs contenus spécifiques suivant qu'ils sont uni, bi ou multidisciplinaires, où d'ailleurs l'importance relative des disciplines et des champs d'étude peut être variable. Ils se distinguent enfin par l'excellence ou la non-existence de normes particulières de rendement ou d'excellence.

La réussite à un programme peut être sanctionnée par une mention de qualité, par exemple «avec distinction».

En principe, chacune de ces caractéristiques pourrait apparaître dans la nomenclature du programme et du diplôme qui sanctionne la réussite à un programme. Alors que la description d'un programme doit être aussi complète que possible, il est préférable, de l'avis général, que la nomenclature des programmes et des diplômes soit aussi simple que possible. Le présent document présente une définition des types de programmes. L'inventaire des programmes fait présentement l'objet des travaux du Comité d'élaboration d'un système informatique de gestion des universités.

1.3 Problème particulier des programmes de 1er cycle.

Les programmes scientifiques du 1er cycle ont été particulièrement marqués par les coutumes de chacune des universités; les programmes professionnels, par ailleurs, sont beaucoup plus homogènes. La cohérence des premiers, pour l'ensemble du réseau universitaire, sera difficile à réaliser, parce que ces programmes ne comprennent que peu ou pas de recouvrement dans certains cas.

À titre d'exemple de cette difficulté, qu'il suffise de présenter le tableau suivant du nombre minimum de crédits dans une discipline ou un champ d'étude, *sans apport de disciplines connexes*, dans le cas des différents programmes offerts dans deux universités:

Tableau IX

**Structure comparée des programmes des universités
Laval et Sir George Williams**

	Laval (crédits)	Sir George Williams (crédits)
Programme unidisciplinaire avec honneur	48	(60 en sciences 48 en arts)
Programme bidisciplinaire avec honneur		2×36
Programme spécialisé unidisciplinaire		
Programme spécialisé bidisciplinaire		
Programme avec double majeur	36 et 24	2×30
Programme avec majeur et mineur		
Programme avec majeur sans mineur		42
Programme général	3×26	

Ce tableau indique en particulier:

- 1) que ces deux universités n'ont aucun type de programmes en commun;
- 2) que les quantifications minimales des sujets majeur et mineur ne sont pas réductibles;
- 3) que la notion d'excellence impliquée dans un programme avec honneur ne recouvre pas les réalités des programmes spécialisés;
- 4) que le programme sans concentration d'au moins 24 crédits dans une discipline est disparu.

Et pourtant, il y aurait lieu de permettre à toutes les universités et à tous les étudiants de profiter du système le plus souple possible, et, en particulier, d'offrir et de reconnaître par un diplôme une gamme de concentrations variées dans une discipline ou un champ d'étude, de même qu'une gamme de concentrations symétriques dans deux disciplines ou deux champs d'étude.

Il apparaît que deux facteurs distincts peuvent servir de points de départ à un regroupement des programmes en différents types:

- 1) le choix d'un nombre minimum de crédits dans une discipline ou un champ d'étude, à trois niveaux de concentration et avec une certaine marge pour distinguer les niveaux, dans le but de mesurer quantitativement les activités dans une discipline ou un champ d'étude;
- 2) la possibilité d'offrir, pour différents types de concentration, des programmes comportant des critères d'excellence quant à leur contenu et quant aux conditions de succès; ce qui revient à éliminer la mise en parallèle étroite du programme avec honneur et du programme spécialisé.

Par ailleurs, il est judicieux de permettre un type de programme spécial, expérimental et personnel, composé de cours déjà disponibles, adapté aux besoins de l'étudiant après consultation d'un conseiller et ne correspondant pas aux types reconnus. Le programme spécial ne comporterait aucune mention; il serait d'usage limité tout au moins pour une période de transition.

1.4 Approche prise.

Le Conseil des universités a voulu donner à ses propositions les caractères suivants:

Pragmatisme — Les propositions doivent tenir compte des habitudes avec lesquelles nous vivons. Ainsi, même s'il semble y avoir continuité entre les programmes scientifiques et les programmes professionnels, les universités nord-américaines, dont nos propres universités, font couramment cette distinction; de même il serait inutile, sinon impossible, de s'éloigner considérablement des nomenclatures généralement acceptées en Amérique du Nord.

Souplesse — Malgré la nécessité d'un cadre permettant de rendre cohérentes les conditions d'obtention de diplômes, il y a lieu de permettre toute la souplesse possible, déjà introduite d'ailleurs dans les programmes de certaines universités, par exemple par les concentrations bidisciplinaires. Toute innovation et toute expérience intéressante devraient être possibles dans le cadre prévu.

Identification de quelques études à poursuivre — Un certain nombre de problèmes demeurent en suspens. Le Conseil des universités a cherché à les identifier dans le présent document. Quelques-uns

relèvent d'une certaine conception des programmes universitaires qu'il y a lieu d'approfondir avant de se prononcer. Comme exemples, citons ici la durée des études pour l'obtention du doctorat en médecine et la classe des programmes avec honneur (honours programmes).

Comme le Comité des diplômes, le Conseil des universités s'est largement inspiré des travaux publiés récemment par diverses universités. La poursuite des travaux ici amorcés pourra être assurée par le Comité des programmes, en relation avec tous les organismes intéressés.

2. Propositions

Le Conseil des universités propose la définition d'un certain nombre de termes du vocabulaire universitaire et les critères d'obtention et d'appellation des divers grades et certificats.

2.1 Définitions

Que les termes suivants soient utilisés dans le sens donné ci-après:

a) GRADE.

Le grade est un titre conféré par une université après examen et attesté par un diplôme. Le baccalauréat, la maîtrise et le doctorat sont des grades.

b) APPELLATION D'UN GRADE.

L'appellation est l'ensemble des termes utilisés pour désigner un grade couronnant des études données:

Ex.: baccalauréat ès arts (philosophie)
maîtrise ès sciences (physique)
baccalauréat en pharmacie.

L'appellation comporte toujours le nom du grade et de plus soit un élément générique désignant un domaine du savoir (v.g. ès arts), soit un élément spécifique désignant une branche du savoir ou un champ d'activité professionnelle (v.g. pharmacie), soit les deux éléments à la fois.

c) DIPLÔME.

Pour les présentes fins, le diplôme est un acte attestant un grade ou la réussite à un programme cohérent d'études universitaires dont la scolarité dépasse deux trimestres à temps complet:

Ex.: diplôme de baccalauréat ès arts
diplôme de spécialisation en chirurgie.

d) CERTIFICAT.

Le certificat est un acte attestant la réussite à un programme cohérent d'études universitaires comportant normalement trente crédits et pouvant éventuellement constituer une partie du programme d'un grade.

Ex.: certificat de traduction
certificat de publicité.

e) ATTESTATION D'ÉTUDES.

L'attestation d'études est un acte attestant la participation ou la réussite à des cours ou à un ensemble cohérent de cours ne pouvant répondre aux exigences d'un certificat.

f) LIBELLÉ.

Le libellé désigne les termes dans lesquels un acte, diplôme, certificat ou attestation, est rédigé.

g) SIGLE.

Le sigle est une suite d'initiales, suivies ou non d'une mention donnée entre parenthèses, servant d'abréviation à l'appellation d'un grade.

Ex.: B.A. (philosophie)
M.Sc. (physique)
Ph.D.

h) DISCIPLINE.

La discipline est une des diverses branches de la connaissance.

Ex.: la physique
la philosophie.

i) CHAMP D'ÉTUDES.

Le champ d'études est un ensemble cohérent de connaissances fondées sur diverses disciplines et appliquées à une réalité spécifique.

Ex.: la médecine
l'administration des affaires.

j) PROGRAMME.

Le programme est un ensemble d'activités d'enseignement ou de recherche, portant sur une ou plusieurs disciplines, sur un ou plusieurs

champs d'études et établies en vue d'une formation sanctionnée par un certificat ou un diplôme.

Les programmes conduisant à un grade sont appelés programmes de 1er, 2e et 3e cycle; les autres conduisant à un certificat ou à un diplôme sont appelés programmes de certificat ou programmes de diplôme.

Dans certains cas, un ensemble de programmes de certificats peut constituer un programme de 1er cycle ou un programme de diplôme.

k) GENRES DE PROGRAMMES.

Suivant l'orientation d'un programme et les objectifs qu'il poursuit, on distingue ⁽¹⁴⁾:

1. *le programme scientifique*, centré sur une, deux ou plusieurs disciplines connexes ou sur un, deux ou plusieurs champs d'études connexes et orienté principalement vers le progrès des connaissances ou vers la promotion culturelle. Il conduit soit au marché du travail, soit à la poursuite d'études avancées.

Au niveau des 2e et 3e cycles, la recherche est habituellement parmi ses objectifs, de former des chercheurs; il comporte normalement peu de cours ou de séminaires, mais il exige la poursuite d'une recherche plus ou moins approfondie selon le niveau d'études.

Ex.: baccalauréat ès arts (philosophie)
maîtrise en sciences (physique).

2. *le programme professionnel*, constitué généralement de l'apport de diverses disciplines pour former un champ d'études cohérent en fonction d'une formation précise, orientée principalement vers l'exercice d'une fonction de travail. Il comporte la plupart du temps des stages d'apprentissage ou en est immédiatement suivi.

Au niveau des 2e et 3e cycles, le programme scientifique a, appliquée à des problèmes reliés à l'exercice d'une fonction de travail.

Ex.: doctorat en médecine dentaire
maîtrise en nursing.

(14) Cette distinction est établie pour des raisons pratiques, même si elle est difficile à établir dans le cas de quelques programmes; en particulier, au niveau des 2e et 3e cycles, les exigences de recherche ou de thèse peuvent être plus ou moins grandes. Elle pourrait être éventuellement réexaminée.

1) TYPES DE PROGRAMMES DU 1ER CYCLE.

Suivant le contenu disciplinaire, on distingue les types suivants de programmes de 1er cycle ⁽¹⁵⁾:

1. *le programme spécialisé* qui comporte des cours dans une discipline ou un champ d'études et, en plus, des cours d'autres disciplines nécessaires à une telle spécialisation.

Quand le programme spécialisé comporte des normes particulières d'excellence dans son contenu et ses conditions de promotion, il devient un programme avec honneur ⁽¹⁶⁾.

2. *le programme avec majeur*, qui peut prendre les formes suivantes:

- i) *le programme avec majeur et mineur*, dont le contenu porte de façon principale, mais sans atteindre le nombre de crédits d'un programme spécialisé, sur une discipline ou un champ d'études (le majeur) et de façon secondaire sur une autre discipline ou un autre champ d'études (le mineur);
- ii) *le programme avec deux majeurs*, dont le contenu porte à parts égales sur deux disciplines ou champs d'études apparentés;
- iii) *le programme avec un majeur*, dont le contenu porte de façon principale, mais sans atteindre le nombre de crédits d'un programme spécialisé, sur une discipline ou un champ d'études (le majeur) et de façon secondaire sur des disciplines ou des champs d'études dont aucun n'atteint la concentration d'un mineur.

3. *le programme avec mineurs*, dont les cours portent avec une importance équivalente sur deux ou trois disciplines ou champs d'études, sans qu'aucun de ces derniers n'atteigne le nombre de crédits d'un majeur.

⁽¹⁵⁾ En période de transition, il y a lieu de considérer des programmes spéciaux, n'entrant pas dans les catégories présentées ici; de tels programmes comprendraient des cours déjà disponibles portant sur diverses disciplines pour former un ensemble non habituel mis au point après consultation d'un conseiller. Chaque université devrait faire rapport annuellement au Comité des programmes sur l'usage fait de la présente note.

⁽¹⁶⁾ Il y a lieu d'examiner l'opportunité d'enlever ou d'introduire des normes particulières d'excellence aux diverses concentrations.

m) TRIMESTRE.

L'année universitaire s'étend sur douze mois; elle compte trois trimestres:

- a) le trimestre d'automne, de septembre à décembre;
- b) le trimestre d'hiver, de janvier à avril;
- c) le trimestre d'été, de mai à août.

Le trimestre est normalement une période de quinze semaines pendant laquelle une université poursuit des activités de formation. Le trimestre inclut la période de l'inscription des étudiants, celle des activités d'enseignement et de recherche proprement dites et celle requise pour l'évaluation des connaissances acquises par les étudiants ⁽¹⁷⁾. Pendant le trimestre d'été, les activités couvrent la période complète au 2e et 3e cycles; elles sont ordinairement de durée moins longue au 1er cycle.

n) RÉSIDENCE.

La résidence est le séjour effectif et obligatoire de l'étudiant à l'université pour satisfaire aux exigences d'un programme d'études et obtenir un diplôme de l'université. Cette résidence peut être satisfaite à temps complet ou à temps partiel.

Le règlement pédagogique de certains programmes exige une résidence à temps complet; au niveau des 2e et 3e cycles, la résidence à temps complet admet, cependant, un nombre limité d'heures consacrées à la participation à l'enseignement ou à la recherche hors programme ou à des activités équivalentes.

o) SCOLARITÉ.

La scolarité est la durée des études requises d'un étudiant pour terminer normalement un programme; elle peut s'accomplir à plein temps ou à temps partiel. La scolarité est mesurée en crédits.

p) CRÉDIT.

Le crédit est une unité qui permet à l'université d'attribuer une valeur numérique à la charge de travail exigée d'un étudiant pour atteindre les objectifs d'une activité d'enseignement ou de recherche ⁽¹⁸⁾.

⁽¹⁷⁾ Certains cours se répartissent sur deux trimestres et ne font pas l'objet d'une nouvelle inscription au début du deuxième trimestre.

⁽¹⁸⁾ Tous les universitaires ne sont pas prêts à accepter la quantification des activités de recherche en terme de crédits. Une réflexion supplémentaire sur la question devrait être faite dans ce cas.

Le crédit représente 45 heures consacrées par l'étudiant à une activité de formation (cours, travaux pratiques, séminaires, stages, recherche, etc.) en incluant dans chaque cas, s'il y a lieu, le nombre d'heures de travail personnel nécessaire, suivant l'estimation de l'université ⁽¹⁹⁾.

Ex.: 1 crédit: pendant un trimestre, une heure de cours par semaine exigeant en plus 2 heures de travail personnel, selon l'estimation de l'université;

1 crédit: pendant un trimestre, deux heures de travaux pratiques par semaine, exigeant en plus 1 heure de travail personnel, selon l'estimation de l'université;

1 crédit: pendant un trimestre, trois heures par semaine consacrées à la recherche faisant partie d'un programme de 2e ou 3e cycle.

q) NOMBRE DE CRÉDITS D'UN PROGRAMME.

Le nombre de crédits d'un programme égale la somme des crédits attribués aux diverses activités qui composent ce programme.

r) NOMBRE DE CRÉDITS D'UN TRIMESTRE.

Le nombre de crédits d'un trimestre à temps complet égale la somme des crédits attribués aux diverses activités de ce trimestre. Ce nombre est d'environ 15 crédits pour un trimestre d'un programme de 1er, 2e ou 3e cycle. Le nombre normal d'heures d'activités exigé de l'étudiant à temps complet serait donc de 45 heures par semaine.

s) LEXIQUE FRANÇAIS-ANGLAIS.

Les mots anglais suivants sont retenus comme équivalents des termes définis précédemment:

grade	degree
appellation du grade	name of degree
diplôme	diploma
certificat	certificate
libellé	wording
sigle	abbreviation

⁽¹⁹⁾ Il faudra peut-être, le cas échéant, établir des définitions plus complètes, si la rationalisation de ces activités l'exige. En particulier pour les crédits de recherche, il y aurait lieu de distinguer l'inscription à des crédits et l'obtention de ces crédits par l'évaluation des résultats des travaux d'un trimestre.

programme	programme
discipline	discipline
champ d'études	field of study
genres de programmes	categories of programmes
programme professionnel	professional programme
programme scientifique	academic programme
types de programmes	types of programmes
programme spécialisé	specialized programme
programme bidisciplinaire	joint programme
symétrique	
programme avec honneur	honours programme
programme avec majeur	major programme
programme spécial	special programme
trimestre	term
scolarité	number of credits
crédit	credit
résidence	residence

2.2 Le premier cycle

- a) QUE le diplôme d'enseignement collégial général avec le profil approprié ou son équivalent soit le préalable ordinaire de l'admission à un programme du 1er cycle.
- b) QU'aucun programme de 1er cycle ne soit le préalable de l'admission à un autre programme de 1er cycle, même si le premier est scientifique et le second, professionnel ⁽²⁰⁾.
- c) QUE les programmes scientifiques du 1er cycle soient des programmes spécialisés, des programmes avec majeur, des programmes avec mineurs, ou des programmes spéciaux.
- d) QUE les programmes professionnels du 1er cycle soient tous des programmes spécialisés ou des programmes avec majeur.
- e) QUE les programmes scientifiques du 1er cycle comportent au moins 90 crédits.
- f) QUE les programmes professionnels du 1er cycle, comportent normalement 90 crédits et exceptionnellement jusqu'à 120 crédits ⁽²¹⁾.

⁽²⁰⁾ Quelques cas singuliers font encore exception, entre autres l'architecture à McGill et la médecine à Laval.

⁽²¹⁾ Les articles 2 f et 2 h font exception pour le programme menant au doctorat en médecine, le M.D. étant considéré ici comme un grade de 1er cycle comportant, suivant les établissements, de 8 à 10 trimestres, soit de 120 à 150 crédits, depuis le début des études.

- g) QUE la durée normale de tous les programmes scientifiques du 1er cycle à temps complet soit de 6 trimestres.
- h) QUE la durée normale d'un programme professionnel de 1er cycle à temps complet soit ordinairement de 6 trimestres et exceptionnellement de 7 ou 8 trimestres ⁽²³⁾.
- i) QUE la spécialisation d'un programme de baccalauréat comporte au moins 60 crédits dans une discipline ou un champ d'études, y compris les cours introduits au programme en fonction directe ⁽²²⁾ de la discipline ou du champ d'études.
- j) QUE le majeur d'un programme de baccalauréat comporte au moins 36 crédits dans une discipline ou un champ d'études, y compris les cours introduits au programme en fonction directe ⁽²²⁾ de la discipline ou du champ d'études ⁽²³⁾.
- k) QUE le mineur d'un programme de baccalauréat comporte au moins 24 crédits dans une discipline ou un champ d'études, y compris les cours introduits au programme en fonction directe ⁽²²⁾ de la discipline ou du champ d'études.
- l) QUE le grade couronnant un programme de 1er cycle soit le baccalauréat, sauf dans le cas de la médecine, de la médecine dentaire et de la médecine vétérinaire où il sera un doctorat ⁽²⁴⁾.
- m) QUE l'application d'un grade professionnel du 1er cycle soit:
 - a) pour les génies et les autres domaines voisins, le baccalauréat ès sciences appliquées, suivi de la mention entre parenthèses de la spécialité.
Ex.: baccalauréat ès sciences appliquées (génie civil);
 - b) pour les études de médecine, de médecine dentaire et de médecine vétérinaire, le doctorat en médecine, le doctorat en médecine dentaire et le doctorat en médecine vétérinaire, respectivement;

⁽²²⁾ Il s'agit des cours nécessaires à la bonne compréhension des cours de la concentration; les cours complémentaires jugés nécessaires à l'objectif de formation de l'ensemble du programme sont exclus du calcul du nombre de crédits de la concentration. Un certain nombre de programmes des universités anglophones ne présentent pas l'éventail des concentrations ici proposé; il en découle quelques difficultés de nomenclature.

⁽²³⁾ Sir George Williams offre des "joint majors" dont chacune des composantes comporte 30 crédits.

⁽²⁴⁾ Le doctorat est ici maintenu pour tenir compte d'une tradition et d'une convention.

c) pour les autres grades, le baccalauréat en la discipline ou le champ d'études concerné.

Ex.: baccalauréat en pharmacie.

- n) QUE l'appellation d'un grade scientifique spécialisé du 1er cycle soit le baccalauréat ès arts ou ès sciences, selon la convenance ⁽²⁵⁾ suivi de la mention entre parenthèse de la discipline ou du champ d'études.

Ex.: baccalauréat ès arts (philosophie)

baccalauréat ès sciences (biologie).

- o) QUE l'appellation d'un grade scientifique avec majeur, d'un grade scientifique avec mineurs ou d'un grade scientifique spécial du 1er cycle soit le baccalauréat ès arts ou ès sciences, selon la convenance.

- p) QUE l'appellation d'un grade scientifique exigeant des normes particulières d'excellence dans son contenu et ses conditions de promotion comporte le qualificatif «avec honneur».

Ex.: baccalauréat ès arts (philosophie) avec honneur

baccalauréat ès arts avec honneur.

- q) QUE le sigle d'un baccalauréat comporte la lettre B., suivie selon le cas, de A., Sc., Sc.A. ou des initiales d'un champ professionnel. À cela s'ajoute, entre parenthèses, la spécialité d'un programme scientifique spécialisé, ou celle d'un programme de sciences appliquées.

<i>Genre ou type</i>	
Ex.: B.A. (philosophie)	spécialisé scientifique
B.Sc. (chimie)	
B. Pharm.	professionnel
B. Ens.	
B.A.	avec majeur
B.Sc.	avec mineur
	spécial

- r) QUE les sigles des diplômes de doctorats de 1er cycle en médecine, médecine dentaire et médecine vétérinaire soient respectivement, M.D., D.M.D., et D.M.V.

⁽²⁵⁾ Il y aura vraisemblablement lieu d'établir des critères quant à l'appartenance des disciplines ou des champs d'études.

- s) QUE le libellé du diplôme d'un grade de 1er cycle comporte l'appellation du grade et indique, s'il y a lieu, le ou les majeurs ou le ou les mineurs.

<i>Genre ou type</i>	
Ex.: baccalauréat ès arts majeur: français mineur: histoire	avec majeur et mineur
baccalauréat ès sciences (chimie)	spécialisé scientifique
baccalauréat en enseignement	professionnel
baccalauréat ès arts mineurs: histoire et géographie	avec mineurs
baccalauréat ès arts	spécial

- t) QUE le libellé du diplôme d'un grade de 1er cycle comporte le qualificatif «avec honneur», quand le programme correspondant comprend des normes particulières d'excellence.
Ex.: baccalauréat ès arts avec honneur
majeurs: mathématiques et physique.

2.3 Le deuxième cycle scientifique

- a) QU'un grade de 1er cycle soit le préalable ordinaire de l'admission à un programme scientifique du 2e cycle.
- b) QUE la durée minimum d'un programme scientifique de 2e cycle soit de 3 trimestres ⁽²⁶⁾.
- c) QUE le nombre minimum de crédits attribués à un programme scientifique de 2e cycle soit de 45 crédits ⁽²⁷⁾.
- d) QUE le grade conféré au terme d'un programme scientifique de 2e cycle soit la maîtrise dite scientifique ⁽²⁶⁾.
- e) QUE l'appellation du grade soit, suivant la convenance, la maîtrise ès arts, la maîtrise ès sciences ou la maîtrise ès

⁽²⁶⁾ Aucune distinction n'est ici établie pour tenir compte de l'importance relative de la thèse.

⁽²⁷⁾ Voir note 21.

sciences appliquées, suivie de la mention entre parenthèses de la discipline ou du champ de recherche.

Ex.: maîtrise ès arts (littérature comparée)

maîtrise ès sciences (chimie)

maîtrise ès sciences appliquées (génie civil).

- f) QUE le sigle du grade soit, selon le cas M.A., M.Sc. ou M.Sc.A., suivi de la mention entre parenthèses du champ de recherche.

Ex.: M.A. (philosophie)

M.Sc. (chimie)

M.Sc.A. (génie civil).

- g) QUE le sigle d'une maîtrise professionnelle comporte M. suivi des initiales correspondant au domaine professionnel.

Ex.: M.A.A.

- h) QUE le libellé du diplôme comporte l'appellation du grade.

2.4 Le deuxième cycle professionnel

- a) QU'un grade de 1er cycle soit le préalable ordinaire de l'admission à un programme professionnel de 2e cycle.

- b) QUE les programmes professionnels de 2e cycle donnent aux étudiants la possibilité soit d'approfondir une formation déjà reçue au 1er cycle dans un domaine, soit d'acquérir une formation nouvelle dans un autre domaine.

- c) QUE la durée minimum d'un programme professionnel de 2e cycle soit de trois trimestres.

- d) QUE le nombre minimum de crédits d'un programme professionnel de 2e cycle soit de 45 crédits.

- e) QUE le grade conféré au terme d'un programme professionnel de 2e cycle soit une maîtrise dite professionnelle.

- f) QUE l'appellation du grade soit une maîtrise en un domaine professionnel, sans autre mention de la spécialité.

Ex.: maîtrise en administration des affaires.

- g) QUE le sigle d'une maîtrise professionnelle comporte M. suivi des initiales correspondant au domaine professionnel.

Ex.: M.A.A.

- h) QUE le libellé du diplôme comporte l'appellation du grade.

2.5 Le troisième cycle scientifique

- a) QUE le grade de 2e cycle ou, par exception, le fait d'avoir satisfait substantiellement aux exigences d'un programme de recherche de 2e cycle, soit le préalable ordinaire de l'admission à un programme scientifique de 3e cycle ⁽²⁸⁾.
- b) QUE la durée minimum d'un programme scientifique de 3e cycle soit de 6 trimestres s'il fait suite à un grade de 2e cycle et, dans le cas contraire, de 8 trimestres depuis le grade de 1er cycle.
- c) QUE le nombre minimum de crédits d'un programme scientifique de 3e cycle soit de 90 crédits s'il fait suite à un grade de 2e cycle et de 120 crédits dans les autres cas ⁽²⁹⁾.
- d) QUE le grade conféré au terme d'un programme scientifique de 3e cycle soit le doctorat dit scientifique.
- e) QUE l'appellation du grade soit le «philosophiae doctor» suivi ou non de la mention entre parenthèses du champ de recherche.
Ex.: philosophiae doctor (chimie) ou philosophiae doctor.
- f) QUE le sigle du grade conféré soit le Ph.D. suivi ou non de la mention entre parenthèses du champ de recherche.
- g) QUE le libellé du diplôme comporte l'appellation du grade.

2.6 Le troisième cycle professionnel

- a) QUE le grade de 2e cycle soit le préalable normal de l'admission à un programme professionnel de 3e cycle.
- b) QUE la durée minimum d'un programme professionnel de 3e cycle soit de 6 trimestres.
- c) QUE le nombre minimum de crédits d'un programme professionnel de 3e cycle soit de 90 crédits ⁽³⁰⁾.
- d) QUE le grade conféré au terme d'un programme professionnel de 3e cycle soit le doctorat dit professionnel.

⁽²⁸⁾ Dans quelques cas, dont l'exemple-type est la chimie à McGill, l'inscription ne se fait qu'au doctorat après le 1er cycle, la maîtrise n'étant conférée qu'à ceux qui ne terminent pas le doctorat.

⁽²⁹⁾ Voir note 18.

⁽³⁰⁾ Voir note 18.

- e) QUE l'appellation du grade soit le doctorat dans la discipline ou champ d'études qui constitue la spécialité du programme, sans autre mention de spécialisation.
Ex.: doctorat en musique.
- f) QUE le sigle du grade soit D. suivi des initiales du champ d'études ou de la discipline.
Ex.: D.Mus.
- g) QUE le libellé du diplôme comporte l'appellation du grade.

2.7 Propositions générales

- a) QUE le libellé d'un diplôme, d'un certificat ou d'une attestation d'études ne comporte aucune indication d'appréciation, sauf, le cas échéant, «avec distinction».
- b) QUE le choix des appellations des grades professionnels et des mentions de grades scientifiques s'inspirent des règles suivantes:
 - a) une nomenclature doit désigner les caractéristiques les plus stables d'un diplôme, face à l'évolution rapide du savoir et des fonctions de travail;
 - b) une nomenclature doit se présenter dans un langage facilement intelligible, même dans un avenir lointain, à un public d'origine et de culture diverses;
 - c) une nomenclature de grades québécois doit s'intégrer au contexte nord-américain;
 - d) une nomenclature doit porter sur des informations de caractère générique, laissant au dossier académique la description détaillée du curriculum;
 - e) plus explicitement, les mentions de discipline et de champ d'études doivent être aussi peu nombreuses que possible, tant pour les programmes professionnels que pour les programmes scientifiques.

3. Recommandations

Le Conseil des universités recommande:

QUE les universités du Québec s'entendent pour que les programmes correspondants donnés par chacune d'elles

soient couronnés par des grades et des certificats ayant les mêmes appellations et sigles;

QUE les universités du Québec appliquent progressivement, mais le plus tôt possible, les propositions de ce rapport;

QUE, par ailleurs, les universités soumettent au Comité des programmes tout problème particulier d'application ou tout projet de nomenclature;

QUE le Comité des programmes ait la responsabilité de l'application des propositions du présent document et fasse rapport au ministère de l'Éducation et au Conseil des universités en mai 1973.

5.2 Coordination des programmes

En 1970 le Ministère de l'Éducation a confié la tâche de planifier les programmes d'enseignement au *Comité des programmes*, nommé conjointement par le Conseil des universités et la Direction générale de l'enseignement supérieur. Le mandat du Comité est d'approuver et de coordonner les programmes d'enseignement du premier, second et troisième cycles pour l'ensemble du réseau des institutions universitaires du Québec.

Au cours de ses deux premières années de fonctionnement le Comité s'est attaché d'abord à l'approbation des projets de nouveaux programmes; en 1971/72, il a toutefois commencé à se pencher sur la coordination des programmes existants. L'ensemble de ses activités au cours de l'année écoulée est résumé ci-après, dans un texte qui s'inspire largement du rapport annuel que le Comité des programmes a présenté au Conseil le 5 juin dernier, et que le Conseil approuvait le 16 du même mois.

5.2.1 COMPOSITION DU COMITÉ

Le Comité des programmes se composait en 1971/72 de:

M. David V. BATES
Chairman
Department of Physiology
McGill University

M. Pierre CAZALIS
Secrétaire
Conseil des universités

M. Louis-Paul DUGAL, président
Vice-recteur
Université de Sherbrooke

M. Jean ETHIER-BLAIS
Directeur
Département des lettres françaises
Université McGill

M. Henri FAVRE
Doyen
Faculté des études supérieures
Université de Montréal

M. Pierre-Yves PARADIS
Directeur général adjoint
Direction générale de l'enseignement supérieur
Ministère de l'Éducation

M. Jean ROBERT
Professeur
Faculté des sciences
Université Laval

Mme Livia THUR
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
Université du Québec à Trois-Rivières

M. Louis GENDREAU, secrétaire
Agent de recherche
Conseil des universités

5.2.2 OBJECTIFS DU COMITÉ EN 1971/72

Le Comité des programmes a voulu, au cours d'une seconde année expérimentale, rendre plus opérationnelle sa définition de «nouveau programme», améliorer le dossier de présentation des nouveaux programmes, établir un calendrier plus détaillé et plus strict de ses opérations, trouver des moyens de rendre le choix des experts à la fois plus facile et plus rigoureux, définir plus clairement les champs respectifs de responsabilité dans la coordination des programmes entre les universités, le Conseil des universités et le Ministère de l'Éducation et, enfin, étendre les activités du Comité aux programmes existants.

5.2.3 APPROBATION DES NOUVEAUX PROGRAMMES

A) Bilan des évaluations en 1971/72

Le Comité des programmes a entrepris en 1971/72 l'évaluation de 49 nouveaux programmes. Le tableau X indique les résultats de cette évaluation et l'étape à laquelle est rendu le processus d'évaluation au moment de la présentation de ce rapport. Sur l'ensemble des programmes, quatre étaient présentés en tant que projet prévu pour 1973; des quatre, un seul a reçu un avis définitif; deux programmes ont suscité l'évaluation de tout le secteur disciplinaire; neuf autres n'ont fait l'objet que d'une évaluation d'opportunité, celle-ci étant jugée prioritaire et déterminante en cas d'avis défavorable.

Parmi les principales constatations générales qui ont retenu l'attention du Comité au cours de l'année, il faut retenir la tendance à la multiplication des nouveaux programmes. Il faut espérer que cette tendance ne se confirmera pas au cours des prochaines années. Le Comité des programmes souhaite que les universités utilisent davantage la marge de manoeuvre qui est la leur dans la réorganisation des programmes d'enseignement, et non qu'elles multiplient les nouveaux titres et les nouvelles options présentées sous forme de nouveaux programmes.

Remarquons enfin que la procédure d'appel des recommandations du Comité des programmes mise en place cette année a permis la révision de trois recommandations du Comité.

Tableau X

Liste des «nouveaux programmes» soumis
à approbation en 1971/72

Université	Discipline ou Champ d'étude	Baccalauréat	Maîtrise ou doctorat	Programme déjà soumis en 1971	Accepté 1972	Accepté 1972 avec conditions	Accepté 1973 avec conditions	Différé	Refusé	A l'étude
Sherbrooke	Fiscalité		M				X			
Sherbrooke	Sciences épidémiologiques		M						X	
Sherbrooke	Psychologie des relations humaines		M			X				
Sherbrooke	Ens. sec. (sc. hum. des religions)	X						X		
Sherbrooke	Radiobiologie		M			X				
Sherbrooke	Form. de maîtres pour enf. inadap.	X				X				
Sherbrooke	Information scolaire et professionnelle		M	X		X				
Montréal	Médecine vétérinaire préventive		D			X				
Montréal	Nursing médico-chirurgical		M						X	
Montréal	Nutrition appliquée		M			X				
Montréal	Communications		M D				X		X	
Montréal	Génie bio-médical		M		X					
Montréal	Etudes soviétiques et est-européennes		M						X	
Montréal	Domologie	X							X	
Montréal	Sciences neurologiques		M D		X					
Montréal	Démographie		D			X				
Montréal	Education sanitaire		M	X					X	
Montréal	Médecine générale		Dip.					X		
Laval	Aménagement régional		M			X				
McGill	«Management»		D							X
S.G.W.	Computer Sciences	X				X				
S.G.W.	Educational Studies		M					X		
S.G.W.	Sociology		M			X				
S.G.W.	Fine Arts		M		X					
S.G.W.	Mathematics		M			X				
S.G.W.	Humanities		D			X				
S.G.W.	Religion		D					X		
U. du Q.	Sciences de la terre		M					X		
U.Q.A.C.	Ens. professionnel au secondaire	X				X				
U.Q.A.C.	Psycho-physiologie (1973)	X							X	

Tableau X (suite)

Liste des «nouveaux programmes» soumis
à approbation en 1971/72

Université	Discipline ou Champ d'étude	Baccalauréat	Maîtrise ou doctorat	Programme déjà soumis en 1971	Accepté 1972	Accepté 1972 avec conditions	Accepté 1973 avec conditions	Différé	Refusé	A l'étude
U.Q.A.C.	Enseignement		M							X
U.Q.A.C.	Sciences appliquées		M					X		
U.Q.A.M.	Administration publique	X		X				X		
U.Q.A.M.	Technologie	X						X		
U.Q.A.M.	Informatique	X		X				X		
U.Q.A.M.	Etudes urbaines	X		X		X				
U.Q.A.M.	Physique de l'instrumentation	X						X		
U.Q.A.M.	Biologie		M				X			
U.Q.A.M.	Linguistique		M			X				
U.Q.A.M.	Géographie		M					X		
U.Q.A.M.	Chimie		M	X	X					
U.Q.A.M.	Philosophie		M		X					
U.Q.A.M.	Psychologie		D				X			
U.Q.A.M.	Sciences politiques (1973)		D							X
U.Q.A.M.	Sociologie		M	X		X				
C.E.U.R.	Océanographie		M							X
C.E.U.R.	Sciences religieuses (1973)		M							X
U.Q.T.R.	Psychologie		M			X				
U.Q.T.R.	Administration		M					X		
U.Q.T.R.	Philosophie		D				X			

Tableau XI

**Recommandations du comité des programmes
au cours des opérations**
1970/71 et 1971/72

<u>RECOMMANDATIONS</u>	<u>1970-71</u>	<u>1971-72</u>
Approbation	16	5
Approbation conditionnelle	7	17
Approbation retardée d'une année et conditionnelle	2	5
Recommandation différée ou refus	13	19
A l'étude	1	5
TOTAL	39	51
 <u>PROGRAMMES</u>		
1er cycle	12	11
2ième cycle	20	29
3ième cycle	—	9
Diplômes	7	2
TOTAL	39	51

Le calendrier que s'était fixé le Comité des programmes n'a pu être respecté intégralement. Il s'échelonnait du 15 août 1971 pour la réception des listes de nouveaux programmes et pour un premier choix d'experts, au 30 avril 1972 pour la soumission des recommandations du Comité au Conseil des universités et à la Direction générale de l'enseignement supérieur.

Le calendrier suivi est quelque peu différent puisque les dernières recommandations du Comité ont été soumises à la fin du mois de juin. Cependant, si l'on ne tient pas compte du nombre relativement restreint de cas particuliers, les recommandations du Comité des programmes sur les nouveaux programmes ont été soumises entre le mois de mars et la mi-mai, lors de trois séances ordinaires du Conseil des universités.

Les difficultés rencontrées et les retards encourus se sont situés à deux étapes du processus d'évaluation. Le principal problème s'est posé dès le début de l'opération, dans le choix des experts; celui-ci aurait dû être terminé à la fin octobre, mais ce n'est qu'à la fin de décembre que cette étape a pris fin. L'autre problème vient du temps

pris par les experts pour évaluer les nouveaux programmes; en moyenne les expertises ont pris deux mois, soit le double du temps prévu. Les retards dûs au travail des experts peuvent difficilement être éliminés; il faudra, en pratique, prévoir deux mois pour les expertises. Par contre, les retards encourus lors du choix des experts sont imputables au fonctionnement interne et devraient pouvoir être éliminés.

B) Mise au point des méthodes d'approbation des nouveaux programmes

Le mandat du Comité des programmes, dans sa phase expérimentale, peut se résumer en deux missions principales: d'abord, mise au point des méthodes d'approbation et de coordination des programmes nouveaux et existants; ensuite, évaluation de l'expérience acquise et recommandation de méthodes et de mécanismes permanents d'approbation et de coordination des programmes.

a) *Définition de «nouveau programme»*

Dans son premier rapport annuel, le Comité des programmes faisait état de sa volonté de rendre plus fonctionnelle sa définition de «nouveau programme». Or, parallèlement aux travaux du Comité, le Conseil des universités essayait par son Comité des diplômes (voir supra, 5.1) d'apporter plus d'homogénéité à la nomenclature de ceux-ci; il devait en particulier s'attacher à une définition plus complète du concept de programme. Le Comité des programmes a donc jugé utile d'attendre la parution du rapport du Comité des diplômes avant de reprendre sa définition de programme.

Il est maintenant prévu que le Comité des programmes amendera celle-ci en s'inspirant des travaux et des recommandations du Comité des diplômes et de l'avis rendu par le Conseil des universités sur cette question, avis accepté par le Ministre.

b) *Dossier de présentation des programmes*

Au cours du mois de juin 1971, le Comité des programmes a fait parvenir aux universités un cahier intitulé «Dossier de présentation des nouveaux programmes»; il devait servir de guide aux promoteurs de nouveaux programmes dans la préparation des dossiers de présentation. Ce moyen a permis de mettre fin aux disparités les plus graves dans la présentation des nouveaux programmes, mais il a eu l'inconvénient d'entraîner l'élaboration de dossiers volumineux et difficilement malléables. C'est pourquoi le Comité a transmis au mois de décembre

1971 un guide simplifié pour la présentation des nouveaux programmes prévus pour 1973.

c) *Collaboration avec le Comité d'évaluation de la Conférence des recteurs*

L'entente-cadre de collaboration avec le Comité d'évaluation a été reconduite pour une seconde année ⁽³¹⁾. Seuls des changements mineurs ont été apportés à l'entente intervenue en octobre 1970 avec le Comité des affaires académiques de la Conférence des recteurs. Ces amendements ont surtout porté sur l'amélioration du système de communications entre les deux comités. L'effet principal de l'accord est demeuré celui de «déléguer généralement la responsabilité de l'évaluation de la qualité des programmes au Comité d'évaluation de la Conférence des recteurs».

Parmi les transformations apportées au cadre de collaboration, mentionnons tout de même la possibilité pour les experts d'ajouter une annexe confidentielle à leur rapport et la possibilité de leur demander un avis sur l'opportunité du programme.

d) *Collaboration avec d'autres organismes*

Avec le Ministère de l'Éducation

Comme Comité conjoint du Ministère de l'Éducation et du Conseil des universités, le Comité des programmes entretient avec l'un et l'autre des relations privilégiées.

La présence en son sein d'un représentant de la Direction générale de l'enseignement supérieur, en l'occurrence le directeur général adjoint, lui permet d'être constamment informé des politiques et des préoccupations du Ministère. De plus, le Ministère de l'Éducation ayant autorité sur tout le système d'enseignement pré-universitaire, le Comité des programmes requiert son avis d'opportunité pour tous les nouveaux programmes en sciences de l'éducation ou en formation des maîtres.

Faisant aussi rapport au Conseil des universités, le Comité situe son travail à l'intérieur de cadres que lui définit celui-ci. Il entretient autant que possible des relations suivies avec d'autres organismes du Conseil, comme la Commission de la recherche universitaire. Ainsi, il a transmis à celle-ci dès le mois de septembre 1971 la liste de tous

⁽³¹⁾ Voir deuxième rapport annuel, p. 111.

les nouveaux programmes, afin de discuter conjointement de leur évaluation dans la mesure où la Commission le jugerait nécessaire; il lui a aussi transmis divers documents susceptibles de l'intéresser: signalons parmi ceux-ci une analyse du nombre des diplômés issus des programmes de deuxième et de troisième cycles.

Avec l'Opération sciences appliquées

Un membre du Comité des programmes siège dans le Comité directeur de l'O.S.A. et il assure une importante partie des communications entre les deux organismes. Par ailleurs, le Comité a transmis à l'O.S.A., pour avis d'opportunité, tous les programmes de sciences appliquées qui lui furent soumis.

Le Comité des programmes a systématiquement évité, pour les études sectorielles de programmes existants, de faire double emploi avec l'O.S.A. ou toute autre opération de coordination sectorielle.

Avec l'Opération sciences de la santé

Il est encore trop tôt pour analyser les résultats de la collaboration entre le Comité des programmes et l'O.S.S. Cependant il faut noter le fait que le président du Comité des programmes est également membre du Comité exécutif de cette opération sectorielle.

Avec le Ministère des affaires sociales

Tous les programmes portant sur les disciplines qui intéressent directement la mission de ce ministère font l'objet d'une demande d'évaluation d'opportunité auprès du Ministère des affaires sociales.

Avec les autres organismes gouvernementaux (provinciaux ou fédéraux)

Le Comité des programmes tente, chaque fois que cela est possible, d'utiliser les compétences du personnel des différents ministères et organismes gouvernementaux. En pratique, s'il ne demande pas toujours un avis d'opportunité au ministère concerné par un nouveau programme, il s'efforce autant que possible d'inclure dans ses comités d'experts des spécialistes à l'emploi d'organismes gouvernementaux qui peuvent être intéressés par le projet de nouveau programme.

e) *Le financement des nouveaux programmes*

Depuis deux ans des représentants du Comité des programmes et de la D.G.E.S. se sont réunis afin d'étudier les demandes budgétaires des universités au poste «nouveaux programmes». Au cours de la dernière opération ces rencontres se sont davantage formalisées, et les recommandations sur le financement des nouveaux programmes 1972 sont l'oeuvre d'un sous-comité du Comité des programmes et de la D.G.E.S.

Les recommandations sur le financement des nouveaux programmes ont été établies grâce à l'élaboration de certains critères, encore imparfaits, qui pourront dans un proche avenir être davantage spécifiés et devraient être rendus publics. Le Comité des programmes, lorsqu'il présentera au Conseil des universités ses recommandations sur l'avenir du Comité, espère pouvoir proposer une procédure pour la préparation des recommandations sur la financement des nouveaux programmes. Il est entendu que cette procédure devra être préparée conjointement avec la D.G.E.S.

f) *Choix et paiement des experts*

Cette année encore le choix des experts chargés d'évaluer les programmes soumis au Comité s'est fait de façon informelle, aucun système fonctionnel n'ayant encore été adopté. Cependant, en prévision de la prochaine opération, une procédure a été adoptée par le Comité des programmes qui prévoit en particulier une «banque d'experts».

Le problème du paiement des experts, qui a été soulevé dans le premier rapport annuel du Comité, n'est pas encore résolu et tend à prendre de plus en plus d'importance d'année en année. Il est urgent de trouver un moyen qui permettra, sans trop élever le coût actuel de l'évaluation des programmes, de traiter tous les évaluateurs sur un pied d'égalité.

g) *Contacts avec les universités*

Le Comité des programmes considère que, pour des raisons de conjoncture, il n'a pas suffisamment entretenu de contacts directs avec les universités. Il juge cependant primordial d'accorder à l'avenir à ce type de relations beaucoup plus d'importance. Les recommandations du Comité ne doivent pas être perçues comme des gestes bureaucra-

tiques détachés des préoccupations de ceux qui sont immédiatement responsables des activités essentielles de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire les universités.

5.2.4 COORDINATION DES PROGRAMMES EXISTANTS

Une de raisons invoquées par le Comité des programmes pour proposer le renouvellement de son mandat expérimental pour une seconde année était de lui permettre de tenter des expériences dans le domaine de la coordination des programmes existants. Le Comité a tenté certaines expériences qui ont eu surtout pour effet de lui permettre de mesurer la taille des difficultés qu'on peut rencontrer dans de telles opérations de coordination. L'expérience acquise, si elle n'a pas été éclatante, a au moins le mérite de tracer la voie vers des actions qui pourront avoir des effets positifs. Afin d'en profiter, il n'est pas inutile de faire le bilan des différentes actions entreprises.

A) *Le faible extrant de certains programmes*

Le Comité, étant à la recherche de voies d'accès au problème de la coordination des programmes, a tenté de dénombrer les programmes existants au Québec dont la production de diplômés était nulle ou négligeable. Après en avoir dressé la liste, il en a vérifié l'exactitude auprès des universités, desquelles il a aussi requis certaines explications.

Dans l'ensemble, les universités ont fourni des explications satisfaisantes au maintien de tels programmes dans les sciences humaines; la raison le plus souvent invoquée a été que les étudiants inscrits à un programme ne terminent jamais leur thèse ou prennent plusieurs années pour le faire, d'où une faible production annuelle de diplômés.

Le Comité des programmes entend suivre de près l'évolution de ces programmes et envisager le plus tôt possible une solution au problème.

B) *Études sectorielles consécutives à la soumission de projets de nouveaux programmes*

Trois expériences quelque peu différentes ont été tentées à la suite de la présentation de nouveaux programmes. En effet, il arrive que le Comité des programmes, afin de poser un jugement éclairé sur l'opportunité de la mise en oeuvre d'un nouveau programme, doive connaître les ressources du réseau universitaire québécois. D'où une analyse à l'échelle du réseau de tous les programmes actuels ou pro-

jetés semblables au nouveau programme soumis, particulièrement en ce qui a trait aux conditions du marché, au nombre de places offertes aux étudiants dans les programmes existants, à l'utilité discutable de la multiplication de certains types de programmes, à la comparaison de la qualité relative des programmes projetés et existants, afin de connaître celui ou ceux qui devraient être conservés, etc... Trois sous-secteurs ont appelé de telles analyses.

i) *Troisième cycle en administration*: comme le Québec n'a pas de programme de troisième cycle en administration, bien que certaines universités acceptent des étudiants à ce niveau et décernent des diplômes, le Comité a profité de la présentation d'un programme de doctorat afin d'évaluer les ressources du réseau et de connaître le meilleur moyen de les utiliser en les mettant au service d'un petit nombre de programmes. Le Comité des programmes a reçu en juin 1972 le rapport des experts et du Comité d'évaluation. Il présentera ses recommandations sur le sujet dans le courant de 1972.

ii) *Troisième cycle en science politique*: il s'agit en ce domaine d'évaluer la qualité relative des programmes et d'évaluer le nombre approximatif de programmes de troisième cycle que le réseau devrait avoir. Le secrétariat du Comité des programmes a constitué un dossier technique sur ces programmes afin de faciliter la tâche des experts qui procéderont à l'évaluation en septembre 1972 et visiteront les universités.

Tout comme dans le cas précédent, les experts se prononceront à la fois sur la qualité du nouveau programme qui est à la source de l'opération, et sur son opportunité, compte tenu des ressources du réseau.

iii) *Administration publique*: cette opération «mini-sectorielle» a été menée directement par le Comité des programmes et son secrétariat. Le problème était d'évaluer l'opportunité d'inaugurer un programme de premier cycle en administration publique, compte tenu des besoins du secteur public et des ressources du réseau en programmes de formation en administration publique aux deuxième et troisième cycles, en programmes de formation en administration à tous les cycles et en programmes de science politique avec option en administration publique.

L'opération a donné lieu à l'élaboration d'un dossier sur

les programmes en vigueur, à une évaluation du nouveau programme lui-même, et à des consultations auprès de spécialistes et plus particulièrement auprès du Ministère de la fonction publique. Ces diverses démarches ont permis au Comité des programmes de conclure qu'un programme de premier cycle en administration publique n'était pas opportun, eu égard aux besoins socio-économiques actuels.

iv) *Les programmes d'études anciennes*: cette question est à l'ordre du jour depuis plus de deux ans; les études sur les programmes d'études anciennes furent menées principalement sous la direction de la conférence des recteurs à la suite d'une entente avec le Comité des programmes. Au printemps 1971 un rapport préliminaire est paru; il n'a été entériné que conditionnellement par le Comité des programmes. En janvier 1972 le Comité a décidé de reprendre l'étude du dossier afin de régler certaines questions restées en suspens (programmes dans les établissements de langue française, sort réservé aux professeurs dont les programmes ont été éliminés, par exemple). De son côté, la Conférence des recteurs a repris l'étude du dossier. Ses conclusions seront soumises au Comité des programmes, pour approbation finale, durant l'été 1972.

5.2.5 ATTITUDES ET ACTIVITÉS NOUVELLES DU COMITÉ DES PROGRAMMES

Deux années expérimentales ont permis au Comité des programmes de mieux mesurer l'importance des différentes «familles» de problèmes auxquels il doit faire face. Ses attitudes ou ses activités nouvelles découleront directement de l'expérience acquise et de sa perception du milieu de l'enseignement supérieur.

A) *Le problème de la multiplication des nouveaux programmes*

Il n'est pas suffisant d'accepter ou de refuser la mise en oeuvre de nouveaux programmes en raison des seuls critères de qualité; à l'avenir le Comité des programmes devra davantage tenir compte de l'ensemble des programmes du réseau universitaire et de leur nombre élevé (environ 1100), compte tenu du nombre d'établissements et de la population étudiante; il devra également tenir compte dans ses recommandations de l'étendue de la marge de manoeuvre des universités dans la transformation et le réaménagement de programmes existants.

B) *Suites à donner aux nouveaux programmes déjà approuvés*

La majorité des programmes approuvés comportent des conditions à remplir soit à court terme soit à moyen terme, et tous les programmes approuvés doivent être réévalués après cinq années de fonctionnement. On imagine donc facilement que le Comité des programmes devra consacrer de plus en plus de temps et d'efforts à la réévaluation des programmes approuvés, s'il veut suivre leur développement. Cette activité nouvelle pourrait facilement, avec le temps, devenir la principale activité du Comité s'il ne se donne pas une procédure simple et souple pour la réaliser. Celle-ci devra être élaborée au cours des prochains mois.

C) *Évaluation des programmes existants*

Le Comité des programmes devra définir sa politique vis-à-vis de ce type d'opération; mais, quelle que soit cette politique, il faut prévoir dès maintenant, comme on l'a déjà indiqué, que le Comité accordera de plus en plus d'importance à l'évaluation et à la coordination des programmes existants.

D) *Subventions aux nouveaux programmes*

Jusqu'ici, la question de financement n'a pas été un facteur déterminant dans l'approbation des projets de nouveaux programmes. Les années à venir pourraient être plus difficiles; il est connu que les subventions aux universités ne connaîtront pas, à court terme, d'augmentations spectaculaires. Par ailleurs, certains nouveaux programmes acceptés pour 1973 prendront une partie de «l'enveloppe» réservée aux nouveaux programmes; d'autres programmes approuvés en 1971 et 1972 devront continuer à recevoir des subventions d'émergence et diminueront d'autant «l'enveloppe». Il est donc prévisible que le Comité des programmes devra davantage tenir compte des ressources disponibles dans le choix des programmes à approuver. Une politique de priorités devra donc être définie sur cette question.

E) *Uniformisation de la nomenclature des diplômes*

Le Conseil des universités, à la suite de l'étude du rapport Geoffrion-Saint-Arnaud, a émis un avis sur l'uniformisation de la nomenclature des diplômes*. Le Comité des programmes a été chargé de suivre l'application du nouveau système de nomenclature.

* Voir supra, 5.1.

F) *Collaborations externes*: l'étendue du mandat du Comité des programmes l'a déjà amené à rechercher la collaboration d'organismes divers. Il faut prévoir que les nouvelles responsabilités qui lui incombent l'amèneront à rechercher plus intensément encore des collaborateurs externes; ceux-ci pourront être soit intégrés dans des sous-comités du Comité des programmes, soit placés sous la responsabilité d'organismes de coordination et de planification de l'enseignement supérieur.

G) *Adoption du cheminement continu*: le Comité des programmes entend adopter un processus d'évaluation continu. Il n'y aura donc plus de limite de temps pour la présentation des nouveaux programmes. Les universités devront cependant tenir compte de l'intention du Comité des programmes de présenter ses recommandations en deux tranches: la première au mois de janvier, l'autre au mois d'avril. Elles devront aussi considérer le fait qu'il faudra au Comité une période de temps suffisamment longue pour procéder à l'évaluation avant la présentation de ses recommandations.

H) *Réévaluation du statut et du mandat du Comité des programmes*: le Comité des programmes a été institué sur une base temporaire et expérimentale. Au cours de l'été 1972 il devra préparer et présenter au Conseil des universités une série de recommandations portant sur son statut et son mandat. Le Comité des programmes juge qu'il est maintenant temps de lui accorder un statut permanent et un mandat qu'il conviendra de préciser à la lumière des deux premières années de fonctionnement.

5.2.6 RECOMMANDATIONS

A) *Composition du Comité des programmes*

Considérant

- a) le départ de trois membres du Comité des programmes;
- b) la nécessité d'avoir dès le début d'une opération un Comité complet;

(Le Comité des programmes recommande au Conseil
(des universités et au Ministère de l'Éducation de compléter
(ses cadres aussitôt que possible.

B) *Collaboration avec le Comité d'évaluation de la Conférence des recteurs*

Considérant

- a) la division des tâches établie au cours des deux premières opérations entre le Comité des programmes et le Comité d'évaluation;
- b) que l'entente-cadre de collaboration est souvent considérée comme une garantie supplémentaire d'objectivité;
- c) qu'à court terme, il serait imprudent de transformer radicalement la procédure actuelle d'évaluation des programmes;

(Le Comité des programmes recommande qu'on lui
(permette de reconduire pour l'année 1972/73 le protocole
(de collaboration avec le Comité d'évaluation de la Confé-
(rence des recteurs.

C) *Honoraires pour expertises*

Considérant

- a) le traitement inégal qui est présentement accordé aux experts travaillant pour le compte du Comité des programmes selon qu'ils sont membres ou non d'un établissement subventionné par le gouvernement du Québec;
- b) que le recrutement des experts pourra d'année en année devenir d'autant plus difficile que le bassin d'experts québécois est relativement restreint et qu'il faut souvent s'adresser aux mêmes experts;
- c) que le travail des experts est exigeant et peut difficilement être compris dans la tâche normale d'un professeur d'université;

(Le Comité des programmes recommande que soit
(transformé le régime actuel de dédommagement des experts,
(afin de le rendre plus uniforme et plus incitatif, surtout à
(l'égard des experts québécois.

D) *Aide financière aux étudiants en rédaction de thèse*

Considérant

- a) qu'un grand nombre d'étudiants ne terminent pas la rédaction de leur thèse de deuxième ou de troisième cycle;
- b) que ce problème se présente avec plus d'acuité dans les disciplines des sciences de l'homme;
- c) que la racine du problème pourrait bien se trouver dans le système actuel d'aide aux étudiants;

(Le Comité des programmes recommande que le Con-
(seil envisage la possibilité de soumettre un avis au Ministre
(de l'Éducation à l'effet d'accroître le nombre de bourses pour
(les étudiants en rédaction de thèse, principalement pour
(les étudiants en sciences humaines.

E) *Prolongation du mandat du Comité des programmes*

Considérant

- a) le mandat provisoire actuel du Comité des programmes;
- b) l'intention du Comité des programmes de soumettre d'ici quelques semaines au Conseil des universités et à la Direction générale de l'enseignement supérieur un projet de mandat permanent pour un organisme de coordination des programmes;
- c) la nécessité d'assurer, à court terme, la transition entre un Comité expérimental et un organisme permanent de coordination des programmes;

(Le Comité des programmes recommande que la
(durée du mandat actuel du Comité des programmes soit
(étendue de quelques semaines afin de lui permettre de pour-
(suivre son travail jusqu'à ce qu'un organisme permanent
(soit mis sur pied.

5.3 **Développement du secteur des sciences appliquées**

Après avis favorable du Conseil, la Direction générale de l'enseignement supérieur entreprenait en 1971 la planification du secteur des sciences appliquées ⁽³²⁾ par la mise sur pied de l'Opération sciences appliquées. Le but de celle-ci était d'élaborer un plan en trois parties:

- plan intérimaire pour fins d'actions correctives;
- premier plan quinquennal 1973/78, précisant les enveloppes budgétaires requises;
- grandes orientations d'un second plan quinquennal 1978/83.

En janvier 1972, le Ministère demandait l'avis du Conseil sur le premier rapport d'actions correctives élaboré par l'Opération sciences appliquées, rapport intitulé: «*Actions correctives à court terme. Première partie: l'enseignement du premier cycle en génie.*» Après l'analyse de ce rapport, le Conseil soumettait au Ministre l'avis suivant, en date du 25 février 1972.

(32) Voir: Opération sciences appliquées, *O.S.A. Objectifs, organisation, programmation*. Ministère de l'Éducation, D.G.E.S., janvier 1971.

1. Avis général

1.1 CONSIDÉRANT l'accord que le Conseil a déjà donné sur le principe de l'Opération sciences appliquées;

CONSIDÉRANT la participation universitaire à la poursuite de l'Opération et la consultation faite auprès des universités sur les mesures correctives à apporter à court terme;

CONSIDÉRANT l'opportunité d'appliquer immédiatement les mesures soumises;

CONSIDÉRANT par ailleurs la nécessité d'engager complètement la collaboration des établissements et des organismes en cause;

1.2 le Conseil des universités est d'avis

qu'il y a lieu de mettre en oeuvre immédiatement les cinq recommandations contenues dans le rapport soumis en janvier 1972 sur les actions correctives à court terme dans le secteur de l'enseignement de premier cycle en génie, compte tenu des considérations contenues dans le présent avis.

1.3 Le Conseil des universités recommande

- (a) QUE soit assuré de façon encore plus systématique, dans le (cadre de l'O.S.A., le lien entre la collaboration des univer- (sitaires et la participation des établissements auxquels les (universitaires sont rattachés;
- (b) QUE soient mis en lumière de façon plus évidente les objec- (tifs globaux et les critères généraux du développement des (sciences appliquées, en regard des conditions régionales du (développement de ce secteur.

2. Avis particuliers

2.1 Le Conseil des universités est d'avis

que les recommandations 1, 4 et 5 du rapport devraient être acceptées telles que présentées et mises en oeuvre immédiatement. ⁽³³⁾

⁽³³⁾ Voir le texte des recommandations en appendice, p. 102.

2.2 CONSIDÉRANT que la deuxième recommandation du rapport devrait contenir explicitement une mise en garde contre une interprétation restrictive, comme le contexte l'indique d'ailleurs à la satisfaction du Conseil;

Le Conseil des universités est d'avis que la deuxième recommandation devrait s'énoncer comme suit:

- «a) que, compte tenu de l'évolution normale des programmes en vue d'une adaptation constante aux exigences professionnelles et aux aspirations des étudiants, aucun programme nouveau de premier cycle en génie dans l'une des spécialités déjà existantes au Québec ne soit implanté avant la fin du premier plan quinquennal (1978), sauf dans le cas du génie industriel;
- b) qu'en conséquence, les organismes compétents n'examinent pas avant 1975 de projet d'implantation de tels programmes, exception faite du génie industriel.»

2.3 CONSIDÉRANT que la troisième recommandation implique l'Université du Québec et ses constituantes de Chicoutimi et de Trois-Rivières;

CONSIDÉRANT judicieux les objectifs poursuivis et les solutions apportées;

CONSIDÉRANT que les étudiants devant s'engager dans un programme de formation générale en génie doivent avoir une assurance aussi grande de perspective de carrière que lorsqu'ils s'engagent dans un programme traditionnel de spécialité;

CONSIDÉRANT que la Corporation des ingénieurs du Québec devrait dès maintenant accepter le principe de la reconnaissance d'un tel programme pour l'exercice de la profession, laissant aux mécanismes réguliers d'accréditation la reconnaissance effective du programme dispensé à l'Université du Québec à Chicoutimi;

CONSIDÉRANT qu'en vue de concentrer les ressources et les énergies dans la mise sur pied de ce programme de formation générale en génie à l'Université du Québec à Chicoutimi, il y a lieu de conserver à Chicoutimi l'exclusivité de ce programme jusqu'en 1978;

CONSIDÉRANT qu'il devrait être laissé à l'Université du Québec l'initiative d'étudier et de soumettre la structure et le contenu des programmes proposés de formation générale en génie à Chicoutimi et de génie industriel à Trois-Rivières;

CONSIDÉRANT que, par l'intermédiaire de comités d'implantation, une liaison nécessaire serait établie facilement avec le ministère de l'Éducation et les organismes appropriés par un membre désigné par le ministère;

le Conseil des universités est d'avis que la troisième recommandation devrait s'énoncer comme suit:

a) que l'Université du Québec, compte tenu de sa volonté d'établir un système décentralisé d'enseignement et une mise en commun des ressources de ses constituantes, soit encouragée à coordonner l'enseignement du génie au sein de son réseau, à la lumière des activités des autres établissements universitaires;

b) que, dans cet esprit, l'Université du Québec à Chicoutimi soit autorisée et encouragée à implanter un programme de formation générale en génie, en exclusivité jusqu'en 1978;

c) que, de même, l'Université du Québec à Trois-Rivières soit autorisée et encouragée à implanter un programme de génie industriel;

d) qu'en vue de concentrer leurs énergies sur ces tâches nouvelles, les deux établissements en cause prennent les dispositions pour abandonner les programmes en génie qu'ils dispensent actuellement:

Trois-Rivières:	génie chimique génie électrique génie physique
-----------------	--

Chicoutimi:	génie civil génie chimique génie électrique génie mécanique génie métallurgique;
-------------	--

e) qu'à ces fins l'Université du Québec prenne les dispositions immédiates, en liaison avec les instances concernées, en vue de préciser la structure et le contenu des nouveaux programmes proposés, ainsi que les modalités et le calendrier relatifs à l'abandon des programmes existants et à l'implantation des programmes qui les remplaceront, dans la perspective des recommandations de l'Opération Sciences appliquées;

f) que l'Université du Québec fasse rapport au ministère de l'Éducation sur l'évolution et les résultats des travaux mentionnés en e), selon un calendrier proposé par le ministère.»

2.4 Le Conseil recommande de plus

- (QUE le Comité d'expertise de l'O.S.A. obtienne dès maintenant de la Corporation des ingénieurs du Québec la reconnaissance du principe de l'accréditation d'un programme de formation générale en génie pour l'exercice de la profession.

Appendice

PREMIÈRE RECOMMANDATION

QU'aucune faculté de génie, école d'ingénieurs ou autre structure universitaire ayant pour but la formation d'ingénieurs ne soit mise sur pied avant 1978.

Remarque: L'Opération Sciences Appliquées, dans la suite de ses travaux, s'emploiera à déterminer le moment propice à une telle mise sur pied, si ce moment se situe dans un avenir prévisible, de même que, le cas échéant, la région d'implantation et les orientations souhaitables.

QUATRIÈME RECOMMANDATION

QUE le Collège Loyola abandonne tous ses enseignements de génie selon des modalités et un calendrier à définir par le Conseil des universités dans le cadre de son opération «Grandes Orientations».

CINQUIÈME RECOMMANDATION

QUE ne soit envisagée, avant la fin de l'Opération Sciences Appliquées, laquelle est prévue pour le début de décembre 1973, l'implantation d'aucun programme spécialisé en génie du niveau de premier cycle universitaire dans une spécialité encore inexistante au Québec.

5.4 Développement des programmes d'internat et de résidence en médecine

A) *Position du problème*

Jusque là la responsabilité du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, l'organisation des programmes d'internat et de résidence était transférée aux universités le premier juillet 1970. Celles-ci, avec l'assentiment du Collège, des Ministères de l'Éducation et des Affaires sociales étaient désireuses de mettre à profit ce transfert de juridiction pour apporter certaines réformes aux programmes concernés, et pour améliorer les structures d'accueil hospitalières.

Saisi en mai et en juin 1970 de programmes qui devaient entrer en vigueur le premier juillet suivant, et conscient de l'opportunité du transfert de responsabilité qui s'opérait alors, le Comité des programmes approuvait ces nouveaux programmes pour une durée d'une année, le 12 juin 1970. La liste peut en être trouvée dans le deuxième rapport annuel du Conseil (pp. 66-67).

Il décidait en même temps de se livrer à une étude plus approfondie de l'enseignement médical spécialisé. En effet, une première analyse du problème de l'enseignement de spécialisation en médecine lui avait permis non seulement d'en mesurer l'ampleur et la complexité, mais aussi d'en déceler quelques points d'achoppement majeurs.

C'est délibérément que le Comité des programmes a décidé de traiter prioritairement de l'organisation et des structures d'accueil de l'enseignement, s'attachant moins, à l'occasion de cette première approbation des programmes de médecine, à la micro-évaluation de ceux-ci, ou à l'analyse du marché de l'emploi par spécialité, qui sera menée plus exhaustivement dans le cadre du plan sectoriel des sciences de la santé. Au cours des années précédentes, en effet, les défauts des programmes ou des cours apparaissaient moins lourds de conséquences que les lacunes de l'organisation générale de cet enseignement.

Sur la base des avis présentés par un comité d'expertise et par trois groupes de travail, le Comité des programmes traitait donc principalement:

- a) des subventions aux universités pour le fonctionnement des programmes dont elles venaient de prendre charge;
- b) des responsabilités de divers organismes intéressés à cet enseignement;
- c) des structures d'accueil hospitalières;

- d) du statut des enseignants cliniciens;
- e) du statut des internes et des résidents.

L'ensemble du rapport était approuvé par le Conseil des universités le 12 octobre 1971, et les recommandations de celui-ci transmises au Ministre de l'Éducation le 22 octobre. Les pages qui suivent relèvent les points principaux de l'avis adressé au Ministre, à l'exception des recommandations relatives à l'approbation des programmes: celle-ci ayant été décidée plus tôt, les recommandations afférentes figurent dans le deuxième rapport annuel du Conseil, tel que mentionné plus haut.

B) *Considérations et recommandations*

1° *Sur les programmes de spécialisation proprement dits*

1.1 Considérant

1° QUE la prise en charge de l'enseignement de spécialisation en médecine par les facultés a entraîné la restructuration et la refonte des programmes;

2° QU'elle a amené en particulier la création de nouveaux cours, et la restructuration de l'encadrement clinique, par la multiplication des coordonnateurs d'enseignement, par exemple;

3° QUE cette réforme a bénéficié d'une large collaboration des milieux professionnels intéressés, et

4° QU'elle répond généralement aux exigences d'un entraînement de spécialisation à la pratique de la médecine contemporaine;

5° QUE, toutefois, elle n'aborde qu'avec beaucoup de timidité les enseignements qui permettraient aux futurs médecins de répondre plus adéquatement aux besoins de la société, et de satisfaire en particulier aux exigences d'une médecine ouverte, globale, communautaire.

1.2 Le Conseil recommande

1° QUE soient approuvés les programmes de spécialisation en médecine qui lui ont été présentés par les facultés de médecine des universités Laval, McGill, de Montréal et de Sherbrooke;

2° QUE l'évaluation de ces programmes soit reprise éventuel-

lement avant la date d'expiration de la présente approbation (30 juin 1976), au terme du plan sectoriel de développement des sciences de la santé;

3° QUE toutes les facultés soumettent (ou resoumettent) au Comité des programmes, avant le 1er novembre 1971, pour mise en oeuvre le 1er juillet 1972, la structure et le contenu plus définitifs des programmes de spécialisation en médecine de famille;

4° QU'elles soumettent à la même date des éléments de programme destinés à assurer ou à parfaire la formation des résidents en médecine sociale;

5° QUE, en attendant le résultat du plan sectoriel de développement des sciences de la santé, les universités amorcent, en collaboration avec le Comité des programmes, la coordination de l'enseignement dans des secteurs où elle apparaît la plus urgente (médecine nucléaire, neurochirurgie... par exemple).

2° *Sur les subventions aux universités pour le fonctionnement de ces programmes*

2.1 Considérant

1° l'absence de données précises sur les ressources nécessaires au développement de cet enseignement, sous la responsabilité des facultés de médecine;

2° la faiblesse relative de la participation directe de l'État québécois, jusqu'à tout récemment, en matière de formation des spécialistes en médecine dont a besoin la société québécoise;

3° QUE le gouvernement devra pourtant assurer dorénavant la plus grande part du coût de cet enseignement, à la place des institutions hospitalières et des corps professionnels;

4° QUE les internes et résidents, comme étudiants, doivent défrayer une partie du coût de leur formation.

2.2 Le Conseil recommande

1° QUE soit renouvelée en 1971/72 la subvention accordée l'an dernier par le Ministère de l'éducation du Québec et le Ministère des affaires sociales, au titre de la formation des internes et résidents;

2° QUE cette subvention soit accrue de 6%, pour absorber l'accroissement annuel des coûts;

3° QUE les internes et résidents paient en 1971/72 des frais de scolarité équivalant à la moitié de ceux que paient les étudiants réguliers inscrits à temps complet aux programmes conduisant au titre de M.D.;

4° QUE soit attribuée à toutes les facultés, en 1971/72, pour préparation d'un projet de développement de l'enseignement de la médecine sociale et de la médecine préventive, une somme équivalant au traitement d'un professeur plein temps, à titre de subvention de fonctionnement, et une subvention d'investissement de l'ordre de \$10,000;

5° QUE soient éventuellement attribuées des subventions complémentaires, sur présentation de documents adéquats, pour la mise en oeuvre des plans de coordination par discipline proposés par les doyens des quatre facultés;

6° QUE soient assurées aux facultés de médecine, en 1972/73, après présentation de budgets-programme appropriés, des subventions couvrant le coût effectif du programme approuvé, outre une subvention d'un montant indéterminé dans les secteurs dont le Ministère des affaires sociales jugerait le développement prioritaire.

3° *Sur les responsabilités respectives des divers organismes intéressés à cet enseignement*

3.1 Considérant

1° les responsabilités juridiques respectives du Ministère des affaires sociales et du Ministère de l'Éducation en ce domaine, de même que celles attribuées actuellement au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec;

2° QUE les universités se sont vu confier par les organismes précédents la responsabilité directe de l'enseignement de spécialisation en médecine;

3° QUE, malgré les textes établissant juridiquement ces responsabilités, la situation concrète de l'enseignement de la médecine à ce niveau reste confuse, et que les étudiants résidents semblent laissés pour compte;

4° QUE le Comité des programmes évalue les programmes en s'appuyant sur des expertises effectuées par des scientifiques reconnus et dont les universités approuvent le choix.

3.2 Le Conseil recommande

1° QUE l'enseignement spécialisé en médecine soit la responsabilité des universités du Québec, par l'intermédiaire de leurs facultés de médecine;

2° a) QUE le Ministère des affaires sociales ait la responsabilité de l'évaluation des besoins de la société, par spécialité;

b) QUE le Comité des programmes ait la responsabilité de l'approbation et de l'évaluation des programmes de spécialisation en médecine soumis par les universités, comme il a la responsabilité de l'évaluation et de l'approbation de tous les programmes des universités du Québec;

c) QUE le Comité des programmes, sous l'autorité du Ministère de l'éducation et du Conseil des universités, assure la coordination interuniversitaire de l'enseignement;

d) QUE le Comité des programmes tienne compte des résultats du travail du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec et du Collège royal concernant leur oeuvre conjointe d'évaluation des structures d'accueil offertes par les hôpitaux d'enseignement;

e) QUE le Comité des programmes établisse une entente avec le Collège des médecins pour que les comités d'évaluation de ce dernier s'adjoignent des observateurs représentant les parties intéressées;

f) QU'au niveau de l'exécution, les universités aient pleine autorité pour coordonner la mise en oeuvre des programmes, et plus particulièrement des activités respectives d'enseignement et de recherche des divers types d'hôpitaux dans lesquels cet enseignement est dispensé.

4° *Sur les structures d'accueil*

4.1 Considérant

1° la diversité actuelle des structures d'accueil hospitalières, et leurs importantes disparités qualitatives;

- 2° la situation de transition dans laquelle se trouvent actuellement les institutions hospitalières du Québec, alors que se restructure l'ensemble de notre système de santé;
- 3° l'intégration de plus en plus poussée, à tous les niveaux, de l'enseignement professionnel à l'ensemble de l'enseignement universitaire, dont il bénéficie des équipements;
- 4° l'intégration de plus en plus poussée, également, de l'enseignement médical et de l'enseignement para-médical, dans le cadre de centres hospitaliers universitaires rattachés physiquement, ou non, à la faculté de médecine;
- 5° la nécessité d'une période de transition entre le système actuel de dispersion des hôpitaux d'enseignement et un système futur de plus grande concentration;
- 6° le fait que pour la première fois le Collège royal et le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ont effectué conjointement une évaluation de ces structures d'accueil, à des fins d'accréditation;
- 7° QUE le Comité des programmes n'a pas jugé bon de reprendre cette évaluation, et en a accepté les résultats.

4.2 Le Conseil recommande

- 1° QUE, pour pourvoir à l'enseignement médical en général, et à l'enseignement médical spécialisé plus particulièrement, soit plus activement poursuivie la concentration de l'enseignement dans les institutions hospitalières se consacrant prioritairement à l'enseignement et pouvant offrir un enseignement intégré de tous niveaux, et des équipements importants dans le domaine des bibliothèques, des laboratoires d'enseignement et de recherche, de même que des ressources suffisantes sur le plan humain, tant en ce qui concerne le corps enseignant que la clientèle des patients;
- 2° QUE, en attendant l'adoption d'un plan sectoriel de développement dans le domaine des sciences de la santé, les universités présentent au Comité des programmes, avant le 1er octobre 1972, un rapport d'évolution sur l'intégration et la coordination par la faculté de médecine des ressources hospitalières requises pour l'enseignement des sciences cliniques.

5° *Sur les professeurs d'enseignement clinique*

5.1 Considérant

1° QUE l'on distingue généralement l'enseignement des sciences fondamentales, dispensé surtout à la faculté, de l'enseignement des sciences cliniques, dispensé pour la plus grande part dans les hôpitaux;

2° QUE le professeur de sciences cliniques doit en principe mener de pair deux types d'activités: activités d'enseignement et de recherche d'une part, et activités professionnelles, c'est-à-dire services aux malades, d'autre part;

3° QUE, depuis une vingtaine d'années, il est apparu que les enseignants cliniciens rémunérés à l'acte ne peuvent répondre adéquatement aux exigences croissantes de l'enseignement, tant sur le plan académique que sur les plans scientifique et administratif;

4° QUE, au Québec, deux catégories d'enseignants cliniciens sont maintenant reconnues: le «plein temps géographique», et l'enseignant à temps partiel.

5.2 Le Comité recommande

1° QUE les facultés de médecine continuent à utiliser pour l'enseignement des sciences cliniques des enseignants à temps plein avec deux types d'activités (enseignement et recherche — et activités professionnelles) communément appelés «plein temps géographique», et des enseignants à temps partiel;

2° a) que l'engagement et la définition des tâches académiques et professionnelles des enseignants de ces différentes catégories relèvent des autorités universitaires et soient l'objet d'ententes précises entre les parties intéressées;

b) que les professeurs plein temps géographique cliniciens exercent la totalité de leurs activités dans le cadre universitaire, qu'il soit l'hôpital d'enseignement ou tout autre lieu d'enseignement et de recherche défini par l'université;

3° QUE la faculté de médecine et l'hôpital d'enseignement assument la responsabilité de fournir aux professeurs de sciences cliniques les moyens nécessaires pour réaliser les tâches décrites dans l'entente intervenue entre eux;

4° QUE l'université accorde aux médecins enseignants à plein temps géographique une rémunération de base et les avantages sociaux correspondant aux politiques en vigueur dans les universités;

5° QUE le professeur clinicien à temps partiel, puisqu'il s'adonne à des activités rattachées aux programmes réguliers d'enseignement et de recherche, soit rémunéré pour ses activités académiques en conformité avec les normes en vigueur dans les différentes facultés universitaires, selon des conditions définies contractuellement;

6° QUE les facultés de médecine exercent un contrôle plus strict de l'enseignement clinique:

a) que ce contrôle soit surtout un contrôle direct exercé, selon les structures de l'université, par l'intermédiaire d'un vice-doyen de la faculté à l'enseignement clinique, d'un directeur de l'enseignement médical dans chaque hôpital, d'un directeur du département facultaire, d'un chef du département hospitalier...

b) que l'évaluation de l'enseignement des sciences cliniques s'insère dans des cadres officiels parfaitement connus des professeurs et des étudiants, et associe les uns et les autres au sein du Comité ad hoc comprenant aussi des administrateurs;

c) que l'attribution des tâches et leur contrôle soient la responsabilité du doyen, comme dans le cas de ses collègues des autres facultés;

d) que la faculté assume la responsabilité de l'accréditation des résidents à des postes hospitaliers (Le Comité des programmes suggère que les résidents soient représentés au sein de l'organe d'accréditation);

7° QUE le Ministère de l'éducation, le Ministère des affaires sociales et les facultés concernées accélèrent leurs efforts en vue d'une évaluation plus rigoureuse des besoins de l'enseignement de spécialisation, afin que le gouvernement y consacre de justes subventions.

6° *Sur le statut des internes et des résidents*

6.1 Considérant

1° la décision prise il y a deux ans de confier aux facultés de

médecine du Québec la responsabilité de la formation médicale post-M.D.;

2° QUE les facultés de médecine du Québec et leur université respective ont accepté de prendre en charge cette formation;

3° QUE les facultés de médecine ont soumis des procédures d'accueil et des programmes universitaires de formation médicale post-M.D. qui ont été adoptés par le Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec le 16 octobre 1970, et le Conseil des universités au mois de juin 1970;

4° QUE les facultés de médecine ont proposé des milieux hospitaliers de formation médicale post-M.D. qui, après enquête tant par le CMCPQ que par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada, ont été agréés récemment;

5° QUE toutes les facultés de médecine du Québec assument maintenant la responsabilité de la formation médicale post-M.D.;

6.2 Le Conseil recommande

1° DE définir le statut universitaire des internes et des résidents comme étant celui:

- a) d'étudiants réguliers (i.e. des étudiants inscrits à un programme conduisant à un diplôme universitaire), inscrits à la totalité d'un programme établi par une faculté,
- b) sous le régime particulier de l'internat et de la résidence (i.e. dans un programme de formation post-M.D. agréé par le C.M.C.P.Q.)⁽³⁴⁾

2° QUE les internes et résidents paient, selon des modalités à déterminer et à mesure de l'entrée en vigueur de programmes bien structurés, des frais de scolarité arbitrairement évalués à la moitié de ceux que paierait un étudiant régulier à temps complet inscrit aux études menant à l'obtention du M.D.;

3° QUE la faculté de médecine décerne une attestation au terme de l'internat;

⁽³⁴⁾ Cette formation ne peut se poursuivre sans que les internes et les résidents ne rendent des services professionnels au sein d'une équipe médicale dans le cadre d'un hôpital d'enseignement agréé par le CMCPQ (Article 10.01 de l'entente intervenue le 18 mars 1970 entre le Ministère de la santé, l'AHPQ et les représentants syndicaux des résidents et internes du Québec); "tous les services professionnels rendus par les internes et les résidents doivent l'être dans le cadre de leur formation post-doctorale" (réunion convoquée par monsieur Roch Boivin, le 20 février 1970, des représentants du CMCPQ et des facultés de médecine du Québec).

4° QUE l'université décerne un diplôme universitaire au terme de la résidence.

Conclusion

Tout au long de ces analyses sur le système de l'enseignement spécialisé en médecine, le Comité des programmes et le Conseil ont pu identifier des lacunes liées à la rapidité des changements technologiques et scientifiques des dernières décennies, à la transformation du mode d'exercice de la médecine, à l'urbanisation continue de la société québécoise, au traditionalisme du corps professoral et de la profession, à l'indifférence des pouvoirs publics à l'égard de ce niveau d'enseignement.

En même temps, le Comité des programmes et le Conseil ont pu mesurer à leur juste valeur les efforts des facultés de médecine et des organismes médicaux professionnels, surtout dans le cours des années '60, en vue du renouvellement de cet enseignement et de son adaptation aux exigences actuelles. Bien que les rapports du sous-comité d'expertise et des groupes de travail ⁽³⁵⁾ aient eu pour objectif premier l'identification des problèmes posés, plus que la recherche de solutions qui puissent être appliquées rapidement, le Conseil est d'avis que la réforme des études spécialisées en médecine est bien amorcée.

Le Comité des programmes, pour sa part, peut témoigner du dynamisme des hommes qui, dans les facultés de médecine, animent ces réformes. Le Conseil souhaite que, sans attendre les contraintes toujours possibles d'un plan de développement que les circonstances pourraient rendre autoritaire, les facultés de médecine, les institutions hospitalières, les corporations professionnelles et le gouvernement mettent tout en oeuvre pour consacrer à ce secteur d'enseignement les ressources humaines et financières qui ont jusqu'ici largement fait défaut et que ne peut plus remplacer le dévouement de quelques hommes.

(35) Ces rapports peuvent être obtenus du Conseil des universités, sur demande.

VI — Planification des activités de recherche

Le Conseil des universités oeuvre en ce domaine par l'intermédiaire principalement de la Commission de la recherche universitaire qui en 1971/72 a dirigé la répartition des fonds du programme «Formation de chercheurs et Action concertée» créé par le Ministère de l'Éducation, et a discuté d'une politique de coordination et de développement des centres et organismes divers de recherche. Le Conseil pour sa part a traité directement du financement des revues scientifiques.

Nous dresserons ci-après le bilan des travaux de la Commission de la recherche universitaire dans les deux domaines pré-cités en résumant son rapport annuel, que le Conseil adoptait le 16 juin dernier, et nous rapporterons les principaux éléments de l'avis que celui-ci adressait au Ministre de l'Éducation sur le financement des revues.

6.1 La Commission de la recherche universitaire

A) Composition de la Commission	Terme du mandat
M. André BELLAVANCE Étudiant gradué Université de Montréal	novembre 1972
M. Lionel BOULET Directeur de l'Institut de recherche de l'Hydro-Québec	novembre 1972
M. Jacques BRAZEAU Vice-doyen de la Faculté des études supérieures Université de Montréal	décembre 1973
M. Fernand DUMONT Directeur de l'Institut supérieur des sciences humaines Université Laval	décembre 1973

M. Jacques DUNNIGAN Professeur Université de Sherbrooke	janvier 1975
M. Walter HITSCHFELD Doyen de la Faculté des études graduées Université McGill	janvier 1975
M. Maurice L'ABBÉ Vice-recteur aux études et à la recherche Université de Montréal	décembre 1973
M. Ludovic OUELLET, président Directeur du département de chimie, Université Laval	novembre 1972
M. Jacques PARENT Doyen du 2 ^e cycle Université du Québec à Trois-Rivières	janvier 1975
M. Pierre MARCEAU Secrétaire de la Commission Conseil des universités	

B) Fonctionnement de la Commission

Réduite à son président et à trois membres durant une partie de l'année, la Commission de la recherche universitaire n'a tenu en 1971/72 que quatre réunions. Elle a pu toutefois mener à bien la sélection des demandes de subvention adressées au Ministère en vertu du programme «Formation de chercheurs et Action concertée», grâce aux mécanismes élaborés en 1970/71 et réutilisés en 1971/72. Cette opération de sélection a d'ailleurs absorbé la Commission de janvier à avril dernier.

6.2 Programme de subventions «Formation de chercheurs et Action concertée»

A) Introduction

À la suite d'une entente intervenue avec le Ministère et conformément à la recommandation du Conseil (voir deuxième rapport du Conseil, p. 85), la Commission a assumé la responsabilité de l'évaluation des demandes de subvention adressées au Ministère de l'Éducation en vertu du programme «Formation de chercheurs et Action concertée». Elle s'est acquittée de cette tâche selon des modalités semblables

à celles qui ont été établies pour l'examen des demandes en 1971. On trouvera des précisions à cet égard dans la brochure explicative du programme (document DGES-FCAC-72-01) que le Ministère a distribuée largement dans les universités, et dans le document ci-annexé contenant les directives au jury (annexe III).

B) Subventions pour équipes, séminaires et congrès

Cinq cent trente-deux (532) demandes de subvention d'équipes — environ \$15 millions — ont été présentées au Ministère par les universités. Ces demandes ont été évaluées par des jurys constitués de huit (8) scientifiques dont chacun a reçu au début du mois de février le dossier complet des demandes référées au jury. Chaque jury a siégé au moins trois jours en assemblée plénière. Deux cent quarante-trois (243) demandes ont été retenues, totalisant \$4.3 millions, dont cent quarante-neuf (149) — \$3 millions — avaient été subventionnées l'an dernier.

Après avoir reçu vers la fin de mars les rapports des jurys, le Comité directeur formé par la Commission de la recherche universitaire a contrôlé la cohérence de l'application des critères et de l'interprétation des objectifs du programme. Dans ce but, il a notamment rencontré chacun des présidents-rapporteurs.

Les hauts fonctionnaires membres du Comité directeur ou des jurys ont particulièrement contribué à une meilleure coordination entre les objectifs du programme «Formation de chercheurs et Action concertée» et ceux des divers organismes gouvernementaux intéressés aux besoins du Québec en matière de recherche.

Il y a lieu de mentionner, en outre, que les jurys travaillent actuellement à la partie de leur mandat qui a trait aux priorités propres à chaque discipline et que la Commission de la recherche universitaire fera le point prochainement à ce sujet. On peut déjà déceler une amélioration sensible de la cohésion des équipes subventionnées et de la qualité des programmes de recherche. Toutefois, nous devons nous interroger au sujet des équipes subventionnées en 1971/72 qui n'ont pas présenté une demande de renouvellement.

La Direction générale de l'enseignement supérieur est informée de certaines remarques qui doivent être transmises aux équipes subventionnées.

De son côté, la Commission de la recherche universitaire se propose d'avoir des entretiens avec les autorités universitaires pour

discuter des commentaires importants qui ressortent des rapports des jurys.

Sur proposition de la Commission de la recherche, le Conseil des universités a recommandé au Ministre de l'Éducation l'octroi de subventions dont le bilan figure dans le tableau XII.

C) Subventions pour Centres et services à la recherche

Les demandes de subventions de centres ont été examinées par le Comité directeur avec un soin particulier. Chacune a fait l'objet d'une discussion avec les responsables respectifs à l'occasion de visites effectuées dans les universités.

Le développement de centres de recherche valables pose un problème très important que la Commission de la recherche universitaire a examiné sous plusieurs aspects. C'est aussi un problème très complexe dont elle ne croit pas tenir encore tous les éléments mais dont elle va continuer de se préoccuper.

Pour l'étude des demandes présentées à ce programme nous devons tenir compte en particulier des circonstances suivantes:

- 1) la disponibilité de subventions d'équipes dont l'attribution dépend d'une appréciation favorable par des jurys constitués de scientifiques;
- 2) la possibilité qu'ont les universités de rémunérer les chercheurs à même la masse salariale qui leur est attribuée.

L'octroi de subventions importantes à des centres fournit des moyens additionnels, mais ne constitue pas toujours une condition essentielle à la poursuite de travaux de recherche importants et de grande qualité.

Par ailleurs, le Conseil s'interroge sur les réserves qu'ont généralement faites les jurys à l'égard des demandes provenant d'équipes qui appartiennent à des centres. Il y a lieu, toutefois, de tenir compte du fait que les critères du programme actuel quant au financement des centres n'ont été formulés que récemment. Les recommandations des jurys confirmaient une impression qui se dégageait de la visite qu'effectuait le Comité directeur en février 1972, en rapport avec les demandes pour l'année en cours. En conséquence, les recommandations du Conseil sont inspirées par la prudence; il craint en effet de détruire des actifs qui pourraient être développés, mais aussi d'accorder des encouragements qui pourraient être prématurés ou même injustifiés.

Tableau XII
Formation de chercheurs et action concertée
Subventions pour équipes, séminaires, congrès
1972/73
(en \$'000)

INSTITUTION	PHYSIQUE MATH	CHIMIE SC. DE LA TERRE	SCIENCES DE LA VIE	S.A.P.P.R.	E.P.D.G.	EDUCAT.	H.A.L.L.	TOTAL
LAVAL	253.6	323.5	262.5	174	156	172.4	119	1461.0
MONTREAL	316	133	189.5	123	42.5	176 *	54	1034.0
H.E.C.					28		2.2	30.2
POLYTECHNIQUE	110.5	169						279.5
SHERBROOKE	61	135	63	20	87	31		397.0
U.Q.A.M.	9	24		21	35	101	96.9	286.9
U.Q.T.R.	10	22	46	5	6		17	106.0
U.Q.A.C.	8	77			5	4	5.5	99.5
C.E.U.R.						10		10.0
I.N.R.S.	72	55		21	49			197.0
McGILL	68	72	32	12		43	9	236.0
S.G.W.	80.5	35	4.8			77		197.3
Total/jury	988.6	1045.5	597.8	376.0	408.5	614.4	303.6	4334.4

* dont 50.0 à être versé à Laval pour un projet conjoint
S.A.P.P.R. : Sociologie, anthropologie, philosophie, psychologie, religion.
E.P.D.G. : Économique, science politique, géographie, droit.
H.A.L.L. : Histoire, arts, littérature, linguistique.

Pour la sous-catégorie des services à la recherche, les recommandations constituent une nouvelle incitation à réduire les déficits en exigeant des contributions réalistes de la part des utilisateurs. Dans certains cas, cependant, il s'avère nécessaire d'accorder des subventions qui peuvent paraître disproportionnées à l'utilisation qui est faite actuellement des services en question. Les recommandations du Conseil ne constituent qu'un jugement préliminaire et prudent quant à l'opportunité de maintenir certains de ces services.

Il faut mentionner aussi un problème important qui vient de la cessation brusque ou de l'arrivée à terme d'au moins cinq subventions importantes issues d'autres sources. Nous avons été saisis de ce problème trop tard pour que nos recommandations puissent en tenir compte adéquatement.

Au total, sur proposition de la Commission de la recherche universitaire, le Conseil a recommandé que soient attribuées pour les Centres et Services les subventions dont le total figure au tableau XIII et le détail dans les annexes IV et V de ce rapport.

Tableau XIII

Formation de chercheurs et action concertée

Subventions pour centres et services à la recherche

1972/73

(en \$'000)

INSTITUTION	CENTRES	SERVICES	TOTAL
LAVAL	95	166*	261
MONTREAL	85	90*	175
U.Q.A.M.	100	30	130
SHERBROOKE	15	15	30
U.Q.T.R.	30	12	42
C.E.U.R.	—	*	
McGILL	—	14*	14
Total	325	327	652

* Comprend une subvention conjointe Laval, Montréal, McGill, CEUR.

Tableau XIV

Formation de chercheurs et action concertée

Subventions générales de recherche (1972/73)

(en \$'000)

LAVAL	102
MONTREAL	80
H.E.C.	17
POLYTECHNIQUE	32
SHERBROOKE	39
U.Q.A.M.	32
U.Q.T.R.	22
U.Q.A.C.	22
C.E.U.R.	16
I.N.R.S.	27
E.N.A.P.	30*
McGILL	29
S.G.W.	27
Total	475

* En considération de demandes recommandées par les jurys mais peu acceptables pour des raisons techniques.

D) Subventions générales

Lors de la visite qu'il a faite des universités, le Comité directeur s'est informé de l'utilisation de la subvention générale de recherches accordée pour l'année courante. Il se déclare convaincu de l'importance de la souplesse qu'accorde cette catégorie de subvention, non seulement pour parer aux imprévus de la recherche mais aussi comme moyen de développement d'équipes valables.

Il lui est même apparu que plusieurs des demandes de subventions qu'il a eu à examiner pourraient être mieux satisfaites par ce mécanisme que par le moyen d'une subvention de démarrage.

C'est ainsi que plusieurs projets qui n'apparaissent pas parmi ceux qui ont été recommandés ci-dessus pourraient être entrepris sous la responsabilité de l'université.

La détermination des montants de subventions par la formule actuelle — un montant de base auquel s'ajoute un montant proportionnel aux subventions d'équipes — paraît satisfaisante.

Considérant ce qui précède, le Conseil des universités a recommandé

- (QUE le Ministre de l'Éducation octroie les subventions
- (générales de formation de chercheurs et d'action concertée
- (dont les montants sont indiqués au tableau XIV.

Tableau XV

Formation de chercheurs et action concertée

Total des subventions du programme, par université

(en \$)

LAVAL	1 824 000
MONTREAL	1 289 000
H.E.C.	47 200
POLYTECHNIQUE	311 500
SHERBROOKE	566 000
U.Q.A.M.	348 900
U.Q.T.R.	170 000
U.Q.A.C.	121 500
C.E.U.R.	26 000
I.N.R.S.	224 000
E.N.A.P.	30 000
McGILL	279 000
S.G.W	224 300
Total	5 481 400

6.3 Politique québécoise de la recherche scientifique

A) Comité et Conseil des politiques scientifiques

Ce rapport fait état d'une partie du rôle joué par la Commission de la recherche universitaire pour doter le Québec des outils nécessaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une politique scientifique.

Tableau XVI

Formation de chercheurs et action concertée
Subventions pour équipes, séminaires, congrès.
Tableau récapitulatif et analytique
en fonction des nouvelles demandes.

	PHYSIQUE MATH		CHIMIE SC. DE LA TERRE		SCIENCES DE LA VIE		SAPPR		EPDG		EDUCAT.		HALL		TOTAL	
	*	**	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
RENOUVEL- LEMENTS	29	804.1	33	780.0	27	402.3	12	184.0	11	215.0	23	433.5	14	235.2	149	3054.1
NOUVELLES DEMANDES	11	184.5	15	245.5	21	195.5	10	192.0	15	193.5	14	180.9	8	68.4	94	1260.3
TOTAL:	40	988.6	48	1025.5	48	597.8	22	376.0	26	408.5	37	614.4	22	303.6	243	4314.4

* Nombre de subventions

** Montant des subventions en \$'000.

S.A.P.P.R.: Sociologie, anthropologie, philosophie, psychologie, religion.

E.P.D.G.: Economique, science politique, géographie, droit.

H.A.L.L.: Histoire, arts, littérature, linguistique.

La première partie de ce rôle avait été jouée au printemps de 1970.

La Commission de la recherche universitaire (premier rapport annuel 1969-70, Conseil des universités, p. 97) avait recommandé que le gouvernement québécois «reprenne et active les travaux devant mener à la création aussi prochaine que possible d'un Conseil québécois de la recherche scientifique».

Le gouvernement a donné suite à cette recommandation en mettant en place le Comité des politiques scientifiques du Québec et le Conseil de la politique scientifique du Québec.

Le *Comité des politiques scientifiques* est formé des quatre ministres de l'Industrie et du Commerce, de l'Éducation, des Affaires sociales et de l'Environnement. Il a la responsabilité de préciser les orientations générales et les actions à entreprendre dans le domaine de la recherche scientifique au Québec.

Le *Conseil de la politique scientifique* a été formé en janvier 1972. C'est un organisme consultatif attaché au Comité des politiques scientifiques. Le président actuel de la Commission de la recherche universitaire est membre du Conseil de la politique scientifique.

B) *La Commission de la recherche universitaire et la politique de la recherche*

La Commission de la recherche universitaire a concentré ses énergies sur la mise au point d'un mécanisme de subventions aux chercheurs universitaires du Québec. Elle a rodé le programme «Formation de chercheurs et Action concertée».

Comme l'indique son rapport annuel, le régime de subventions d'équipes est en place. Quoique encore imparfait, il exerce une influence sur la recherche universitaire québécoise. Il permet de subventionner la recherche universitaire dans tous les domaines, des arts et de la littérature jusqu'au génie civil. Le Ministère de l'Éducation distribue, par l'intermédiaire de ce régime, des montants importants.

Il existe évidemment de nombreux problèmes concernant la recherche sur lesquels la Commission devra se pencher: celui des priorités, celui de la collaboration avec les organismes fédéraux, celui du rôle de la recherche dans les objectifs de l'enseignement supérieur, celui des grandes orientations des établissements d'enseignement supérieur. La Commission en a entrepris l'étude et pris des contacts pour que des solutions valables leur soient trouvées.

6.4 Financement des revues scientifiques

Le Conseil des universités donnait suite en 1971/72 à l'une des recommandations du Comité des Presses universitaires ⁽³⁶⁾ en demandant à M. Bernard Bonin, professeur à l'École des Hautes Études Commerciales et membre du Comité des Presses, de lui formuler des propositions sur le financement des revues scientifiques. M. Bonin présentait son rapport sur le sujet le 25 novembre 1971. Le Conseil en dégagait des recommandations qu'il adoptait le 25 janvier 1972, et qu'il adressait immédiatement au Ministre de l'Éducation.

Nous résumons ci-après le rapport de M. Bonin et rapportons les recommandations du Conseil au Ministre.

A) *Sommaire du rapport sur le financement des revues scientifiques*

Le gouvernement du Québec n'a pas donné de subventions spécifiques aux Presses universitaires depuis quelques années. Les revues scientifiques, dont plusieurs émargent au budget des Presses, risquent de faire face à des problèmes de financement sérieux; certaines y sont déjà confrontées.

Les objectifs de la coordination et du financement des revues devraient, en particulier, englober les suivants:

- 1° Permettre aux revues valables dont l'existence pourrait être menacée pour des raisons financières ou autres de continuer d'exister.
- 2° Permettre le lancement de nouvelles revues lorsqu'une idée intéressante surgit.
- 3° Améliorer, dans certains cas, la qualité des revues.
- 4° Éviter les doubles emplois inutiles, particulièrement quant à l'avenir.

Les normes et critères du financement des revues devraient, en particulier, tenir compte des facteurs suivants:

- 1° Les services rendus, basés sur des caractéristiques telles que le nombre de répertoires bibliographiques dans lesquels la revue est indexée, le nombre d'abonnements, le tirage, les échanges, etc.

⁽³⁶⁾ Voir deuxième rapport annuel, p. 89.

2° Les doubles emplois.

3° La composition des conseils de rédaction ou de direction.

4° Les budgets.

Compte tenu des états financiers sommaires reçus des revues existantes, il est recommandé de prévoir un fonds d'environ \$250,000 pour soulager les tensions financières que peuvent connaître les revues existantes et les nouvelles revues que l'on désirerait publier.

Le mécanisme et le calendrier de l'analyse annuelle des besoins sont prévus suivant les recommandations suivantes:

Le ministère de l'Éducation créerait un fonds spécial pour le financement des revues scientifiques à même le montant réservé aux subventions d'action concertée. Ce fonds servirait à financer les revues existantes et les revues nouvelles proposées. La répartition en serait confiée à un sous-comité permanent de la Commission de la recherche qui recevrait les demandes des universités, les étudierait, rencontrerait les intéressés et recommanderait l'attribution d'un montant global à chacune des institutions concernées. Les universités resteraient alors libres de répartir les fonds comme elles l'entendraient entre les diverses revues qu'elles publient. Cependant, ces fonds ne seraient pas transférables à d'autres postes de budget des universités. Il serait souhaitable que la décision du sous-comité comporte l'assurance du montant minimum pour plus d'une année.

B) *Recommandations du Conseil au Ministre de l'Éducation*

Après analyse du rapport sur le financement des revues scientifiques, le Conseil des universités en acceptait les conclusions, et il adoptait les recommandations suivantes que le Ministère acceptait à son tour peu après:

(1° QUE soit constitué pour le financement des revues scientifiques un fonds spécial apparaissant sous un poste spécifique des budgets annuels de fonctionnement des universités;

(2° QUE les recommandations annuelles quant à la répartition de ce fonds émanent d'une sous-commission de la Commission de la recherche universitaire, qui recevrait les demandes des universités par un mécanisme semblable et un calendrier parallèle à ceux du programme d'actions concertées;

- (3° QUE les objectifs suivants soient poursuivis dans l'application de ce programme de financement des revues scientifiques:
- (a) assurer la survivance des revues valables dont l'existence est menacée;
 - (b) permettre le lancement des nouvelles revues qui répondent à des besoins explicites et sont étayées par des ressources humaines suffisantes;
 - (c) améliorer dans certains cas la qualité des revues;
- (4° QUE des critères rigoureux d'obtention d'une subvention soient élaborés en fonction des objectifs et exigences suivants:
- (a) extension et qualité des services rendus (ou à rendre dans le cas d'une nouvelle revue);
 - (b) singularité et originalité de ces services, afin d'éviter les doublages inutiles;
 - (c) qualité et représentativité des conseils de rédaction ou de direction des revues;
 - (d) évaluation des besoins, après analyse des états financiers et des prévisions budgétaires de chacune des revues;
- (5° QUE l'attribution d'un montant global soit faite à chacun des établissements, avec indication de la somme allouée pour chacune des revues, et que les établissements effectuent eux-mêmes en cours d'exercice la distribution des fonds, et décident si nécessaire de virements de crédits d'une revue à l'autre;
- (6° QUE l'utilisation des fonds fasse l'objet d'un rapport annuel par les autorités de l'établissement;
- (7° QUE les recommandations de la sous-commission comportent l'assurance d'un montant minimum pour plus d'une année au besoin;
- (8° QUE l'on procède immédiatement à l'application de ces recommandations, malgré la date tardive de leur présentation, et que le fonds spécial pour 1972/73 s'élève à \$250,000 environ.

VII — Financement de l'enseignement supérieur Subventions de fonctionnement

7.1 Introduction

L'analyse des budgets universitaires constitue une excellente occasion pour situer le développement de l'enseignement supérieur dans le contexte plus large de l'évolution du système d'éducation et de l'ensemble de la société.

En principe, c'est en fonction des objectifs généraux de notre système d'enseignement supérieur, d'une part, et des missions particulières de chaque établissement universitaire, définies à la lumière de ceux-là, d'autre part, que devraient être analysés les budgets des universités. Le Conseil des universités poursuit actuellement des travaux qui l'amèneront à proposer au ministre de l'Éducation et à la communauté universitaire des objectifs et missions de ce type. Comme il n'en annoncera les conclusions qu'à la fin de l'année 1972, celles-ci ne sauraient donc inspirer ses recommandations budgétaires que pour l'année 1973/74. Par ailleurs, la masse des documents à analyser, l'absence d'outils adéquats d'évaluation des variables d'entrée et de sortie du système universitaire, l'imperfection de la formule actuelle d'allocation des ressources à chacun des établissements rendent la présente opération à la fois difficile et insatisfaisante.

Pourtant, l'expérience des deux dernières années permet au Conseil d'aborder l'analyse des budgets universitaires plus sûrement que dans le passé. Ainsi, laissant au ministère de l'Éducation et aux universités la responsabilité d'élaboration du matériel statistique indispensable, a-t-il jugé important de s'attacher surtout à l'étude des grandes masses budgétaires et de leur évolution; par là, il veut en particulier aider les établissements à prévoir et à prévenir les déséquilibres financiers, positifs ou négatifs, qui ont été la caractéristique dominante des budgets de plusieurs universités dans les années récentes.

Le Conseil note avec beaucoup de satisfaction la détermination qu'a apportée le ministère à l'élaboration de calendriers d'analyse budgétaire permettant d'annoncer les subventions aux universités à une date qui facilite leurs tâches de gestion et de planification. Il veut aussi rendre témoignage de la qualité de la collaboration qu'il a entretenue avec le ministère tout au long du processus d'étude des sub-

ventions, tant en ce qui concerne l'échange d'information que l'établissement du processus et des calendriers de l'analyse. Le Conseil aime à croire que, par le travail de son Comité des budgets, il a pu quant à lui influencer les propositions gouvernementales au cours même de leur élaboration. Le tableau XVIII illustre le fait que, compte tenu de corrections techniques mineures apportées au calcul des subventions après avis du Conseil, celui-ci et le ministère se sont entendus sur des propositions identiques, sauf dans le cas de l'Université McGill.

Le Conseil a soumis au ministre, en même temps que l'avis sur les budgets de fonctionnement 1972/73, des avis complémentaires sur

1. l'utilisation des dons et des revenus de dotation (l'avis lui-même est ci-annexé et les conclusions en sont introduites dans le présent rapport);
2. les propositions du ministère de l'Éducation relatives aux situations particulières de l'Université McGill et de l'Université Laval, propositions consécutives au rapport du comité spécial mis sur pied par le ministre pour l'étude de la situation financière de ces établissements.

Ces avis sont incorporés aux analyses et aux recommandations contenues dans ce chapitre.

7.2 Étude des budgets 1972/73: Approche générale

7.2.1 DÉTERMINATION DES RESSOURCES DISPONIBLES

Le gouvernement du Québec a attribué à l'enseignement supérieur, pour 1972/73, une enveloppe d'un montant pré-déterminé. Ce faisant, il a tenu compte des effectifs étudiants prévus, et des revenus puisés par les universités à d'autres sources.

Le Conseil se prononcera plus loin sur le montant ainsi mis à la disposition des universités. Il se demandera en particulier si ces revenus publics permettent à l'enseignement supérieur, dans son ensemble, comme à chacun des établissements, de se développer normalement. Il devra inévitablement émettre quelques jugements de valeur, qu'il s'efforcera d'étayer le plus rigoureusement possible.

7.2.2 LES SUBVENTIONS AUX UNIVERSITÉS, INSTRUMENT DE COHÉRENCE DU RÉSEAU

Le Conseil veut ici répéter qu'il entend étudier les budgets universitaires dans la perspective du concept déjà très largement accepté

d'un réseau québécois d'enseignement supérieur. Il entend par réseau un groupe d'établissements différenciés quant à leur développement, à leur missions et à leurs personnalités, mais complémentaires quant aux services rendus à la communauté et à la répartition géographique. Différenciation et complémentarité, qui excluent toute recherche d'uniformisation, tant en ce qui concerne les coûts des différentes fonctions, que les modalités selon lesquelles les universités remplissent leurs missions. Le Conseil admettra donc des différences — en fait le plus souvent apparentes — quant au coût des activités de base, et il cherchera avant tout à percevoir la réalité universitaire à travers des ensembles financiers et des activités globales.

7.2.3 APPROCHE ANALYTIQUE ET APPROCHE GLOBALE

Le Conseil des universités a rejeté l'an dernier l'adoption d'une formule de financement qui fût exclusivement liée à des dépenses unitaires admises pour fins de subventions. Il est encore d'avis que, en admettant la mise en oeuvre d'une approche analytique des budgets universitaires, l'allocation des ressources devrait s'effectuer selon quelques règles simples, assorties d'ajustements permettant de faire face aux situations particulières non comparables d'un établissement à l'autre.

Ainsi, l'examen de quelques paramètres globaux devrait permettre de mesurer l'influence des règles d'allocation utilisées et, éventuellement, d'en amoindrir les effets aléatoires. Citons, parmi ces paramètres:

- l'évolution des budgets acceptés par le gouvernement, en fonction des services à rendre à une clientèle étudiante donnée;
- l'évolution des budgets réels;
- l'évolution des dépenses unitaires prévues;
- l'évolution des dépenses unitaires réelles...

Une comparaison valable entre tous les établissements universitaires étant ainsi assurée, une telle analyse pourrait aussi permettre de prévoir avec quelque précision les besoins de chaque université pour une période supérieure à un an, contrairement à ce qu'autorisent les processus d'analyse actuels.

C'est donc par une démarche très globale que le Conseil aborde l'étude des budgets des universités, plutôt que par l'examen détaillé des règles d'allocation des ressources. Un certain nombre d'analyses et de tests seront présentés ci-après; ils illustreront la démarche du

Conseil, en fonction des préoccupations majeures que nous venons d'exposer.

7.2.4 ACTIVITÉS À COORDONNER

Le Conseil des universités a déjà inclus dans ses avis sur les budgets universitaires des recommandations touchant à la coordination d'un certain nombre d'activités ou fonctions universitaires: bibliothèques, audio-visuel, informatique...

Ces recommandations n'ont pas toujours été considérées avec toute l'attention désirée. Quoique toujours convaincu de leur importance, le Conseil n'en reprendra pas l'énoncé dans le présent avis. Il profitera plutôt des rapports qu'il prépare sur les objectifs de l'enseignement supérieur et sur les orientations des établissements pour présenter de nouvelles recommandations concernant des activités pour lesquelles s'impose quelque coordination, de même que pour proposer un ordre de priorité et des modalités d'intervention.

7.3 Règles d'allocation des ressources

Pour la compréhension de l'analyse, des commentaires et des recommandations du Conseil des universités sur les subventions de fonctionnement aux universités en 1972/73, il a paru utile à celui-ci de résumer dans son rapport les règles de leur allocation, telles que déterminées par le ministère dans les propositions intitulées: *Règles relatives au financement des universités du Québec, 1972/73*, Ministère de l'Éducation, Direction générale de l'enseignement supérieur, Service des affaires financières, 11 janvier 1972. Ce résumé fait l'objet de l'Annexe VI de ce troisième Rapport annuel.

Le Conseil présente ci-après quelques commentaires sur les règles générales d'allocation proposées par le ministère. Il en tirera des recommandations précises, insérées dans les sections 7.4 et 7.5 de ce chapitre.

7.3.1 COMPLEXITÉ DE LA MÉTHODE D'ALLOCATION UTILISÉE

Il faut savoir gré au ministère de l'Éducation de la préparation d'un dossier important sur les règles d'allocation et sur leur application. Il faut admettre toutefois que l'aspect technique du dossier, en particulier en ce qui concerne la réconciliation des chiffres, en rend la compréhension difficile. Il est étonnant qu'un document d'une telle nature et d'une telle importance ne puisse être compris facilement par

tout professeur ou administrateur universitaire. Il reste donc à faire un effort important pour que de tels documents soient non seulement portés à la connaissance de tous les intéressés, mais aussi leur soient accessibles quant au contenu.

La méthode utilisée traite de «dépenses considérées», de «dépenses excédentaires» quelquefois introduites dans les «dépenses de base», etc. Ces termes gagneraient à être définis plus clairement, et appliqués plus rigoureusement.

Ajoutons enfin que l'approche historique utilisée traîne chaque année des ajustements qui en accroissent la complexité et qui gagneraient à être incorporés à une nouvelle base, en attendant qu'une approche différente et plus rationnelle guide l'ensemble du processus d'allocation des subventions. Il serait aisé semble-t-il de calculer cette nouvelle base au cours des prochains mois, après consultation des universités, pour utilisation lors de l'étude des subventions de fonctionnement pour 1973/74.

7.3.2 FAIBLESSE DE LA MÉTHODE D'ALLOCATION UTILISÉE

Le document du ministère revient à plusieurs reprises sur la nécessité d'envisager l'analyse des besoins universitaires et d'allocation des ressources selon de nouvelles approches. Sur ce point, le Conseil ne peut qu'exprimer son accord avec le ministère.

Les rapports du Comité d'étude sur la situation financière des universités McGill et Laval ont eux aussi insisté sur la nécessité d'une nouvelle méthode d'allocation des ressources. Le Conseil recommande que des études soient poursuivies de toute urgence à cette fin. Il y apportera sa contribution, si nécessaire. Il est d'autant plus urgent de les entreprendre immédiatement que les résultats concrets et les applications n'en sauraient être possibles avant quelques années.

Les analyses du Conseil, en effet, l'on conduit à constater que les méthodes actuelles d'allocation ne répondent qu'avec retard à l'évolution des activités des universités, qu'elles permettent difficilement de faire face aux situations imprévues, qu'elles n'assurent pas toute l'équité désirée dans la répartition des subventions entre les universités...

En dépit de la complexité des calculs, le ministère de l'Éducation a appliqué avec une grande rigueur les règles de la méthode d'allocation

pour 1972/73. Toutefois, dans l'établissement de la base des dépenses pour 1971/72 et 1972/73, il est permis de mettre en doute l'opportunité d'une application aux années de base de règles qui, dans les mécanismes d'application, n'avaient fait l'objet d'aucune consultation auprès des universités et dont celles-ci ne pouvaient tenir compte dans leur administration; tel est le cas des règles relatives aux dépenses excédentaires et au recomptage des étudiants.

7.3.3 MODE DE DÉTERMINATION DE L'ENVELOPPE DES SUBVENTIONS

La méthode actuelle de détermination de l'enveloppe, fondée sur l'accroissement de dépenses antérieures en fonction de taux donnés d'accroissement des coûts et d'accroissement du nombre des étudiants, conduit généralement à une évaluation judicieuse de la masse des ressources à mettre à la disposition des universités. Il arrive aussi qu'elle crée quelques problèmes.

Il semble, par exemple, que l'augmentation des effectifs étudiants en 1972/73, par rapport à 1971/72 doive être de 5.3% plutôt que de 4.4%. L'utilisation de ce dernier taux pour le calcul de l'enveloppe, si se réalisait un accroissement de 5.3%, conduit à une sous-évaluation des besoins de 2 millions de dollars environ. De même, si les budgets de certains établissements augmentent selon un taux supérieur à celui utilisé dans le calcul de l'enveloppe, il sera nécessaire, pour demeurer à l'intérieur de celle-ci, de réduire le rythme d'évolution de certaines activités en fonction du taux d'accroissement moyen. Cet inconvénient est compensé il est vrai par la possibilité d'amélioration des activités existantes ou de création de nouvelles activités, dans le cas où les coûts n'augmentent pas proportionnellement au volume de ces activités.

7.3.4 ÉCONOMIES D'ÉCHELLE ET AMÉLIORATION DES SERVICES

Le Conseil des universités avait recommandé l'an dernier que les dépenses et les subventions ne soient pas reliées directement aux variations de la population étudiante. Les rapports du Comité d'étude sur la situation financière des universités McGill et Laval traitent brièvement de la question, à propos de l'influence des frais fixes sur les budgets universitaires; ils rappellent la possibilité d'économies d'échelle, sans pouvoir toutefois en mesurer le taux potentiel.

Les propositions du ministère de l'Éducation répondent à ces préoccupations, en augmentant les dépenses prévues de la moitié du

taux de variation des effectifs étudiants, et en distribuant les sommes ainsi récupérées en fonction de l'évolution des populations étudiantes prévues en 1972/73, d'après un per capita variant suivant l'ampleur de ces populations.

Le Conseil croit que ces changements améliorent sensiblement les règles d'allocation. Il croit aussi qu'il y aurait lieu toutefois de poursuivre rapidement les études tant sur les économies d'échelle que sur l'influence des frais fixes. Ainsi pourrait-on en particulier réévaluer la règle d'accroissement des dépenses selon la moitié du taux de variation des effectifs étudiants, proportion commode mais dont tous reconnaissent le côté relativement arbitraire.

De telles études pourraient enfin permettre d'évaluer les coûts d'émergence d'un programme, d'un secteur, voire d'une université dans son ensemble, émergence dont les règles actuelles ne tiennent compte que de façon fort indirecte.

7.3.5 RÉSORPTION DES DÉPENSES EXCÉDENTAIRES

D'année en année, plusieurs se posent des questions sur le traitement fait aux dépenses «excédentaires» et sur leurs répercussions quant aux budgets des années ultérieures.

Les dépenses «excédentaires» peuvent avoir deux causes:

1. le fait qu'une université a reçu moins d'étudiants que prévu, et qu'elle était donc sensée dépenser moins que prévu;
2. le fait qu'indépendamment de ses effectifs étudiants une université a dépensé plus que prévu et plus qu'autorisé, pour les services subventionnés.

Jusqu'à maintenant, le ministère de l'Éducation réduisait ses subventions pour une année donnée de montants équivalant aux dépenses excédentaires, de l'un ou l'autre type, d'une année antérieure. Dorénavant, il effectuera la correction pour les variations des effectifs étudiants au cours de l'année en cause, l'autre type de correction continuant à se faire a posteriori. De toute façon, le ministère refuse d'inclure de telles dépenses dans le calcul des subventions; il en demande la résorption intégrale dès l'année suivante, quoiqu'il en accepte parfois l'étalement sur plus d'une année.

Le Conseil a déjà exprimé son accord de principe sur des corrections consécutives au recomptage des étudiants. Il croit qu'elles doivent être effectuées à même les derniers versements des subventions de

l'année en cause. D'une façon générale, pourtant, il suggère une application souple du principe des corrections, quelle que soit la cause de celles-ci. Il croit que, seule, une analyse de la situation financière de l'établissement concerné peut permettre de trouver une solution appropriée, qui respecte à la fois les responsabilités de l'université et celles du gouvernement.

7.3.6 FINANCEMENT DES REVUES SCIENTIFIQUES

Les propositions du ministère comprennent des subventions particulières à trois revues scientifiques universitaires publiées par l'Université Laval, l'École des Hautes Études Commerciales et l'Université du Québec respectivement.

Le Conseil des universités vient de soumettre au ministre de l'Éducation les éléments d'une politique de financement de telles revues et de proposer un mécanisme d'étude et de recommandation au sujet de leurs besoins, avec application possible en 1972/73. ⁽³⁷⁾

Sans porter de jugement sur la valeur des revues en cause, et pour tenir compte de sa proposition de politiques générales, le Conseil est d'avis que les trois subventions particulières devraient être soumises aux règles d'allocation suggérées dans son mémoire.

7.3.7 SERVICE DE LA DETTE

Le ministre de l'Éducation propose d'assumer à même la rubrique des cas particuliers les dépenses de service de dette occasionnées par les déficits accumulés. Cette politique apparaît acceptable, surtout dans le cas des universités n'ayant aucune liquidité financière ou n'ayant aucune réserve.

Le Conseil remarque que les universités incluent sous cette rubrique, dans la présentation de leurs budgets, des rentes versées à des professeurs n'ayant pas bénéficié de fonds de retraite suffisants. Le Conseil est d'accord avec ce type de versements, mais il a déjà recommandé qu'une étude détaillée en soit faite, et qu'un projet de politique lui soit soumis pour avis. Aucune suite n'ayant été donnée à sa recommandation, il la soumet de nouveau au Ministre.

7.4 Recommandations générales

Le Conseil dispose de données fiables relatives à quelques indicateurs budgétaires de l'enseignement supérieur. Elles portent princi-

⁽³⁷⁾ Voir Supra, 6.4.

palement sur les cinq dernières années (1967/68 à 1971/72). Il a confronté les résultats de ses propres analyses et tests à ceux d'opérations semblables effectuées par la Direction générale de l'enseignement supérieur. Il en a tiré les considérations et recommandations suivantes qui, pour une autre part, sont le fruit d'études faites au Conseil antérieurement à l'opération subventions de fonctionnement 1972/73.

7.4.1 BILANS FINANCIERS

Il y a lieu chaque année d'examiner la situation financière globale des universités. Cette analyse a été d'autant plus utile, depuis quelques années, qu'un certain nombre d'établissements ont éprouvé des difficultés à faire face aux variations de la clientèle étudiante et à celles de la masse des ressources mises à leur disposition par le gouvernement.

De l'examen individuel des bilans, il ressort des situations anormales qui devraient faire l'objet d'une étude systématique. D'accord avec les préoccupations du ministère de l'Éducation à ce sujet, le Conseil reprend ici l'une de ses recommandations antérieures, déjà acceptée par le gouvernement,

- (1. QUE les déficits accumulés fassent l'objet d'un plan de
- (résorption présenté au gouvernement par les universités
- (concernées.
- (2. QUE, avant sa mise en oeuvre, un tel plan soit accepté
- (par le gouvernement.

7.4.2 ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Le Conseil des universités juge que pour assurer à l'administration les bases les plus saines les universités et le gouvernement devraient accepter les positions de principe et appliquer les recommandations qui suivent. Selon les membres du Conseil, ni les unes ni les autres n'ont pour objectif de réduire l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur; elles visent plutôt à prévenir des situations financières difficiles, telles que celles qu'affrontent actuellement quelques-uns d'entre eux.

Le Conseil est d'accord avec le gouvernement quant aux positions de principe suivantes:

- (1. QUE le ministre de l'Éducation continue de ne pas
- (accepter le principe des déficits de fonctionnement.

- (QUE les situations financières critiques auxquelles les uni-
- (versités pourraient éventuellement faire face soient malgré
- (tout étudiées par le gouvernement.
- (QUE, dans tous les cas, les universités ne puissent encourir
- (de déficits de fonctionnement qu'avec l'assentiment du gou-
- (vernement.
- (2. QUE les universités puissent réutiliser les surplus réali-
- (sés au cours d'une année, plus particulièrement ceux dus
- (à une augmentation de la productivité.
- (QUE les universités transmettent au Ministère et au Conseil
- (tout projet de réaffectation de surplus.
- (QUE de tels surplus ne puissent être déduits de la subven-
- (tion de l'année suivante.

Afin que puissent plus facilement s'appliquer les principes qui précèdent, le Conseil des universités recommande:

- (1. QUE, à défaut d'engagements budgétaires formels pour
- (deux ans, le gouvernement présente un an à l'avance les
- (règles générales d'allocation et l'enveloppe des ressources
- (prévues;
- (2. QUE, dans cette perspective, chaque établissement pré-
- (sente au gouvernement, durant l'automne, un projet de bud-
- (get sommaire pour l'année suivante, cadrant avec le produit
- (des règles d'allocation et assorti éventuellement de considé-
- (rations sur les problèmes importants ne pouvant être résolus
- (selon les règles courantes;
- (3. QUE le cheminement budgétaire soit établi de telle
- (sorte que le ministre puisse annoncer en janvier les subven-
- (tions complètes de chaque établissement pour l'année sui-
- (vante; les subventions pour la recherche et pour les nou-
- (veaux programmes, seules, pourraient être annoncées peu
- (après le premier mars;
- (4. QUE, en mars, soit transmis au Ministère puis au
- (Conseil le projet de budget élaboré par l'université pour
- (l'année suivante, selon les modalités qui suivent:
- (a) dans la perspective d'un budget équilibré, l'université
- (ne présente qu'un sommaire du budget prévu;

- (b) dans la perspective d'un déséquilibre provenant de problèmes résiduels, est présenté un budget détaillé, identifiant clairement les sources de déséquilibre;
- (c) dès avant le début de l'année financière de l'université, la mise en oeuvre d'un budget déficitaire aura fait l'objet d'un accord entre université et gouvernement, déterminant les modalités de résorption du déficit éventuel;
- (5. QUE, pour 1972/73, la recommandation précédente prenne effet deux mois après l'annonce des subventions.

7.4.3 ACCESSIBILITÉ À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

A) Considérant la politique d'accessibilité à l'éducation adoptée par le gouvernement du Québec, le Conseil recommande

- (QUE, pour faciliter l'accès à l'université de ceux qui en ont la capacité et le désir, de même que pour prévenir ou éviter toute politique ou pratique restrictive non justifiée quant à l'entrée à l'université, soient prises toutes les mesures nécessaires, par le Bureau central d'admission et le Comité de liaison enseignement supérieur — enseignement collégial.

B) En outre, considérant

1. QUE le ministère de l'Éducation compte maintenant l'équivalent à temps complet des étudiants à temps partiel de l'année universitaire sur la même base que les étudiants à temps complet;
2. QUE les étudiants des cours réguliers d'été ont droit aux mêmes services que ceux des trimestres d'automne et d'hiver;
3. QU'il n'y a pas lieu de distinguer les catégories d'étudiants qui suivent des programmes universitaires réguliers, en fonction des différents moments de l'année ou en fonction du rythme de leurs études;
4. QUE les universités devraient fournir les mêmes services à toutes les clientèles étudiantes, et que le ministère de l'Éducation devrait leur faciliter l'atteinte de cet objectif;
5. QU'il est encore difficile de mesurer le coût exact des cours d'été, et qu'il y a lieu d'éviter pour les professeurs un conflit éventuel entre l'enseignement et la recherche;

Le Conseil des universités recommande

- (1. QUE les universités fournissent aux étudiants réguliers
- (du soir et de l'été des services d'une qualité comparable à
- (ceux dispensés aux étudiants à temps complet;
- (2. QUE, à cette fin, soit envisagé, là où cela est encore
- (nécessaire, un nouveau mode de répartition des heures de
- (travail du personnel enseignant, de même qu'un nouveau
- (profil saisonnier d'emploi tout au long de l'année, y compris
- (durant la session d'été.

C) Considérant

- 1. QUE le ministre de l'Éducation a déjà annoncé sa volonté de rationaliser la politique des frais de scolarité;
- 2. QUE le Conseil des universités a déjà manifesté son intérêt pour ce projet;
- 3. QU'il est trop tard pour mettre en oeuvre pour 1972/73 une politique nouvelle en cette matière;

Le Conseil des universités recommande

- (1. QU'une nouvelle politique des frais de scolarité ne soit
- (pas mise en oeuvre avant 1973;
- (2. QUE le ministère de l'Éducation le saisisse d'un projet
- (précis, assorti de modalités d'application;
- (3. QUE l'annonce officielle d'une nouvelle politique éventuelle
- (soit faite au plus tard en novembre, pour mise en
- (oeuvre durant l'année universitaire commençant au mois de
- (juin suivant.

7.4.4 COMPTABILISATION DES REVENUS PRIVÉS

Les revenus privés représentent environ 15% des «dépenses acceptées» pour fins de subventions. Ils sont constitués, pour la plus grande partie, des droits de scolarité. Une faible part, soit environ 2%, provient de sources purement privées et de revenus nets des services rendus à l'extérieur et des activités périuniversitaires.

Malgré l'importance relativement faible de ces revenus, leur déduction complète avant le calcul des subventions est vivement ressentie.

tie par les universités. Ils apparaissent en effet comme des éléments de souplesse dans leur système de gestion, et comme l'un des meilleurs instruments de développement des secteurs d'excellence.

En réponse à une demande d'avis formulée par le ministre de l'Éducation sur l'utilisation des dons et revenus de dotation, le Conseil soumet ci-après quelques recommandations. En outre, il annexe au présent rapport l'avis adressé au ministre sur l'ensemble de la question ⁽³⁸⁾. Son objectif est la mise en oeuvre d'un régime d'incitation à la recherche de revenus privés, qui couvriraient non seulement des dépenses auxquelles ils sont habituellement affectés aujourd'hui, mais aussi des dépenses normalement comprises dans la catégorie des dépenses dites «considérées»; ce régime se veut progressif, cohérent, limité et incitatif.

Ainsi, le Conseil recommande

- (1. QUE la politique actuelle du gouvernement quant aux
(revenus pour fins d'immobilisation ne soit pas changée;
- (2. QUE soient acceptées les modalités suivantes quant à
(l'utilisation des revenus pour fins de fonctionnement:
 - (a) à partir de l'année financière 1973/74, possibilité
(pour une université de dégager des revenus et des dons de
(dotation pour fins générales et subventionnées, jusqu'à
(concurrence de 1% du budget de dépenses agréées de
(l'année courante (non inclus les subventions pour fins de
(recherche, de location, de service de la dette et de ser-
(vices aux étudiants) sans qu'il en soit tenu compte dans le
(calcul des subventions;
 - (b) possibilité d'élever jusqu'à 2% du montant du budget
(de dépenses agréées de l'année courante le montant ainsi
(dégagé par les universités, dès que chacune des universités
(aura réussi à dégager au moins $\frac{3}{4}$ de 1%;
 - (c) pour les présentes fins, inclusion des *profits nets* des
(activités périuniversitaires et des services à l'extérieur dans
(la catégorie des dons;
 - (d) pour 1972/73, libre usage par les universités, jusqu'à
(concurrence de 1%, des revenus de dons et de dotation
(dépassant les sommes prévues le premier novembre 1971;

⁽³⁸⁾ Voir Annexe VII: *Avis du Conseil des universités sur l'utilisation des dons et revenus de dotation des universités.*

- (e) dans tous les cas, transmission au ministère et au
- (Conseil, par les universités, des projets d'utilisation des
- (sommes ainsi dégagées.

Le gouvernement imposant une politique relativement contraignante quant à l'usage des revenus de dons et de dotation, et quant à un équilibre budgétaire à réaliser en fonction des règles du ministère de l'Éducation, il arrive que certaines universités sont dans l'impossibilité d'utiliser d'importants revenus de dons et de dotation, ou pourraient se trouver dans cette situation. Il ne paraît pas judicieux de geler de tels fonds.

En conséquence, le Conseil recommande:

- (QUE chaque université concernée par le gel éventuel de
- (revenus de dons et de dotations transmette au ministère de
- (l'Éducation et au Conseil des universités tout projet d'utili-
- (sation de ces ressources, en tenant compte des objectifs et
- (des conditions générales d'une libéralisation de la politique
- (des dons.

7.4.5 INDEXATION DES SUBVENTIONS SUR LES EFFECTIFS ÉTUDIANTS

Il s'est avéré difficile de faire des prévisions relativement justes des effectifs étudiants au cours des récentes années. Par ailleurs, l'ajustement a posteriori des subventions, en fonction des effectifs réels, a pu être un incitatif aux erreurs de prévisions dans la mesure où les universités conservaient un pourcentage non négligeable des sommes reçues pour des étudiants qui ne donnaient pas suite à leur projet d'inscription à l'université. Un ajustement a posteriori des subventions n'incite pas à la prévoyance administrative; il peut aussi faire porter l'effet d'une correction sur une mauvaise année.

Par ailleurs, le Conseil déplorait l'an dernier la relation trop étroite entre l'évolution des subventions et l'accroissement des effectifs étudiants. Il craignait en particulier que tout développement soit interdit à une université dont le nombre d'étudiants est stationnaire.

Le Conseil est heureux que ces considérations aient été retenues par le ministère dans les règles d'allocation pour 1972/73. Ayant poursuivi ses réflexions sur la question, et pour compléter l'avis adressé l'an passé au ministre, le Conseil des universités recommande:

- (1. QU'en attendant la mise en oeuvre éventuelle d'un sys-
- (tème de budgétisation par programme soit étudié un mode

- (de financement qui repose moins étroitement sur l'évolution
- (du nombre des étudiants;
- (2. QUE les ajustements de subvention pour tenir compte du
- (nombre réel d'étudiants soient effectués suivant le mode de
- (calcul utilisé pour la détermination de la subvention et à
- (l'occasion des derniers versements de l'année en cause;
- (3. QUE si ces ajustements placent certaines universités
- (dans une situation financière difficile, l'on recoure au besoin
- (à un étalement sur quelques années des montants à rem-
- (bourser, et que les intérêts des emprunts bancaires éventuels
- (nécessaires au fonctionnement de l'université soient payés
- (par le gouvernement;
- (4. QUE, en période de transition, de tels ajustements soient
- (effectués d'après le calendrier suivant, tel que proposé par
- (le ministère:
- (a) ajustements relatifs aux effectifs étudiants de 1971/72
- (et 1972/73 imputés à l'année financière universitaire en
- (cause;
- (b) ajustements relatifs à 1970/71 imputés à l'année
- (financière 1972/73;
- (5. QUE le ministère de l'Éducation, de concert avec le
- (Comité de coordination de C.E.S.I.G.U., prépare un modèle
- (de prévision des effectifs étudiants utilisable par toutes les
- (universités;
- (6. QUE les universités et le ministère de l'Éducation, après
- (s'être entendus sur les objectifs, les modalités de fonctionne-
- (ment et les modalités de contrôle d'un système informa-
- (tique de gestion universitaire (S.I.G.U.), prennent les disposi-
- (tions nécessaires pour que le fichier étudiant puisse être mis
- (en oeuvre en septembre 72 ou le plus tôt possible après cette
- (date.

7.4.6 ÉVOLUTION DES COÛTS

Toute analyse budgétaire doit avoir comme objectif d'assurer à chaque établissement universitaire les ressources nécessaires à la poursuite de ses activités et à l'accomplissement de sa mission. La continuité des services rendus exige une égale continuité des ressources disponibles; en l'absence de moyens d'évaluation rigoureuse de la

qualité des services universitaires, il paraît nécessaire, dans l'allocation des ressources, de s'assurer d'un équilibre interuniversitaire que l'expérience et l'intuition permettent seules de percevoir. Les analyses et les décisions quant aux subventions, au cours des années précédentes, ne se sont guère attardées sur ces deux aspects.

La responsabilité en incombe peut-être à la méthode globale d'allocation des ressources. Reprenant ici une recommandation du rapport présenté au ministre de l'Éducation sur la situation financière de l'Université McGill en 1971/72, le Conseil estime que le gouvernement devrait se donner comme objectif prioritaire l'abandon de la méthode historique et son remplacement par des méthodes qui reconnaîtraient mieux le caractère particulier de chaque établissement tout en respectant un certain nombre de normes de dépenses.

Dans cette perspective, le Conseil des universités recommande

- (QUE, à moyen terme, soit élaborée une nouvelle méthode
- (d'allocation des ressources aux universités tenant compte,
- (à partir de l'étude de la situation de chaque établissement
- (dans le réseau universitaire du Québec, de facteurs comme
- (a) la variation des coûts suivant les programmes, la po-
- (pulation étudiante, la production de diplômés;
- (b) l'influence des variations de la population étudiante
- (sur les frais fixes et sur les frais variables.

En outre, pour la période transitoire, le Conseil recommande

- (1. QUE le gouvernement assure à chaque université les
- (ressources permettant d'inscrire le budget d'une année dans
- (la suite rationnelle des budgets des années antérieures,
- (compte tenu des décisions gouvernementales quant aux
- (déficits refusés aux fonctions subventionnées;
- (2. QUE, à ces fins, l'on ait recours à l'analyse par établis-
- (sement d'une série chronologique aussi longue que possible
- (de données sur les effectifs étudiants prévus et réels, sur les
- (budgets de dépenses acceptées, sur les subventions de base,
- (sur les dépenses unitaires prévues et réelles;
- (3. QUE, tout en consacrant l'essentiel de ses ressources à
- (la mise au point du système informatisé de gestion univer-
- (sitaire, le gouvernement procède à quelques comparaisons
- (interuniversitaires, afin d'assurer une certaine cohérence à

- (la détermination des dépenses acceptées pour fins de sub-
(ventions.

7.4.7 POLITIQUES SALARIALES

A) *La situation actuelle*

Le ministère considère quatre types de masses auxquelles il affecte divers taux d'évolution;

- a) Masse salariale du personnel professionnel et de direction de la fonction enseignement.

Cette catégorie de personnel comprend le personnel de direction et le personnel professionnel à temps complet ou à temps partiel, ainsi que les auxiliaires d'enseignement. Pour 1972/73, cette masse est calculée en appliquant un accroissement de 6% à la dépense considérée en 1971/72.

- b) Masse salariale du personnel professionnel et de direction des fonctions autres que l'enseignement.

- c) Masse salariale du personnel non professionnel de toutes fonctions.

- d) Masse des avantages sociaux.

Pour 1972/73, les trois premières masses sont augmentées de 6%, sur la base de 1971/72. La quatrième est déterminée en affectant la masse salariale 1972/73 du pourcentage que représentent les avantages sociaux 1971/72 dans la masse salariale 1971/72 de chaque institution.

Tel qu'indiqué ci-après, le ministère impose des contraintes à la transférabilité des sommes affectées aux deux premières masses salariales:

«Le ministère de l'Éducation entend maintenir l'évolution des masses salariales considérées 1971/72 du personnel de direction et professionnel de toutes fonctions à 6% d'augmentation pour 1972/73. Cette évolution vaut pour les masses salariales de l'ensemble des institutions et pour chacune des institutions.

Il n'est donc pas possible d'augmenter ces masses pour des transferts pris à même quelqu'autre masse que ce soit ou à même les masses résultant de l'accroissement de population étudiante ou à même le montant d'ajustement additionnel pour l'amélioration des programmes existants.

Les sommes récupérées par diminution de l'effectif de direction et professionnel de toutes fonctions peuvent être soit conservées dans

les masses concernées pour en faire varier les composantes, soit transférées aux autres masses». ⁽³⁹⁾

À l'intérieur de chaque masse salariale, les établissements ont toute liberté d'action. Ils peuvent, par exemple, modifier leurs échelles de traitements en limitant leurs effectifs. Ils peuvent aussi, compte tenu de leur population à l'intérieur d'une masse salariale donnée, favoriser une catégorie de personnel ou l'autre: professeurs titulaires, ou professeurs adjoints, par exemple. Cette liberté relative peut aider une université à définir des caractéristiques qui lui soient propres.

Devant la complexité croissante des problèmes salariaux, le ministère de l'Éducation a suscité la création au sein de la Conférence des recteurs de deux comités:

- a) le premier, de concert avec les représentants de la D.G.E.S., se penche sur les problèmes de détermination de la masse salariale du personnel professionnel de la fonction enseignement;
- b) le second s'efforce de définir une politique propre aux universités pour le personnel non professionnel, «dans le cadre de la politique salariale globale du gouvernement».

Au terme de cet aperçu de la situation actuelle de la détermination des politiques salariales, notons enfin que la syndicalisation du personnel non professionnel est un fait accompli sur la plupart des campus francophones; elle ne s'étend pas toutefois au personnel payé à même des subventions de recherche. En ce qui concerne le personnel de la fonction enseignement, la syndicalisation est générale sur certains campus, limitée à des secteurs particuliers sur d'autres, mais inexistante encore dans les établissements anglophones.

B) *Éléments de politique à mettre en oeuvre*

CONSIDÉRANT que le taux annuel d'augmentation des masses salariales, fixé à 6%, est l'objet d'une contestation générale de la part de la plupart des associations d'enseignants universitaires;

CONSIDÉRANT aussi que les universités ont l'impression que ce taux n'est pas toujours respecté par le gouvernement lui-même dans la signature des conventions collectives dont il est partie;

le Conseil des universités recommande

- (1. QUE le Comité de concertation sur les politiques salariales, dans lequel la Conférence des recteurs et la DGES

⁽³⁹⁾ Op. cit., p. 35.

(collaborent, accélère ses travaux, afin de soumettre au Conseil, pour avis, ses propositions de politiques salariales, avant juin 1972;

(2. QUE, en vue d'éviter des situations intolérables, le ministère consente, sur demande et après justification des institutions concernées, à l'assouplissement de ses règles touchant la non transférabilité vers les masses salariales du personnel de direction et professionnel de toutes fonctions;

(3. QUE toute discussion sur les masses salariales porte non seulement sur ces masses elles-mêmes, mais aussi sur la masse des avantages sociaux.

CONSIDÉRANT qu'une masse salariale provinciale peut être déterminée pour les professionnels de la fonction enseignement, et que cette masse peut être l'objet d'une répartition entre les institutions;

CONSIDÉRANT que l'on doit reconnaître à chaque institution un maximum d'autonomie et que chacune d'elles doit posséder ses caractères propres;

CONSIDÉRANT ses remarques antérieures sur l'approche globale des budgets universitaires;

le Conseil des universités recommande

(4. QUE les négociations entre une institution et ses professeurs, quant à la disposition de l'enveloppe globale des traitements, se déroulent strictement dans le cadre de l'institution en cause;

(5. QUE l'on n'introduise pas dans ces négociations des éléments de rigidité tenant à une volonté exagérée d'uniformisation des normes salariales ou académiques d'une institution à l'autre;

CONSIDÉRANT que le personnel non professionnel de toutes fonctions est déjà largement syndiqué, à l'exception du personnel payé à même les subventions de recherche des professeurs, et qu'il est affilié aux grandes centrales syndicales,

le Conseil recommande

(6. QUE le Comité de la CREPUQ chargé de l'étude de cette question poursuive ses consultations avec le gouvernement, en vue d'en arriver à la plus grande mesure d'uniform-

(miseation possible entre les universités, les services para-
(gouvernementaux et la fonction publique quant aux béné-
(fices marginaux et peut-être quant aux échelles de traite-
(ments;

(7. QUE l'on étudie les problèmes relatifs à la permanence
(des employés qui sont payés depuis un certain temps à même
(les subventions de recherche des professeurs, et qui en fait
(ne jouissent d'aucune sécurité d'emploi.

7.5 Recommandations d'ordre financier

7.5.1 L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES BUDGETS DES UNIVERSITÉS

A) *Les difficultés récentes*

Toutes les universités du Québec auront subi en quelques années des difficultés financières d'un ordre inhabituel. L'Université de Montréal a subi d'importants déficits l'an dernier et l'année antérieure; l'Université McGill efface depuis quelques années des déficits annuels considérables à l'aide de fonds accumulés; l'Université Laval, après une situation tendue en 1971/72, fera face l'an prochain à une situation relevant du défi; l'Université de Sherbrooke est, en 1971/72, devant un déficit représentant 15% de son budget de fonctionnement; l'Université du Québec et l'Université Sir George Williams, en situation convenable en 1971/72, peuvent prévoir déjà des situations plus difficiles l'an prochain ou dans deux ans. L'Université Bishop's, enfin, est elle-même en pleine période de transformation. Elle n'éprouve actuellement aucune difficulté financière, mais son avenir est en voie de redéfinition.

Les causes de ces déficits sont multiples; elles affectent différemment les universités. La création de l'Université du Québec a bousculé le rythme d'évolution des universités de langue française; quelques universités, dont Laval et Sherbrooke, en subissent encore les effets. L'implantation en cours des CEGEP anglophones perturbe et perturbera davantage les universités de langue anglaise dans les deux prochaines années. La méthode d'allocation des subventions, qui fait appel à une correction pour ajuster celles-ci aux effectifs étudiants réels, crée des problèmes graves de réaménagements budgétaires instantanés; toutes les universités doivent ainsi apprendre à réagir vite à des situations imprévisibles.

Au cours des audiences que le Conseil a tenues, quelques universités ont remis en cause l'approche utilisée pour le calcul des

subventions. Le Conseil lui-même a indiqué les faiblesses de la méthode utilisée; il a préféré, compte tenu des circonstances, s'attacher à l'examen des résultats obtenus pour chaque université et de la situation financière qui en résulterait pour chacune.

L'Annexe VIII présente succinctement pour chaque établissement la situation financière au 1er février 1972 et celle prévue pour 1972/73; ces analyses sont extraites du chapitre 5 de l'Avis sur les subventions de fonctionnement 1972/73 que le Conseil adressait au Ministre de l'Éducation le 18 février dernier.

B) *Le problème de la stabilisation des revenus*

On note que les revenus prévus autres que les subventions (sans inclure Bishop's) sont passés de 37.8 millions en 1967/68 à 39.5 millions en 1972/73, malgré le fait que les effectifs étudiants ont augmenté de 46,000 à 72,000 au cours de la même période.

Il y aurait lieu de faire une étude détaillée de cette stabilisation des revenus. Ainsi, afin d'encourager les entrées de droits de scolarité, on pourrait penser, pour fins de calcul des subventions, compter les effectifs étudiants à partir des revenus prévus de scolarité et des droits de scolarité par étudiant, quitte à introduire une provision générale pour mauvaises créances. En outre, pour assurer une uniformité dans l'usage des surplus nets des activités périuniversitaires et des services rendus à l'extérieur, on pourrait, pour les mêmes fins, utiliser les revenus nets réels d'une année antérieure ou ajuster les revenus prévus sur les revenus réels en fin d'exercice financier.

7.5.2 AVIS GÉNÉRAUX SUR L'ENVELOPPE DES SUBVENTIONS

Pour l'enseignement supérieur, de 1971/72 à 1972/73, les revenus tirés de fonds publics ont varié de la façon suivante:

Sources des revenus	1971/72 \$'000	1972/73 \$'000	Augmentation
Subventions du MEQ	177.1	205	15.7%
Autres revenus	38.3	39.5	3.1%
Enveloppe totale	215.4	244.5	13.5%

Plusieurs facteurs expliquent l'augmentation des dépenses subventionnées par le ministère de l'Éducation. Citons entre autres l'aug-

mentation des coûts (5.4%), l'augmentation des effectifs étudiants (5.3%), l'introduction de dépenses supplémentaires imposées par le gouvernement (taxes municipales et assurance chômage, comptant pour 1.7%). Le reste, soit 0.7%, ou 1.5 million, constitue un coussin permettant de nouvelles initiatives (nouveaux programmes, par exemple) ou l'accroissement de certaines activités ou dépenses selon un taux supérieur au taux moyen (recherche, locations, par exemple). La marge nette pour le développement ou pour l'amélioration de la qualité des services est donc très mince.

Le Conseil constate que le taux d'accroissement de l'enveloppe des fonds publics alloués à l'enseignement supérieur a dépassé largement le taux d'augmentation du produit brut québécois pendant la décennie '60. Depuis quelques années, pourtant, le taux de croissance de l'enveloppe tend à diminuer, suivant en cela la courbe d'évolution des populations étudiantes, ainsi que l'indique le tableau suivant:

Tableau XVII

**Taux d'accroissement interannuel de l'enveloppe des subventions
(1962-1973)**

	Taux d'accroissement du PNBQ	Taux d'accroissement du PNBQ par habitant	Taux d'accroissement des dép. univers. totales	Taux d'accroissement des subv. à l'ens. supérieur	Taux d'accroissement des effectifs étudiants
1962/63	2.8%	0.5%	14.5%	8.2%	(à temps plein) 7.2%
1963/64	6.4	4.5	25.6	10.6	9.2
1964/65	13.0	11.1	35.1	25.0	14.2
1965/66	11.6	9.5	20.3	27.8	12.9
1966/67	11.3	9.5	30.3	25.6	13.6
1967/68	7.8	5.2	21.5	57.6	14.0
1968/69	7.6	6.5	25.1	32.5	9.3
1969/70	8.6	7.2	24.4	37.7	17.0
1970/71	8.6	8.1	14.6	20.1	(en équivalent)
1971/72				20.8	4.1
1972/73				15.7	5.3

Source : Statistiques de l'enseignement supérieur, janvier 1972.

Règles relatives au financement des universités, janvier 1972.

Il apparaît que les tendances que révèle ce tableau pour le Québec sont dans la ligne d'un mouvement général nord-américain, sinon mondial.

Compte tenu des considérations qui précèdent, le Conseil des universités est d'avis

- (1. QUE le gouvernement du Québec, par les ressources
- (financières qu'il alloue aux universités, assure le maintien
- (des qualités essentielles de notre enseignement supérieur;
- (2. QUE les propositions du ministère de l'Éducation pour
- (1972/73 ne permettent pas à tous les établissements les
- (mêmes possibilités de développement, et n'apportent pas de
- (solutions à la situation financière difficile de certains d'entre
- (eux;
- (3. QUE, faute d'importantes ressources nouvelles pour le
- (développement, la plupart des universités devront mettre en
- (oeuvre des méthodes de gestion de plus en plus efficaces,
- (de même que remettre en cause leurs activités les plus
- (onéreuses.

Dans son avis au ministre sur les subventions de fonctionnement 1970/71, le Conseil a recommandé la recherche d'une parité de services universitaires entre le secteur anglophone et le secteur francophone, ainsi que l'attribution de subventions permettant d'atteindre cet objectif. Il suggérerait que les modalités et le calendrier de réalisation d'une telle parité fassent l'objet d'une analyse poussée, et se fondent sur des critères objectifs discutés publiquement.

CONSIDÉRANT que cette parité constitue dans le développement de l'enseignement supérieur québécois un objectif important;

CONSIDÉRANT aussi qu'elle doit se réaliser sur des bases objectives et équitables;

le Conseil des universités recommande

- (QUE soit étudiée dans les plus brefs délais l'évolution récente
- (de l'allocation des ressources aux universités francophones
- (et aux universités anglophones respectivement, que le dossier élaboré soit soumis au Conseil, pour avis, et que des
- (décisions éventuelles quant à l'établissement d'un calendrier
- (de réalisation de cette parité soient prises à la fin du printemps 1972.

7.5.3 RECOMMANDATIONS PARTICULIÈRES

1) CONSIDÉRANT qu'il est important de bien identifier dans les budgets les montants considérés comme dépenses de base, ainsi que les sommes soumises à des règles de non transférabilité,

le Conseil des universités recommande

(QUE ces montants, ces sommes et ces règles soient définis
(et identifiés plus clairement que dans les années passées;

2) CONSIDÉRANT que l'application des règles d'allocation de subventions et le calcul de celles-ci sont compliqués par l'approche historique actuelle, qui prend en considération des éléments désuets tels que les dépenses excédentaires d'années révolues,

le Conseil des universités recommande

(QUE le ministère de l'Éducation procède dès maintenant,
(avec la collaboration de chaque université, et pour utilisation
(lors de la prochaine étude des budgets de fonctionnement, à la mise au point d'une base de dépenses intégrant
(tous les ajustements et corrections pour les années passées.

3) CONSIDÉRANT que plusieurs universités versent des rentes à d'anciens professeurs n'ayant pas bénéficié de fonds de retraite, et qu'il y a lieu d'examiner les pratiques actuelles en ce domaine, avant tout recours aux fonds publics,

le Conseil des universités recommande

(QU'une étude soit faite des politiques de chaque université
(à ce sujet, et que le dossier d'ensemble en soit présenté pour
(examen au gouvernement et au Conseil.

4) CONSIDÉRANT que les revenus prévus par l'ensemble des universités pour l'année suivante ont très peu évolué au cours des cinq dernières années, considérant qu'il s'agit là de sommes importantes qui affectent largement l'enveloppe prévue des subventions gouvernementales,

le Conseil des universités recommande

(QU'une étude soit faite, au cours des prochains mois, de
(l'évolution des revenus prévus par les universités, et qu'il
(soit tenu compte de ces résultats dans le calcul de l'enveloppe des subventions du gouvernement.

5) CONSIDÉRANT qu'il vient de soumettre au ministre de l'Éducation les éléments d'une politique de financement des revues scientifiques universitaires pour 1972/73,

le Conseil des universités recommande

- (QUE les propositions du ministère quant à trois revues de
- (Laval, des H.E.C., et de l'Université du Québec soient sou-
- (mises aux mécanismes généraux d'examen proposés.

6) CONSIDÉRANT que la formation des chercheurs est une responsabilité universitaire que doit assumer le gouvernement en vue du développement du Québec,

CONSIDÉRANT que le ministère de l'Éducation reconnaît l'importance prioritaire de cette activité, en lui attribuant, dans le cadre du programme «Formation de chercheurs, action concertée» un montant de 5.5 millions à l'intérieur de l'enveloppe des subventions de 1972/73, soit une augmentation d'environ 45% par rapport à 1971/72,

le Conseil des universités est d'avis

- (que la proposition du ministère constitue un effort louable
- (en faveur du développement de la recherche universitaire et
- (de la formation des chercheurs.

7) CONSIDÉRANT que les enseignants ayant terminé leur scolarité de doctorat mais n'ayant pas encore rédigé leur thèse doivent bénéficier de l'assistance accordée par le ministère à titre de perfectionnement,

le Conseil des universités recommande

- (QUE la formule utilisée pour fins de calcul du montant
- (alloué au titre du perfectionnement soit celle utilisée pour
- (1971/72.

8) CONSIDÉRANT qu'après l'allocation des subventions de fonctionnement qui font l'objet de plusieurs avis, il restera une réserve d'un montant élevé, contenu dans l'enveloppe de \$205,000,000;

CONSIDÉRANT que cette réserve sera répartie à l'occasion d'une seconde ronde d'allocation;

le Conseil des universités recommande

- (QUE lui soit transmis pour avis, vers le mois de mai sans

- (doute, le projet de répartition de subventions de la somme
- (ainsi mise en réserve.

7.5.4 RECOMMANDATIONS POUR L'UNIVERSITÉ LAVAL

1) CONSIDÉRANT les conclusions du rapport du Comité d'étude sur la situation financière de l'Université Laval en 1971/72 et les propositions du ministère de l'Éducation qui s'y réfèrent;

CONSIDÉRANT que l'Université Laval se trouve en position financière convenable en 1971/72, compte tenu de l'effet du recomptage des effectifs étudiants pour l'année en cours;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

- (l'adoption des propositions du MEQ pour 1971/72, faites
- (à la suite du rapport du Comité d'étude.

2) CONSIDÉRANT que les propositions financières du ministère de l'Éducation ne fourniront pas à l'Université Laval les ressources pour équilibrer son budget en 1972/73;

CONSIDÉRANT que quelques demandes particulières de subventions sont encore à l'étude;

CONSIDÉRANT que l'Université Laval est en mesure de faire à court terme un effort considérable pour contrôler l'évolution de ses coûts sans compromettre ses qualités essentielles;

CONSIDÉRANT que l'effet de cet effort doit être suivi avec grande attention;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

- (a) QUE soit versée à l'Université Laval une subvention de
 - (\$34,415,000 en 1972/73, tel que proposé par le ministère
 - (de l'Éducation;
- (b) QUE le gouvernement accepte de voir l'Université Laval
 - (emprunter au cours de cet exercice une somme couvrant ses
 - (besoins essentiels, jusqu'à concurrence de \$2,366,000 cor-
 - (respondant au montant soustrait de la subvention 1972/73
 - (pour le recomptage des étudiants de 1970/71;
- (c) QUE le gouvernement accepte de verser à l'Université les
 - (frais de cet emprunt;
- (d) QUE, le cas échéant, soient ajoutés à la subvention les mon-

- (tants correspondants à des responsabilités nouvelles non encore considérées;
- (e) QUE soient examinées dans les prochains mois les conditions rigoureuses du retour de l'université à l'équilibre budgétaire, sans compromettre à long terme la qualité des services rendus par l'Université Laval;
- (f) QUE la subvention de \$20,000 identifiée par le MEQ en faveur de la revue «Le Naturaliste Canadien» soit soumise à la recommandation portant sur l'ensemble des revues scientifiques universitaires.

7.5.5 RECOMMANDATIONS POUR L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

CONSIDÉRANT l'effort fait par l'Université de Montréal pour le remboursement de ses déficits des années antérieures;

CONSIDÉRANT que les subventions proposées par le MEQ permettront à l'Université de Montréal de poursuivre en 1972/73 le rythme de ses activités et de donner une nouvelle impulsion à son développement;

CONSIDÉRANT que l'Université de Montréal pourra aussi en 1972/73 liquider le solde de son déficit accumulé;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

- (QU'une subvention de \$42,379,000 soit versée à l'Université de Montréal en 1972/73, conformément à la proposition du ministère de l'Éducation.

7.5.6 RECOMMANDATIONS POUR L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de tenir compte de l'effet de la réduction nette des effectifs étudiants en 1971/72, par rapport à 1972/73;

CONSIDÉRANT que l'École des H.E.C. semble prendre les mesures pour faire face à sa situation financière de 1971/72 et de 1972/73;

CONSIDÉRANT que l'École pourra poursuivre normalement ses activités en 1972/73;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

- (a) QUE la subvention à l'École des H.E.C. pour 1971/72
(tienne compte de la réduction nette des effectifs étudiants,
(comme le propose le MEQ;
- (b) QUE l'École reçoive en 1972/73 une subvention de
(\$2,686,000, conformément au projet du MEQ;
- (c) QUE la subvention particulière de \$30,000 identifiée par
(le MEQ aux fins de la publication «Actualités économiques»
(soit soumise à la recommandation portant sur l'ensemble
(des revues scientifiques universitaires.

7.5.7 RECOMMANDATIONS POUR L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

CONSIDÉRANT qu'une étude supplémentaire des besoins du service d'informatique de l'École polytechnique apportera un supplément de subvention sur preuve de besoins;

CONSIDÉRANT que l'École pourra maintenir ses services en 1972/73 et équilibrer son budget, si un contrôle sévère est exercé sur ses dépenses;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

- (a) QU'une subvention de \$6,121,000 soit versée à l'École
(Polytechnique en 1972/73, conformément à la proposition
(du ministère de l'Éducation;
- (QUE l'École polytechnique fasse rapport avant le début de
(l'année financière 1972/73 sur l'état de ses prévisions bud-
(gétaires.

7.5.8 RECOMMANDATIONS POUR L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE.

CONSIDÉRANT qu'un Comité d'étude examine la situation financière présente de l'Université de Sherbrooke;

CONSIDÉRANT l'ampleur du déficit en cours de l'Université;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

- (a) QU'une subvention de \$13,365,000 soit provisoirement as-
(surée à l'Université de Sherbrooke pour 1972/73;

- (b) QUE les études en cours soient poursuivies avec la plus grande célérité possible;
- (c) QUE le gouvernement soit prêt à envisager des mesures exceptionnelles pour remédier rapidement à la situation financière de l'Université de Sherbrooke.

7.5.9 RECOMMANDATIONS POUR L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC.

CONSIDÉRANT la proposition du ministère de l'Éducation quant aux subventions de l'Université du Québec;

CONSIDÉRANT que l'Université du Québec pourra poursuivre ses activités en 1972/73;

CONSIDÉRANT les règles d'allocations entre les constituantes présentées au Conseil;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

- (a) QU'une subvention totale de \$38,868,000 soit versée en 1972/73 pour l'ensemble de ses activités, tel que proposé par le MEQ;
- (b) QUE l'Université du Québec fasse rapport avant le début de l'année financière 1972/73 sur l'état de ses prévisions budgétaires;
- (c) QUE la subvention particulière de \$30,000 identifiée par le MEQ aux fins de publication de «Québec-Science» soit soumise à la recommandation portant sur l'ensemble des revues scientifiques universitaires.

7.5.10 RECOMMANDATIONS POUR L'UNIVERSITÉ BISHOP'S.

CONSIDÉRANT que l'Université Bishop's est en période de transition et qu'elle vient de conclure une entente avec le Collège Champlain;

CONSIDÉRANT que le coût unitaire des étudiants de niveau universitaire proposé se présente comme normal par rapport aux coûts observés ailleurs;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

- (QU'une subvention de \$1,561,000 soit versée à l'Université Bishop's en 1972/73, tel que proposé par le MEQ.

7.5.11 RECOMMANDATIONS POUR L'UNIVERSITÉ MCGILL.

1) CONSIDÉRANT les conclusions du rapport du Comité d'étude sur la situation financière de l'Université McGill en 1971/72 et les propositions du ministère de l'Éducation qui s'y réfèrent;

CONSIDÉRANT que la diminution nette des effectifs étudiants de l'Université en 1971/72 est moins élevée que prévu;

CONSIDÉRANT que les recommandations du Conseil des universités en date du 16 juin 1971 en faveur de l'Université McGill pour 1971/72 comportaient un redressement palliant en partie les effets de cette diminution;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

(a) QUE la subvention de 1971/72 à l'Université McGill tienne
(compte d'un ajustement à la base des dépenses considérées
(pour un montant de \$906,000 et comporte une somme
(correspondante;

(b) QUE cet ajustement comprenne toutefois le montant de
(\$600,000 recommandé l'an dernier par le Conseil pour
(1971/72 et accordé aux mêmes fins;

(c) QUE la subvention nette à l'Université McGill en 1971/72
(soit donc augmentée de \$306,000.

2) CONSIDÉRANT les propositions du ministère de l'Éducation quant à la subvention à l'Université McGill en 1972/73;

CONSIDÉRANT les effets de l'ajustement proposé par le Conseil à la recommandation précédente;

CONSIDÉRANT que l'Université McGill pourra assurer la réalisation de son plan financier quadriennal dans ce nouveau cadre;

CONSIDÉRANT que le gouvernement devrait aider l'Université à régler rapidement le réaménagement de la faculté d'agriculture;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

(a) QU'une subvention de \$37,255,000 soit versée à l'Université McGill en 1972/73;

(b) QUE cette subvention comprenne un montant spécifique de
(\$700,000 pour couvrir les dépenses occasionnées par le
(retard du gouvernement à donner son accord au développement de la faculté d'agriculture;

- (c) QUE le gouvernement prenne les dispositions pour assurer
- (dans les délais les plus brefs le déménagement de cette fa-
- (culté, tel que proposé par l'Université McGill.

7.5.12 RECOMMANDATIONS POUR L'UNIVERSITÉ SIR GEORGE WILLIAMS.

CONSIDÉRANT la proposition de subvention faite par le ministère de l'Éducation en faveur de l'Université Sir George Williams pour 1972/73;

CONSIDÉRANT que l'Université pourra ainsi poursuivre normalement ses activités pendant l'année en cause;

CONSIDÉRANT que les deux années suivantes pourront y présenter des problèmes financiers particuliers en raison de la disparition du niveau collégial et de la diminution rapide des effectifs étudiants;

Le Conseil des universités RECOMMANDE

- (a) QU'une subvention de \$12,412,000 soit versée à l'Université
- (Sir George Williams en 1972/73, tel que proposé par le
- (MEQ;
- (b) QUE Sir George Williams examine rigoureusement l'en-
- (semble des implications financières de l'évolution de l'Uni-
- (versité pour la période allant de 1973 à 1976 et présente en
- (temps utile un rapport sur cette question.

7.6 Conclusions générales sur l'opération budgets de fonctionnement 1972/73

Il ressort d'une brève analyse critique de l'opération que

1. globalement, celle-ci demeure insatisfaisante, car fondée sur une formule imparfaite, sur une connaissance trop partielle des conséquences des recommandations budgétaires sur la vie des universités, de même que sur des études trop superficielles de questions telles que les politiques salariales, les définitions de tâches...
2. la répartition des ressources entre les différentes universités laisse persister certaines inégalités ou ne permet pas un développement du même ordre (ainsi, restent en suspens les problèmes

budgétaires de Laval, de Sherbrooke, ou les problèmes d'urgence de l'Université du Québec);

3. l'inégalité relative de l'allocation de ces ressources entraînera l'inégalité des conditions de formation offertes aux étudiants;

4. le Conseil peut malgré tout jouer un rôle important de sensibilisation des universités et du gouvernement aux problèmes soulevés à l'occasion de cette nouvelle expérience d'analyse des budgets.

Tableau XVIII

Synthèse des recommandations financières 1972/73

	Revenus propres \$'000	Propositions initiales du M.E.Q.			Subven- tions recommen- dées par le Conseil \$'000	Subven- tions accordées (*) \$'000
		Subvention de base \$'000	Cas particuliers \$'000	Subventions totales \$'000		
Laval	6,095	35,335	(920)	34,415	34,415	34,395
Montréal	7,398	42,455	(76)	42,379	42,379	42,371
H.E.C.	983	2,330	356	2,686	2,686	2,656
Polytechnique	944	5,944	177	6,121	6,121	6,121
Sherbrooke	2,747	13,798	(433)	13,365	13,365	13,439
U. du Québec						
Montréal	3,772	15,032				
Tr.-Rivières	1,737	5,957				
Chicoutimi	947	2,769				
Rimouski	704	1,861				
Rouyn	272	1,660				
Total	7,432	27,279	11,589	38,868	38,868	38,838
Bishop's			1,561	1,561	1,561	1,561
McGill	9,149	34,862	3,051	37,913	37,255	37,283
Sir George	4,763	11,469	943	12,412	12,412	12,416
F. de chercheurs			5,500	5,500	5,500	5,500
Nouv. programmes			1,000	1,000	1,000	1,000
A distribuer			10,090	8,780	9,438	9,420
TOTAL	39,511	173,472		205,000	205,000	205,000

* Arrêté en Conseil No 805-72, du 15 mars 1972.

VIII — Financement de l'enseignement supérieur: investissements

8.1 Introduction

Dans son deuxième rapport annuel (p. 61) le Conseil des universités mentionnait qu'à la date du 31 juillet 1971 il n'avait encore reçu du Ministère de l'Éducation ni les règles d'analyse proposées pour la révision du plan, ni les projets de subventions d'investissement pour l'année financière 1971/72 qui avait pourtant commencé le premier juin précédent. Conséquemment, ce deuxième rapport annuel ne traitait pas des investissements.

Les propositions du Ministère sur le programme quinquennal 1971/75 parvenaient pourtant au Conseil le 13 septembre suivant, et elles étaient envoyées aux universités, pour commentaires. Ceux-ci parvenaient au Ministère et au Conseil le premier octobre.

Ce huitième chapitre du rapport annuel contient le résumé de l'avis sur le plan quinquennal d'investissements universitaires 1971/75, que le Conseil adressait au Ministre de l'Éducation le 13 octobre 1971.

8.2 Avis préalable

Un effort important a été fait par le Ministère pour préparer un dossier détaillé des ressources matérielles existantes, des politiques et des règles d'analyse proposées, ainsi que de l'application de ces dernières à chaque établissement universitaire.

Toutefois, le Conseil des universités se doit de souligner l'importance particulière qu'il attache à la mise au point du plan quinquennal d'investissements, parce que cette dernière constitue une occasion exceptionnelle d'assurer la cohérence du développement des établissements d'enseignement supérieur. À ce point de vue, le retard extrême qui sera apporté aux décisions gouvernementales (5 mois après le début de l'année financière des universités) ne permet pas aux universités d'assurer une gestion normale; la date tardive de l'intervention du Conseil ne permet pas à ce dernier d'apporter la contribution que le Ministre de l'Éducation devrait normalement désirer.

8.3 Évaluation du processus utilisé

La quantité de renseignements demandée par le Ministère aux universités pour la présentation du plan est considérable et quelquefois mal définie; la quantité de renseignements fournie par les universités est impressionnante et souvent inutile. Ministère et universités devraient s'efforcer d'y substituer la qualité des renseignements demandés et fournis. Au présent stade des inventaires, le Ministère, pour ses propres fins, pourrait ainsi surtout chercher à contrôler les grandes masses, en fonction d'objectifs simples et clairs; les universités devraient appuyer leurs demandes de mémoires brefs et éclairants.

Le Ministère de l'Éducation impute les délais introduits aux retards apportés par certains établissements à terminer leur dossier individuel; les universités expliquent ces retards par la masse des renseignements demandés et l'insuffisance de leurs moyens. Ainsi, l'inventaire des locaux et de leur utilisation est en retard d'un an, et même de deux ans dans quelques cas (McGill, Montréal). Cette situation ne devrait pas être sans issue. Un calendrier rigoureusement suivi dans les universités et au ministère fournirait de meilleurs résultats, et permettrait de ne pas pénaliser les universités dont les dossiers sont prêts à temps. Il y aurait d'ailleurs lieu de prévoir aux budgets de fonctionnement les ressources nécessaires au bon déroulement des opérations.

Pour sa part, le Conseil des universités n'entend pas introduire de délais supplémentaires indus dans le processus d'analyse et de prise de décision. Il accepte encore cette année de sacrifier la qualité de sa participation et de son avis à l'urgence de la situation. Il espère vivement que la pratique de contacts fréquents au moment de l'élaboration des politiques et des règles puisse avoir lieu à l'intérieur d'une période plus étendue et aussi longtemps que possible avant la tombée des échéances.

8.4 Évaluation générale du plan soumis

A) *Propositions de base*

Comme l'an dernier, l'avis du Conseil des universités repose sur les propositions suivantes, qui sont d'ailleurs aussi assumées par le Ministère de l'Éducation:

- 1) Les universités disposent d'année en année d'une surface nette totale non résidentielle supérieure ou au moins égale à la surface calculée à partir des prévisions d'étudiants et de normes établies provincialement; à cet effet, il faut prévoir en général

qu'une construction soit inscrite au plan deux années avant son entrée en utilisation.

2) Il n'y a pas lieu de prévoir d'investissements en nouveaux locaux pour les étudiants de niveau collégial.

3) En conformité avec la loi des investissements universitaires, les universités soumettent au gouvernement pour approbation tous les projets d'investissement, y compris ceux pour lesquels elles ne demandent aucune subvention; le Ministre de l'Éducation pourra prendre les moyens appropriés pour éviter la mise en chantier de projets non inclus au programme approuvé par le gouvernement.

4) Tout projet déjà approuvé et inclus dans un programme antérieur du gouvernement, mais encore au stade des plans, peut être retardé si l'analyse le justifie.

5) Les subventions gouvernementales ne sont pas transférables d'un projet à l'autre; pour les transformations mineures et les équipements légers, des regroupements définissent un projet.

B — *Prévisions d'étudiants*

Les prévisions retenues pour les étudiants sont celles des universités. Une étude de la somme de ces prévisions par le Ministère indique qu'elles sont valables, même si les prévisions d'effectifs anglophones semblent optimistes en fin de période. La justesse des prévisions par établissement est difficile à vérifier, parce qu'elle dépend d'un certain nombre de facteurs impondérables. Une concertation des universités et du Ministère aiderait à les améliorer. En particulier, les universités gagneraient à recevoir du ministère de l'Éducation les résultats d'études prévisionnelles basées sur les clientèles des collèges et du secondaire, par région, par famille de programmes, et les résultats de celles portant sur les taux de scolarisation réels et sur les taux proposés comme objectifs.

C — *Éléments de politiques*

Le Conseil recommande que l'on applique les éléments suivants de politiques d'investissements, tels que proposés par le ministère de l'Éducation, compte tenu des remarques ajoutées:

1) En plus des programmes existants, les programmes de formation officiellement acceptés sont l'objet de subventions d'investissement et de fonctionnement au besoin.

2) Les investissements en équipement de sports et de loisirs ne sont l'objet d'aucune subvention spéciale, dans l'attente de plans de développement communautaires ou régionaux; il en est de même pour les investissements en équipement d'audio-visuel et d'informatique, dans l'attente d'une politique de développement d'une pédagogie universitaire.

3) Les services auxiliaires pourvoient à leur auto-financement complet, tant à l'investissement qu'au fonctionnement, à moins de preuve évidente de besoins.

4) Les montants de dépenses annuelles inscrits au programme pour améliorations et rénovations, pour mobilier et appareils, sont ajustés annuellement de la moitié du rapport des effectifs étudiants réels et prévus de l'année antérieure.

D — *Besoins de locaux*

Les formules d'investissement utilisées dans la proposition du Ministère pour la détermination des besoins de nouveaux locaux sont basées, comme l'an dernier, sur des surfaces unitaires en pieds carrés nets de surface non résidentielle par étudiant équivalent à temps complet de jour:

Étudiant de programmes secs:	70 pieds carrés
Étudiant de programmes humides:	140 pieds carrés
Étudiant de sciences de la santé:	210 pieds carrés.

Des facteurs de corrections sont introduits pour tenir compte de l'âge des constructions et du rapport surface nette/surface brute. En excluant les étudiants des sciences de la santé, le projet fournit ainsi une surface unitaire provinciale moyenne de 105 pieds carrés par étudiant, à comparer à 130 pieds carrés déjà utilisés en Ontario et à 111 pieds carrés que fourniraient les normes proposées au Nouveau-Brunswick (sans correction).

Le Conseil remarque au sujet de ces normes que:

- 1) la moyenne unitaire de 105 pieds carrés (sans les sciences de la santé) paraît faible par rapport à ce que l'on retrouve dans d'autres provinces canadiennes ou d'autres états américains;
- 2) certaines universités mettent en cause plusieurs des normes proposées, en particulier le fait qu'elles ne font pas intervenir explicitement les niveaux d'études.

En dépit de cela, l'examen des surfaces unitaires moyennes actuelles par établissement permet d'affirmer que les surfaces disponibles sont globalement partout suffisantes, en fonction des besoins prévus pour 1973/74; seules les constituantes de l'Université du Québec doivent prévoir remplacer en quantité importante des locaux temporaires ou loués par des installations permanentes.

8.5 Recommandations

Le Conseil des universités recommande:

- (1) QUE soit adopté le programme d'investissements proposé
(par le Ministère de l'Éducation conformément au tableau ci-
(joint et compte tenu des recommandations particulières ci-
(dessous (tableau XIX);
- (2) QUE le Ministère de l'Éducation et les universités prennent
(les dispositions pour que soient prises et diffusées en avril
(de chaque année les décisions gouvernementales affectant
(l'année financière universitaire commençant le premier juin;
- (3) QUE le dossier d'investissement à présenter par chaque
(université soit réduit quant à ses détails, mais comporte la
(description des motifs et des objectifs relatifs aux masses
(importantes;
- (4) QU'un effort soit fait dans les universités pour tenir à jour
(un inventaire des locaux et de l'utilisation de ces derniers et
(qu'à cette fin des subventions particulières soient au besoin
(versées au budget de fonctionnement;
- (5) QUE le Ministère de l'Éducation mette à la disposition des
(universités des analyses de prévisions d'étudiants et de taux
(de scolarisation, à la fois pour le niveau universitaire et pour
(le niveau collégial; que les universités pour leur part se
(concertent au moment de la préparation de leurs prévisions
(d'effectifs, en particulier dans les secteurs francophone et
(anglophone de la région de Montréal;
- (6) QUE les universités s'assurent que leurs étudiants ont des
(services adéquats de logement et de restaurant, mais, sauf
(exception, sans participer directement elles-mêmes à la cons-
(tructions et à l'exploitation de tels services;
- (7) QUE le Ministère de l'Éducation incite plus systématique-
(ment les universités à présenter des projets expérimentaux

(et des projets de recherche sur l'utilisation des techniques
(audio-visuelles et de l'informatique;

(8) QUE soit poussée plus avant l'étude de règles normatives
(de planification des investissements pour mesurer avec plus
(de précision les besoins d'espace par niveau d'enseignement
(et par catégorie d'étudiants; que l'on ajoute aux facteurs de
(correction déjà introduits pour la vétusté et l'efficience des
(constructions un facteur tenant compte de ce que les locaux
(existants ne répondent pas toujours aux normes;

(9) qu'une véritable collaboration s'établisse entre les universités,
(le ministère de l'Éducation et le Conseil des universités pour
(la préparation des formules budgétaires et l'établissement de
(normes d'espace;

(10) qu'en conformité avec la loi des investissements universi-
(taires, les universités soumettent au gouvernement, pour
(approbation, tous leurs projets d'investissements, sans excep-
(tion, y compris ceux pour lesquels elles ne demandent au-
(cune subvention;

(11) que les investissements faisant appel à des contributions
(d'autres organismes que le ministère de l'Éducation, en tous
(secteurs, y compris celui de la santé, fassent l'objet d'une
(concertation systématique entre les universités, le ministère
(de l'Éducation et les organismes concernés, tant gouverne-
(mentaux (fédéraux et provinciaux) que privés;

(12) qu'à la suite des représentations des universités, les projets
(suivants soient ajoutés au plan quinquennal proposé, pour
(mise en oeuvre à partir de 1971/72:

(Université Laval	\$200,000	Réfection du toit du
(Pavillon De Koninck
(150,000	Relocalisation de l'École de
(réadaptation
(H.E.C.	80,000	Amélioration et
(transformations
(Sherbrooke	100,000	Aménagements des terrains
(U.Q.	320,000	Bibliothèques des
(constituantes

(U.Q. à Rimouski	195,000	Améliorations et transformations
(
(170,000	Mobilier et appareils
(Bishop's	70,000	Améliorations et appareils
(McGill	220,000	Améliorations et transformations
(
(Sir George	245,000	Améliorations et transformations
(

Tableau XIX

Investissements Universitaires

Plan quinquennal 1971-75 proposé *

Sommaire par catégorie de projets
et par source de financement

Universités du Québec

PROJETS	PLAN QUINQUENNAL (en \$'000)					TOTAL
	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	
Catégorie 1						
— Projets en cours	13,535	5,000	4,000	3,500	3,300	29,335
Catégorie 2						
— Dépenses annuelles	3,490	3,575	3,550	3,510	3,490	17,615
Catégorie 3						
— Projets à entreprendre	41,040	44,610	32,620	25,320	15,945	159,535
TOTAL	58,065	53,185	40,170	32,330	22,735	206,485
Financement						
— Ministère de l'Éducation	50,015	45,345	38,170	30,630	22,485	186,645
— Caisse d'aide à la Santé	1,710	750	800	1,700	250	5,210
— Société d'habitation du Québec (emprunt non garanti)	580	—	—	—	—	—
— Fonds et dons	2,925	7,090	1,200	—	—	11,215
— Autofinancement	135	—	—	—	—	135
— Autres (subventions d'organismes autres que le M.E.Q.)	2,700	—	—	—	—	2,700
Total	58,065	53,185	40,170	32,330	22,735	206,485
Revenus à déduire de la contrib. du M.E.Q.						
— Intérêts gagnés en 1970-71	1,255	—	—	—	—	1,255
— Solde du produit d'emprunts obligataires	2,000	—	—	—	—	2,000
— Financement temporaire en 1970-71	— 505	—	—	—	—	— 505
Total	2,750	—	—	—	—	2,750

D.G.E.S. — S.A.F.

* N'inclut pas les montants de la recommandation no 12.

Tableau XX

**Projets à entreprendre
au cours du plan quinquennal
1971-1975**

	Dépenses		Coût total au plan	Contribution du. Min. Ed.
	1971	Années subs.		
Laval				
Transformation et rénovation	510	1,910	2,420	2,420
Mobilier et appareils	1,470	3,375	4,845	4,245
Médecine dentaire	510	—	510	255
Edifice à bureaux	3,800	—	3,800	3,000
Installations sportives	200	400	600	300
Développement	—	2,500	2,500	1,250
Autres	540	400	940	940
Total	7,030	8,585	15,615	12,410
Montréal				
Transformations et rénovations	810	3,100	3,910	3,910
Mobilier et appareils	2,340	4,050	6,390	5,010
Immeuble principal (transf.)	3,000	12,000	15,000	12,000
Pavillon Jésus-Marie (transf.)	2,500	3,800	6,300	6,185
Pav. Marguerite d'Youville (achat)	4,430	—	4,430	3,900
Droit et sciences soc. (agrand.)	500	1,500	2,000	2,000
Médecine vétérinaire (agrand.)	250	650	900	900
Autres	115	260	375	145
Développement	—	4,500	4,500	4,500
Total	13,945	29,860	43,805	38,550
H.E.C.				
Transformations et rénovations	400	80	480	480
Mobilier et appareils	30	120	150	150
Total	430	200	630	630
Polytechnique				
Transformations et rénovations	100	400	500	500
Mobilier et appareils	330	975	1,305	1,220
Agrandissement	775	5,725	6,500	6,500
Total	1,205	7,100	8,305	8,220

Tableau XX (suite)

	Dépenses		Coût total au plan	Contribution du. Min. Ed.
	1971	Années subs.		
Sherbrooke				
Transformations et rénovations	195	775	970	970
Mobilier et appareils	510	1,575	2,085	1,960
Pavillon sciences humaines	3,345	—	3,345	3,345
Pavillon sciences pures	1,330	—	1,330	1,330
Complexe sportif	600	4,300	4,900	2,500
Autres	230	305	535	500
Total	6,210	6,955	13,165	10,605
U.Q.A.M.				
Transformations et rénovations	1,025	2,510	3,535	3,535
Mobilier et appareils	1,480	2,850	4,330	4,185
Pavillon des sciences	2,230	—	2,230	2,230
Autres	110	—	110	110
Développement	5,010	32,700	37,710	37,710
Total	9,855	38,060	47,915	47,770
U.Q.T.R.				
Transformations et rénovations	715	1,245	1,960	1,960
Mobilier et appareils	1,590	910	2,500	2,480
Complexe sportif	300	4,100	4,400	4,400
Résidence	620	—	620	40
Autres	150	—	150	150
Développement	2,200	10,040	12,240	12,240
Total	5,575	16,295	21,870	21,270
U.Q.A.C.				
Transformations et rénovations	195	240	435	435
Mobilier et appareils	800	495	1,295	1,295
Aménagements sportifs	55	2,425	2,480	2,480
Aménagements de terrains	300	200	500	500
Développement	3,100	8,200	11,300	11,300
Total	4,450	11,560	16,010	16,010
U.Q.A.R.				
Transformations et rénovations	370	380	750	750
Mobilier et appareils	620	935	1,555	1,555
Autres	50	—	50	50
Développement	—	2,650	2,650	2,650
Total	1,040	3,965	5,005	5,005

Tableau XX (suite)

	Dépenses		Coût total au plan	Contribution du. Min. Ed.
	1971	Années subs.		
I.N.R.S.				
C.E.Q.U.E.A.U.	225	1,125	1,350	1,350
C.R.E.N.	225	2,000	2,225	2,225
C.R.U.R.	350	225	575	575
C.R.S.S.	230	—	230	230
Autres	35	80	115	85
Développement	—	2,000	2,000	2,000
Total	1,065	5,430	6,495	6,465
E.N.A.P.				
Divers	55	20	75	75
U.Q. — Nord-Ouest				
Locaux temporaires	400	—	400	400
Développement	—	1,200	1,200	1,200
Total	400	1,200	1,600	1,600
U.Q. — Hull				
Locaux préfabriqués	355	—	355	355
Développement	—	500	500	500
Total	355	500	855	855
U.Q. — Siège social				
Divers	250	310	560	560
Bibliothèques des constituantes	320	—	320	320
Honoraires professionnels afférant aux projets du réseau	1,640	4,080	5,720	5,720
Total	2,210	4,390	6,600	6,600
Bishop's				
Transformations et rénovations	35	155	190	190
Mobilier et appareils	135	295	430	430
Total	170	450	620	620
McGill				
Transformations et rénovations	2,255	2,530	4,785	3,350
Mobilier et appareils	1,405	3,855	5,260	4,845
Géographie, math. et informat.	800	—	800	800
Sciences de l'administration	500	2,350	2,850	—
Edifice de physique	100	3,160	3,260	—
Divers	60	160	220	220
Total	5,120	12,055	17,175	9,215

Tableau XX (suite)

	Dépenses		Coût total au plan	Contribution du Min. Ed.
	1971	Années subs.		
Sir George Williams				
Transformations et rénovations	330	304	635	635
Mobilier et appareils	370	1,490	1,860	1,860
Total	<u>700</u>	<u>1,795</u>	<u>2,495</u>	<u>2,495</u>

Tableau XXI

**Surfaces nettes non résidentielles qualifiées
(en milliers de pieds carrés)**

suivant le projet du Ministère de l'Éducation, août 1971

	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76
Laval	2,071	2,301	2,376	2,375	2,376	2,376	2,376
Montréal (1)	1,629	1,629	1,629	1,669	1,799	1,799	1,799
H.E.C.	99	180	180	180	180	180	180
Polytechnique	328	328	328	328	448	448	448
Sherbrooke	840	864	1,064	1,064	1,064	1,064	1,064
U.Q.A.M.	337	463	592	790	850	930	1,000
U.Q.T.R.	173	181	193	293	400	475	475
U.Q.A.C.	115	131	131	231	231	416	285
U.Q.A.R.	96	96	96	96	96	160	160
E.N.A.P.							
I.N.R.S.							
Siège social	14						
Bishop's	149	149	167	167	167	167	167
McGill	1,575	1,670	1,850	1,850	1,910	1,910	1,910
Sir George Williams	543	584	584	584	584	584	584

(1) Sans Saint-Hyacinthe

Tableau XXII

Surfaces unitaires non résidentielles qualifiées

(en pieds carrés par étudiant équivalent à temps complet de jour)

suivant le projet du Ministère de l'Éducation, août 1971

	69-70	70-71	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76
Laval	159.5	211.0	216.0	212.5	201.0	192.5	184.5
Montréal	157.5	149.0	140.5	135.0	138.5	131.5	126.0
H.E.C.		166.0	141.0	127.0	119.0	111.0	106.0
Polytechnique	179.0	186.0	176.0	168.0	208.5	188.5	174.5
Sherbrooke	221.0	224.0	247.0	226.0	205.5	187.5	171.0
U.Q.A.M.	75.5	95.0	89.5	100.0	100.0	100.0	100.0
U.Q.T.R.	103.0	103.0	87.0	101.5	113.0	115.0	105.5
U.Q.A.C.	163.0	149.5	98.0	156.0	130.0	196.0	134.5
U.Q.A.R.	244.0	314.0	173.0	111.0	86.0	110.0	101.0
E.N.A.P.							
I.N.R.S.							
Siège social							
Bishop's	144.5	125.0	137.5	164.0	144.5	131.0	122.0
McGill	124.5	126.0	141.0	149.0	154.5	158.0	157.0
Sir George Williams	92.5	101.5	103.5	113.0	120.5	126.0	126.0

Conclusion

Il paraît au Conseil que l'année 1971/72 a été pour lui fort chargée. La Loi lui impose en effet de se prononcer sur tout ce qui concerne le développement de l'enseignement supérieur. À ce titre, il est engagé dans le court terme — approbation des nouveaux programmes, subventions de fonctionnement, subventions de recherche, par exemple — en même temps qu'il traite de planification à long terme. Concilier les exigences des deux types d'activités lui est parfois difficile. Parce que le milieu universitaire et le Ministère de l'Éducation apportent une contribution capitale à son travail, contribution qui compense l'exiguité relative de ses propres ressources, il croit pourtant avoir contribué au progrès de l'enseignement supérieur québécois durant l'année passée.

Il a aussi conscience du nombre et de la lourdeur des tâches qui restent à accomplir.

Après avoir brossé un tableau de l'enseignement supérieur québécois au tournant des années 70, et ainsi aidé à la compréhension des problèmes qui se posent à nos universités, il s'est fixé pour tâche prioritaire la présentation au Ministre de l'Éducation, avant le premier janvier 1973, de ses recommandations sur les objectifs de notre enseignement supérieur et sur les orientations de chaque établissement.

En collaboration avec le Ministère de l'Éducation et les universités, il poursuivra ses efforts en vue de la coordination des programmes. La priorité qu'il assignera au Comité des programmes, pour 1972/73, sera la coordination des anciens programmes par des analyses mini-sectorielles qui selon le cas suppléeront à l'impossibilité d'une planification sectorielle complète, ou compléteront les études sectorielles qui auront pu être menées.

En collaboration aussi avec ces organismes, il entreprendra dès septembre 1972 des études économiques dont la responsabilité sera confiée à son Comité du financement, dont le mandat en 1972/73 sera plus spécialement de

- a) proposer pour le financement de l'enseignement supérieur au Québec un ensemble d'objectifs devant éclairer le Conseil dans les avis que ce dernier doit donner sur les budgets annuels

des universités et les subventions gouvernementales qui leur seront accordées;

b) élaborer pour les fins du Conseil les éléments d'un système de financement pouvant répondre aux objectifs proposés et satisfaire aux exigences d'une répartition équitable des fonds publics;

c) aborder à l'aide des résultats précédents et pour les fins du Conseil l'étude des budgets universitaires de la prochaine année.

Le Conseil devra de nouveau insister sur la nécessité d'une coordination des services universitaires, au premier rang desquels il situe les bibliothèques, les services d'informatique et les services d'aide aux étudiants. Ses recommandations sur ce point ont toujours été jugées opportunes, mais elles n'ont inspiré jusqu'ici aucune action réelle de planification, sauf pour les Presses universitaires, alors que le Conseil faisait procéder lui-même à l'étude de la question. Faute de moyens, il ne pourra lui-même suppléer à la lenteur que mettent les universités et le gouvernement à apporter à ces problèmes des solutions qui sont depuis longtemps jugées urgentes.

C'est d'ailleurs le défaut d'action des universités qui lui a fait prendre en main la question de l'éducation permanente, à laquelle il attache beaucoup d'importance. Il présentera des recommandations sur le sujet au printemps prochain, en s'inspirant du rapport dont il patronne actuellement l'élaboration avec la Conférence des recteurs et des principaux.

Le Conseil estime enfin que le moment est venu de procéder à un premier bilan de l'intégration de la formation des maîtres aux universités. Une étude préliminaire sur le sujet lui sera présentée dans le courant d'octobre 1972; il en tirera éventuellement des recommandations qu'il insérera dans ses recommandations sur les objectifs et les orientations.

Au total, déterminer les objectifs de l'enseignement supérieur québécois et les orientations de chaque établissement, accélérer la coordination des programmes, intensifier la planification sectorielle, placer les réflexions annuelles sur le financement des universités dans des perspectives plus scientifiques, construire pour le développement de l'éducation permanente des bases opérationnelles, rationaliser les services auxiliaires de l'enseignement... constituent pour les organismes centraux de planification de l'enseignement supérieur, et particulièrement pour le Conseil des universités, des tâches qu'il convient de terminer, ou du moins de poursuivre en priorité, en 1972/73.

Annexe I

Loi du Conseil des universités

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Un organisme, ci-après appelé «le Conseil», est institué sous le nom, en français, de «Conseil des Universités», et, en anglais, de «Council of Universities».
2. Le Conseil a pour fonction principale de donner des avis au ministre de l'Éducation sur les besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire et de lui faire des recommandations sur les mesures à prendre pour combler ces besoins.
3. Le Conseil peut, en particulier:
 - a) étudier les besoins de l'enseignement supérieur en tenant compte des besoins culturels, scientifiques, sociaux et économiques du Québec, ainsi que des ressources humaines et matérielles et des effectifs étudiants;
 - b) proposer les objectifs qui doivent être poursuivis, à court et à long terme, pour que soit assuré le développement de l'enseignement et réviser périodiquement ces objectifs;
 - c) donner au ministre de l'Éducation des avis sur le développement des institutions universitaires et sur la création de nouveaux établissements d'enseignement supérieur;
 - d) suggérer au ministre de l'Éducation les normes qui pourraient être adoptées relativement à la standardisation des méthodes comptables des établissements d'enseignement supérieur;
 - e) étudier les budgets annuels de fonctionnement et d'investissements des établissements d'enseignement supérieur;
 - f) recommander le montant des crédits annuels à dégager pour fins de subventions aux établissements d'enseignement supérieur ainsi que leur répartition;
 - g) recommander des mesures propres à assurer la coordination et la collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur et les autres niveaux d'enseignement;

h) maintenir des liens étroits avec les organismes responsables de la recherche et faire des recommandations au ministre de l'Éducation relativement au développement de la recherche universitaire;

i) collaborer à la préparation des lois et des règlements relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche universitaire.

Le Conseil peut aussi, avec l'autorisation du ministre de l'Éducation, faire effectuer des études et recherches jugées utiles ou nécessaires à la poursuite de ses fins.

4. Le ministre de l'Éducation est tenu de soumettre à l'avis du Conseil:

a) tout plan qu'il entend mettre en oeuvre pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire, à chaque phase majeure de son élaboration;

b) les budgets annuels de fonctionnement et d'investissements des établissements d'enseignement supérieur;

c) la répartition, entre les établissements d'enseignement supérieur, du montant global des crédits annuels dégagés pour fins d'enseignement supérieur et de recherche universitaire;

d) les mesures qu'il entend adopter pour assurer la coordination entre les établissements d'enseignement supérieur;

e) des règles relatives à la standardisation des méthodes comptables des établissements d'enseignement supérieur.

5. Le Conseil se compose des membres suivants, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre de l'Éducation:

a) le président;

b) neuf personnes du milieu universitaire, nommées après consultation des dirigeants, des professeurs et des étudiants des universités;

c) quatre personnes nommées après consultation des associations les plus représentatives du monde des affaires et du travail;

d) le président de la Commission de la recherche universitaire;

e) deux fonctionnaires du gouvernement.

6. Le président du Conseil des universités est nommé pour cinq ans. Il doit s'occuper exclusivement du travail et des devoirs de sa fonction.

7. Les membres du Conseil des Universités visés aux paragraphes b) et c) de l'article 5 sont nommés pour quatre ans. Leur mandat ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois.

Cependant, pour les premières nominations, les treize premiers de ces membres sont nommés, quatre pour deux ans, quatre pour trois ans et cinq pour quatre ans.

Le président de la Commission de la recherche universitaire demeure membre du Conseil tant qu'il occupe sa fonction.

8. Dans le cas des membres visés aux paragraphes b) et c) de l'article 5, toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée du mandat de ce dernier.

Telle vacance intervient par décès, démission, absence d'un nombre de réunions déterminé par règlement du Conseil et, pour les personnes nommées en vertu du paragraphe b) de l'article 5, lorsqu'elles cessent de faire partie du milieu universitaire au sens des règlements du Conseil.

9. Aucun membre du Conseil législatif ou député à l'Assemblée législative ne peut devenir membre du Conseil des Universités ou le demeurer.

Les membres du Conseil des Universités doivent être domiciliés dans le Québec.

10. Les membres du Conseil des Universités autres que le président sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

11. Le secrétaire du Conseil est nommé, sur la recommandation du Conseil, par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe son traitement; il ne peut être destitué que conformément à l'article 61 de la Loi de la fonction publique (13-14 Elizabeth II, chapitre 14). Tout autre fonctionnaire ou employé du Conseil est nommé et rémunéré suivant ladite Loi de la fonction publique.

12. Le Conseil doit se réunir au moins six fois par année.

13. Un organisme de consultation est institué auprès du Conseil sous le nom, en français, de «Commission de la recherche universitaire» et, en anglais, de «University Research Commission». Les membres de

cette Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du Conseil.

La Commission a pour fonction de donner des avis au Conseil sur toute question relative à la recherche universitaire au Québec.

14. Le président de la Commission est nommé pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation du Conseil.

Le Conseil peut déterminer le nombre des autres membres de la Commission, qui ne doit pas excéder huit, la durée de leur mandat et la procédure à suivre pour leur remplacement.

Le Conseil peut, avec l'autorisation du ministre de l'Éducation, constituer des commissions, y compris des commissions techniques consultatives et des commissions chargées de mandats spéciaux et déterminer la composition de ces commissions ainsi que la durée du mandat de leurs membres.

15. Les membres de la Commission de la recherche universitaire ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et recevoir une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

16. Le Conseil peut, par règlement, statuer sur toute matière requise pour sa régie interne.

17. Le Conseil doit, au plus tard, le 30 juin de chaque année, faire au ministre de l'Éducation un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Ce rapport est déposé devant l'assemblée législative si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

18. Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi sont payées, pour l'exercice financier 1968/69, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices subséquents, à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

19. Le ministre de l'Éducation est chargé de l'application de la présente loi.

20. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Structure et nomenclature des diplômes

1. Questionnaire

Les renseignements demandés dans chaque section sont les suivants:

- A) Grade de 1er cycle:
- secteur et code
 - grade conféré: titre au long
(appellation)
titre abrégé (sigle)
 - types d'études (spécialisé,
sujet majeur, général)
 - diplôme préalable
 - nombre de crédits
 - durée en sessions
 - date
- B) Grades professionnels de 2e cycle:
- secteur et code
 - grade conféré: titre au long
(appellation)
titre abrégé (sigle)
 - diplôme préalable
 - nombre de crédits
 - durée en sessions
 - date

179

- C) Grades de recherche de 2e cycle:
- secteur et code
 - grade conféré: titre au long
(appellation)
titre abrégé (sigle)
 - nombre de crédits: cours,
thèse,
total
 - diplôme préalable
 - durée en sessions
 - date
- D) Grades de 3e cycle:
- secteur et code
 - grade conféré: titre au long
(appellation)
titre abrégé (sigle)
 - nombre de crédits: cours,
thèse,
total
 - diplôme préalable
 - durée en sessions
 - date
- E) Diplômes ou certificats d'études n'attestant pas un grade:
- secteur et code
 - diplôme ou certificat remis:
titre au long,
titre abrégé
 - diplôme préalable
 - nombre de crédits
 - durée en sessions
 - date

Les «secteur et code»* demandés sont ceux qu'a établis le «Comité d'implantation du registre central des admissions» et permettent ainsi de rattacher les diplômes aux programmes correspondants. La «date» demandée est l'année, s'il y a lieu, au cours de laquelle un diplôme sera remis soit pour la dernière fois (date entre parenthèses) soit pour la première fois.

Comme l'indiquent les renseignements demandés, l'enquête faite par le comité n'était pas exhaustive; elle ne permettait pas de juger au point de vue qualité et contenu des études, de l'équivalence des diplômes. Laissant à d'autres groupes le soin d'examiner ces questions,

* Voir Appendice A

le Comité s'est limité dans son étude à des caractères généraux des grades et des diplômes, tels que leur appellation ainsi que la durée, les crédits, le type spécialisé, avec sujet majeur ou général des études qu'ils couronnent. Ces informations lui ont semblé suffisantes pour remplir son mandat.

2. Remarques générales

A) *Le vocabulaire universitaire*

Les universités ont répondu en général de façon complète au questionnaire. Cependant si les informations transmises sont cohérentes à l'intérieur d'une même institution, elles posent souvent, pour faire des comparaisons interuniversitaires, des difficultés qui, pour être levées, exigent beaucoup d'interprétation des données. Cette situation est due principalement au fait que chaque université a ses moeurs langagières propres et qu'il n'existe pas pour l'ensemble des universités une sémantique universitaire commune. Ainsi les «secteur et code» du Comité d'implantation du registre central des admissions semblent inconnus dans certaines universités, les durées d'études sont mesurées en années, en sessions, en trimestres, en semestres ou en «sessions» (anglaises) valant deux sessions (françaises), les programmes sont comptabilisés en cours ou en crédits dont la définition de base est différente, etc. Malgré ces difficultés, le comité estime avoir tiré profit des renseignements reçus; il croit nécessaire d'établir pour l'avenir un vocabulaire universitaire commun.

B) *Les grades conférés*

Les universités du Québec s'orientent très nettement vers les grades de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat pour couronner respectivement les études du premier, du deuxième et du troisième cycle.

L'appellation des grades, i.e. l'ensemble des termes utilisés pour désigner un grade couronnant des études données, v.g. baccalauréat ès sciences (physique), est loin d'être uniforme et systématique. On y trouve une grande variété de formes et même des études équivalentes couronnées par des grades ayant des appellations différentes. Cependant, à la lumière des documents publiés récemment par certaines universités, il y a lieu de croire que les universités veulent uniformiser et systématiser l'appellation de leurs grades.

C) *Statistiques*

L'analyse des données recueillies a permis d'établir des statistiques sur le nombre de grades conférés par université, par cycle et par secteur. D'après ces données, les universités du Québec confèrent 1035 grades, dont 562 grades de 1er cycle, 293 maîtrises et 180 doctorats. L'Appendice B présente des statistiques, basées sur les données recueillies.

3. **Remarques sur le 1er cycle**

A) *Au sujet des préalables*

Tous les diplômes de 1er cycle exigent comme seul diplôme préalable le DEC ou l'équivalent, sauf les cinq exceptions suivantes:

- a. Laval: le B. pharm. exige le B.Sc. santé (pharm.) comme diplôme préalable.
- b. McGill: le D.D.S. exige le DEC plus une année préparatoire comme préalables.
- c. McGill: le MD exige le DEC plus une année préparatoire comme préalables.
- d. McGill: le B. Arch. exige le B.Sc. (Arch.) comme diplôme préalable.
- e. Montréal: le B. th. past. exige le DEC plus 60 crédits de théologie comme préalables.

B) *Au sujet de la durée*

Il s'agit ici de la durée des études d'un grade, comptée à partir du DEC ou de son équivalent.

- Sciences de la santé: de 6 à 10 trimestres, selon les programmes. Les cas les plus fréquents sont de 6 à 8 trimestres.
- Sciences appliquées: de 6 à 8 trimestres selon les universités. Sherbrooke fait mention de 5 trimestres d'études pratiques, en plus de 6 trimestres à l'université, le tout formant le programme coopératif
- Sciences humaines: 6 trimestres auxquels s'ajoutent parfois des stages

- Sciences de l'administration: 6 trimestres.
- Arts: 6 trimestres.
- Lettres: 6 trimestres.
- Sciences de l'éducation: 6 trimestres.

C) *Au sujet des crédits*

Les données varient surtout ici en raison du choix de l'unité de mesure fait par chaque université.

- Sciences de la santé: de 90 à 190 crédits selon les programmes chez les francophones. De 13½ à 37 *full courses* selon les programmes chez les anglophones.
- Sciences pures: de 30 à 160 crédits selon les programmes chez les francophones. De 15 à 17 *full courses* selon les programmes chez les anglophones.
- Sciences appliquées: de 90 à 180 crédits selon les programmes.
- Sciences humaines: de 30 à 130 crédits selon les programmes chez les francophones. De 15 à 17 *full courses* selon les programmes chez les anglophones.
- Sciences de l'administration: de 90 à 108 crédits selon les programmes chez les francophones. De 15 à 17 *full courses* selon les programmes chez les anglophones.
- Arts: 90 crédits ou 15 *full courses*.
- Lettres: de 90 à 98 crédits selon les programmes chez les francophones. De 15 à 17 *full courses* selon les programmes chez les anglophones.
- Sciences de l'éducation: de 90 à 108 crédits selon les programmes.

D) *Au sujet du type de programme*

La grande majorité des programmes d'études des universités francophones sont des programmes spécialisés, quoiqu'on y trouve aussi dans certains secteurs des programmes avec majeur et des programmes généraux. Par contre, les universités anglophones présentent les trois types de programmes dans à peu près tous les secteurs. On trouve par ailleurs dans l'un ou l'autre groupe deux types de programme spécialisé, suivant que ce dernier porte sur une discipline ou deux disciplines

très voisines et également deux types de programme avec majeur, suivant que le mineur porte sur une ou plusieurs disciplines.

E) *Au sujet du grade*

Dans la grande majorité des cas, le grade conféré au terme des études du 1er cycle est celui du baccalauréat. Le grade de licence est en voie de disparition; toutes les licences existantes seront remplacées par des baccalauréats dans les trois ou quatre prochaines années. Dans le tableau 2 de l'Appendice B, concernant les grades du 1er cycle, la colonne «autres» présente le nombre de licences qui sont actuellement conférées par chaque université.

F) *Au sujet de l'appellation du grade*

Il existe une grande hétérogénéité dans l'appellation des grades du 1er cycle et il semble que les universités aient déployé en ce domaine toutes les ressources de leur originalité et de leur volonté de se distinguer les unes des autres. Il serait souhaitable que l'appellation des grades soit uniforme et que, en règle générale, elle comporte un élément générique (v.g. ès arts) et un élément spécifique (v.g. mention de la discipline). Les grades professionnels dont, suivant l'usage nord-américain, l'appellation ne contient qu'un élément spécifique (v.g. baccalauréat en pharmacie), devraient être les seules exceptions à cette règle.

4. **Remarques sur les 2e et 3e cycles.**

A) *Le 2e cycle professionnel*

Le tableau 3 de l'Appendice B présente, par université et par secteur, le nombre de grades conférés par les universités québécoises suivant les données qu'elles ont fournies.

L'examen du tableau indique:

- a) qu'au total, les universités québécoises confèrent 68 grades de 2e cycle professionnel;*
- b) que le secteur des sciences appliquées est celui qui compte le plus grand nombre de grades de cette catégorie (28), suivi du

* Le comité a l'impression que certaines universités ont classé parmi les maîtrises professionnelles des maîtrises de recherche dans des secteurs professionnels.

secteur des sciences humaines (13) et de celui des sciences de l'éducation (10);

c) que seul le secteur des lettres n'a aucun grade de cette catégorie.

D'autre part, les données recueillies indiquent:

a) que la maîtrise est le seul grade conféré par les universités québécoises au terme d'un 2e cycle professionnel;

b) que le préalable aux études de maîtrise professionnelle est toujours un grade de 1er cycle obtenu, selon les cas, dans la même discipline ou le même champ d'études que la maîtrise ou dans toute autre discipline ou champ d'études;

c) que les crédits attribués aux maîtrises professionnelles varient beaucoup d'une université à l'autre en raison de la définition utilisée du crédit;

d) que la durée des études de maîtrise professionnelle est différente d'une université à l'autre. Cela est dû en partie au fait que les stages pratiques ont été tantôt inclus tantôt exclus dans le calcul de la durée indiquée.

B) *Le 2e cycle de recherche*

Le tableau 4 de l'Appendice B présente, par université et par secteur, les grades de 2e cycle de recherche conférés par les universités du Québec selon les informations qu'elles ont fournies au comité.

L'examen de ce tableau révèle:

a) que les universités québécoises confèrent 225 grades de recherche du 2e cycle;

b) que le secteur des sciences pures et appliquées compte le plus de grades conférés (87), suivi de celui des sciences humaines (64) et de celui des sciences de la santé (40).

Les données reçues des universités indiquent:

a) que la maîtrise est le seul grade utilisé par les universités québécoises pour couronner le 2e cycle de recherche;

b) que l'appellation des grades utilise en général les éléments génériques *ès arts* ou *ès sciences* suivis entre parenthèses de la discipline ou du champ d'études et que cette appellation est parfois maîtrise en une discipline ou un champ d'études;

c) que le préalable aux études de recherche du 2e cycle est le grade de 1er cycle, obtenu dans certains cas dans la même discipline ou le même champ d'études que la maîtrise;

d) que la durée moyenne de ces études est le plus fréquemment de 2 ou 3 trimestres;

e) que le nombre de crédits donné pour chaque maîtrise varie de l'une à l'autre, en raison principalement du fait que des crédits ne sont pas toujours attribués aux travaux de recherche.

C) *Le 3e cycle*

Le tableau 5 de l'Appendice B présente, par secteur et par université, le nombre de grades de 3e cycle conférés par les universités du Québec, selon les informations qu'elles ont fournies au comité.

À l'examen du tableau, on constate:

a) qu'au total les universités québécoises confèrent 143 grades de 3e cycle et qu'en fait cinq des dix universités se partagent cette tâche;

b) que le secteur des sciences pures et appliquées compte le plus de grades (61), suivi de celui des sciences humaines (36) et de celui des sciences de la santé (26).

L'étude des données fournies indique par ailleurs:

a) que le seul grade conféré au terme du 3e cycle est le doctorat

b) que les doctorats conférés sont des doctorats de recherche sauf dans un cas;

c) que l'appellation des grades est variée et se limite à Ph.D., doctorat ès sciences (spécialité), doctorat ès sciences appliquées (spécialité) et doctorat en..., v.g. droit, lettres, musique;

d) que le préalable aux études de doctorat dans une discipline ou un champ d'études est en général une maîtrise dans la même discipline ou le même champ d'études. Cependant, les Universités McGill, Laval et celle de Montréal admettent parfois au doctorat le titulaire d'un grade de 1er cycle qui a suivi avec succès les cours d'un programme de maîtrise;

e) que la durée moyenne des études est le plus fréquemment de 4 à 6 trimestres à compter de la maîtrise;

f) que les universités n'utilisent à peu près pas le système des crédits pour les grades de 3e cycle.

D) *Diplômes ou certificats n'attestant pas un grade*

Le comité n'a pas pu tirer des informations reçues au sujet des diplômes et certificats n'attestant pas un grade quelques lignes de force ou tendances communes. Les études que couronnent ces diplômes ou certificats relèvent en fait de l'éducation continue. Elles se situent tantôt au niveau du 1er cycle tantôt au niveau des 2e et 3e cycles. Enfin leur durée, les préalables de leur admission et leurs crédits sont, comme on pouvait s'y attendre, très variés.

Appendice A

Secteurs de regroupement des renseignements recueillis par le comité*

Secteur	Code	Discipline ou champ d'études
000		Sciences de la santé
	001	Chirurgie dentaire
	002	Diététique, nutrition
	003	Education physique
	004	Médecine
	005	Médecine vétérinaire
	006	Optométrie
	007	Pharmacie
	008	Réhabilitation
	009	Sciences infirmières
	010	Autres
100		Sciences pures et appliquées
	101	Agriculture
	102	Architecture
	103	Biochimie
	104	Biologie
	105	Chimie
	106	Foresterie, géodésie
	107	Génie
	108	Géologie
	109	Informatique
	110	Mathématiques
	111	Physique
	112	Autres

**Secteurs de regroupement des renseignements
recueillis par le comité***

Secteur	Code	Discipline ou champ d'études
200		Sciences humaines
	201	Bibliothéconomie
	202	Criminologie
	203	Démographie
	204	Droit
	205	Economique
	206	Géographie
	207	Histoire
	208	Journalisme
	209	Orientation
	210	Philosophie
	211	Psychologie
	212	Relations du travail
	213	Sciences de l'éducation
	214	Science politique
	215	Service social
	216	Sociologie, anthropologie
	217	Théologie, sciences religieuses
	218	Autres
300		Sciences de l'administration
	301	Administration
	302	Autres
400		Arts
	401	Beaux-arts
	402	Histoire de l'art
	403	Musique
	404	Autres
500		Lettres
	501	Langues modernes
	502	Langues anciennes
	503	Autres
900		Autres
	901	Education permanente
	902	B.A. général

* En vigueur au moment de l'enquête du comité, ce système a été modifié par la suite par le Comité d'implantation du registre central des admissions.

Appendice B
Tableau 1

Diplômes par université et par cycle

Université	1er cycle	Maîtrise profes- sionnelle	Maîtrise de recherche	Doctorat	Total
Laval	71	7	46	48	172
Montréal	85	26	46	54	211
Sherbrooke	29	10	34	21	94
McGill	108	21	67	52	248
Sir George Williams	111		13	5	129
Bishop's	14	2	13		29
U.Q.A.M.	47		3		50
U.Q.T.R.	47	2	3		52
U.Q.A.C.	31				31
U.Q.A.R.	19				19
Total	562	68	225	180	1035

Appendice B
Tableau 2

1er cycle universitaire: Baccalauréat

Université	Secteurs									
	000	100	200 (2)	300	400	500	Sc.E. (2)	Au. (3)	Total	
Laval	8	14	11	10	2		8	18	71	
Montréal	10	12	8	16	1	7	12	15	85	
Sherbrooke	2	5	4	8	1		3	5	29	
McGill	10	34	8	30	5	2	16	3	108	
Sir George W. (1)		14	3	46	14	11	19	4	111	
Bishop's		4		7	1		2		14	
U.Q.A.M.		6		10	1	8	3	19	47	
U.Q.T.R.	3	5	4	6	2	2	7	18	47	
U.Q.A.C.		5	6	3	1		2	14	31	
U.Q.A.R.		4		1	1		1	12	19	
Total	33	109	44	137	27	32	65	98	23	562

(1) Ces chiffres ont été tirés non pas du questionnaire que le comité a fait remplir, mais des tableaux préparés par l'U.Q.A.M. Ils sont assez élevés, car ils comprenaient pour chaque diplôme une catégorie type d'études plus détaillée que celle que nous avons utilisée.

(2) Les baccalauréats en Sciences de l'éducation (213) ne sont pas inclus dans le secteur 200.

(3) Autres — Ce sont des licences.

Appendice B
Tableau 3

2e cycle universitaire: Maîtrise professionnelle

Université	Secteurs						Sc.E.	Au.	Total
	000	100	200 (1)	300	400	500			
Laval	1	1	3	2					7
Montréal	5	11	3	1	1		5		26
Sherbrooke		6	2	1			1		10
McGill	2	10	4	2	1		2		21
Sir George W. Bishop's				1			1		2
U.Q.A.M.									
U.Q.T.R.			1				1		2
U.Q.A.C.									
U.Q.A.R.									
Total	8	28	13	7	2		10		68

(1) A l'exclusion des Sciences de l'éducation (Sc. E.)

Appendice B
Tableau 4

2e cycle universitaire: Maîtrise de recherche

Université	Secteurs						Sc.E.	Au.	Total
	000	100	200 (1)	300	400	500			
Laval	6	23	13		1	5			48
Montréal	16	8	16		1	4	1		46
Sherbrooke	6	13	8	3		2			32
McGill	12	34	12			8	1		67
Sir George W. Bishop's		3	7			1	2		13
		6	4			2	1		13
U.Q.A.M.			2			1			3
U.Q.T.R.			2			1			3
U.Q.A.C.									
U.Q.A.R.									
Total	40	87	64	3	2	24	5		225

(1) A l'exclusion des Sciences de l'éducation (Sc. E.)

Appendice B
Tableau 5

3e cycle universitaire: Doctorat

Université	Secteurs			300	400	500	Sc.E.	Au.	Total
	000	100	200 (1)						
Laval *		1	5	1	1	1	1	1	11
Montréal	13	18	17		1	4	1		54
Sherbrooke	6	13	1			1			21
McGill	9	26	11			5	1		52
Sir George W.		3	2						5
Bishop's									
U.Q.A.M.									
U.Q.T.R.									
U.Q.A.C.									
U.Q.A.R.									
	28	61	36	1	2	11	3	1	143

(1) A l'exclusion des Sciences de l'éducation (Sc. E.)

* Incomplet.

Annexe III

La sélection des demandes de subventions de recherche pour 1972/73 dans le cadre du programme «formation de chercheurs et action concertée»

1. Le responsable de la sélection

À la demande du Ministère de l'Éducation, la sélection des demandes de subventions de recherche adressées à ce Ministère, pour 1972/73, dans le cadre de son régime «Formation de chercheurs et action concertée», est faite par la Commission de la recherche universitaire du Conseil des universités. Cette sélection permettra l'expression par le Conseil des universités d'un avis au Ministre de l'Éducation sur la répartition des ressources disponibles à ce titre.

2. Le comité directeur

Pour réaliser cette opération, la Commission a formé un Comité qui a le mandat suivant et qui est composé des personnes suivantes:

2.1 Mandat du Comité directeur

Le mandat du Comité directeur est:

1. de recommander une répartition de l'enveloppe selon les catégories de subventions et selon les secteurs de recherche;
2. de constituer des jurys pour la sélection des demandes d'équipes;
3. de formuler des directives à ces jurys en conformité avec la brochure explicative du programme FCAC;
4. de recevoir les rapports des jurys;
5. d'établir sa recommandation suivant ces rapports mais en tenant compte également de l'attribution de subventions

d'autres sources et d'autres considérations se rapportant aux objectifs et aux modalités du programme;

6. d'établir une recommandation relative aux demandes de subvention de centres après en avoir rencontré les responsables en tenant compte du jugement des jurys sur la qualité des équipes de ces centres et, au besoin, de l'avis d'experts dans les domaines en question;
7. de recommander le montant des subventions dites «générales».

2.2 Nomination des membres du Comité directeur

Pour ce faire, la Commission a nommé un «Comité directeur de sélection» qui se compose des personnes suivantes:

MM. OUELLET,	président de la Commission
BRAZEAU,	membre de la Commission
DUNNIGAN,	membre de la Commission
PARENT,	membre de la Commission
MARCEAU,	secrétaire de la Commission
BEAUSOLEIL,	sous-ministre adjoint, Ministère des Affaires sociales
GILBERT,	sous-ministre adjoint, Ministère des Richesses naturelles
CONSTANTINEAU,	secrétaire, Conseil de la recherche agricole du Québec
GAUVIN,	directeur de la Commission de la recherche scientifique de la DGES

3. Les jurys

3.1 Nombre de jurys

La Commission estime que la sélection des demandes doit s'appuyer en grande partie, tout au moins en ce qui regarde l'aspect scientifique, sur une évaluation menée par des chercheurs reconnus. Elle a donc recommandé que soient créés sept jurys:

- Jury de mathématiques et de physique (et de toutes les sciences appliquées qui en découlent);
- Jury de chimie et des sciences de la terre (et de toutes les sciences appliquées qui en découlent);
- Jury des sciences de la vie;
- Jury des arts, littérature, linguistique, histoire;
- Jury de géographie, droit, économique, politique;
- Jury de sociologie, anthropologie, philosophie, psychologie et religion;
- Jury des sciences de l'éducation.

Les demandes ont été classées selon le code de discipline inscrit sur le formulaire de demande, respectant ainsi le désir du postulant. (Voir brochure explicative, section 2.1). Ces demandes doivent donc être appréciées par le jury auquel elles sont adressées. Au besoin, ce jury recourt à l'expertise de membres d'autres jurys.

3.2 Membres des jurys

Les membres sont nommés par le Comité directeur qui a demandé des suggestions aux universités. Le Comité directeur a nommé un président-rapporteur pour chaque jury.

4.0 Le mandat des jurys

4.1 Les jurys ont pour mandat de juger de la qualité des équipes et de l'intérêt des projets au plan scientifique, de recommander des montants de subvention en tenant compte des caractéristiques du programme et des crédits disponibles. Ces recommandations font partie d'une première partie de leur rapport. Les montants recommandés sont sujets à révision par le Comité directeur suivant son mandat.

4.2 Les jurys sont invités à concevoir leur travail dans le cadre d'une stratégie de développement d'équipes de recherche, de concertation et de formation de personnel.

4.3 En outre, dans une deuxième partie de son rapport, le jury est invité à faire un examen des aspects généraux de chaque secteur de recherche en vue d'établir des priorités et d'amorcer une programmation plus spécifique.

5.0 Directives

Les jurys doivent faire une évaluation des demandes et présenter un rapport.

5.1 Appréciation et évaluation des demandes

5.1.1 L'appréciation de la qualité des équipes et de l'intérêt des projets doit amener les jurys à classer les demandes dans trois catégories A, B ou C. La cote A apposée à une demande indique que celle-ci doit être agréée à moins que l'équipe ne bénéficie de revenus déjà suffisants.

Quelques projets de la liste A pourront être libellés A+. Il s'agit d'équipes auxquelles le jury croit qu'il faut donner prioritairement cette année un développement accéléré à cause de la qualité de l'équipe et de l'importance de ses travaux.

Quelques demandes de renouvellement de subventions devront être libellées A-. Il s'agit d'équipes pour lesquelles le jury suggère que le montant de la subvention soit réduit de façon appréciable par rapport au niveau des subventions antérieures. Cette cote entraînera dans la lettre annonçant la subvention la remarque «À réorienter» ou une autre remarque que le jury aura suggérée.

La cote B doit être utilisée pour les demandes qui représentent un intérêt certain mais qui ne se classent pas sous la catégorie A. Ces demandes pourront être subventionnées en fonction des disponibilités budgétaires. Les demandes de cette catégorie doivent être classées suivant un ordre de priorité.

La cote C est apposée aux demandes pour lesquelles le jury ne recommande pas de subvention.

En outre le jury fera des remarques écrites au sujet de chaque demande

5.1.2 L'ÉVALUATION DES DEMANDES

Le montant qu'indiquera le jury dans son rapport sera interprété comme devant s'ajouter aux subventions de fonctionnement que l'équipe a reçues d'autres sources en 1971/72, tel qu'indiqué sur le formulaire. Le Comité directeur fera les ajustements appropriés à partir des données qu'il obtiendra sur les subventions 1972/73.

Le jury est prié d'indiquer, le cas échéant, les pièces d'équipement important dont il ne recommande pas l'achat, et les projets parmi ceux que présente une équipe valable au sujet desquels le jury formule des réserves.

5.1.3 CRITÈRES

Pour classer les demandes, les jurys se serviront des critères suivants:

Qualité de l'équipe (50 points)

a) La qualité des chercheurs de l'équipe

Les chercheurs sont les professeurs et les associés de recherche. Le jury doit voir à ce que seuls les chercheurs compétents soient subventionnés. Ceci est très important puisque les subventions influencent l'orientation des étudiants de 2^o et 3^o cycles. Un chercheur est jugé compétent lorsqu'il est détenteur d'un doctorat ou qu'il a montré par ses publications qu'il avait une expérience de recherche équivalente.

b) La cohésion de l'équipe

Une équipe comporte un minimum de deux chercheurs, tels que définis plus haut. Un professeur avec ses étudiants de deuxième et troisième cycles bénéficie normalement d'une subvention individuelle et n'est pas éligible aux subventions de F.C.A.C. Ceci ne s'applique pas au jury de l'éducation. (Réf. brochure explicative, page 3).

Le jury doit évaluer la permanence et la cohésion de l'équipe. La cohésion s'évalue à partir des points suivants: projet commun, ou programme commun dont les projets se complètent, ou services communs et éventuellement publications communes. Le rôle décrit dans la demande pour chaque membre de l'équipe devrait aider à juger de la cohésion de l'équipe. Toute association formée pour demander une subvention ne constitue pas de ce fait une équipe. Un chercheur ne peut appartenir qu'à une équipe.

Il y a lieu d'insister, en particulier, pour que les divers projets auxquels travaillent les membres de l'équipe soient considérés ensemble et non pas isolément. Il en va de même du financement qui doit être considéré dans son ensemble. Ainsi, les jurys sont invités, d'une part, à proposer un regroupement des demandes qui correspondent à une même équipe et, d'autre part, à considérer les limites de capacités d'une équipe en tenant compte de l'ensemble de ses projets, y compris ceux qui ne font pas l'objet d'une demande.

- c) La compétence de l'équipe pour aborder le projet soumis.
- d) Les étudiants (10 points sur les 50 points)

On considère comme étudiants ceux du deuxième et troisième cycles préparant une thèse en participant aux travaux du projet subventionné. L'absence d'étudiants n'est cependant pas un facteur d'exclusion, comme l'indique la brochure explicative.

Si l'équipe comporte des étudiants, on doit apprécier le rapport étudiants-professeurs. L'absence d'étudiants de deuxième et troisième cycles entraîne l'obtention de 0 sur 10 à ce poste.

Par ailleurs, la nécessité de ressourcement des enseignants universitaires par une recherche active détermine un objectif reconnu et elle peut motiver l'attribution de subventions aux termes de ce programme, particulièrement lorsque les circonstances ne permettent pas d'encadrer des étudiants de deuxième ou de troisième cycle.

On donnera peu d'importance aux personnes actuelles ou projetées qui ne seraient pas identifiées nommément.

- e) Appréciation de la proportion du personnel technique de soutien.

Valeur du projet (40 points)

Évaluation de la qualité intrinsèque du projet ou du programme. Tout projet ou programme dont la qualité est telle qu'il ne saurait fournir un sujet de thèse à des étudiants de deuxième ou troisième cycles ne peut pas être subventionné.

Intérêt québécois du projet (10 points)

L'intérêt québécois sera évalué à partir des incidences du projet sur la société et du besoin de spécialistes dans le domaine, suivant ce qui est indiqué dans la brochure explicative:

«Ces subventions sont destinées à promouvoir la réalisation de programmes de recherche devant amener à une véritable création scientifique et visant en plus au progrès socio-économique, c'est-à-dire conditionnant l'efficacité de l'économie et l'équilibre social. On accordera ainsi une préférence selon l'intérêt que comportent les recherches particulières pour la collectivité. Cet intérêt est entendu au sens large et non pas seulement au sens de l'intérêt immédiat».

5.1.4 SÉMINAIRES ET CONGRÈS

Les jurys doivent classer les demandes de subventions pour l'organisation de séminaires, colloques et congrès en compétition avec

les demandes de subventions d'équipes. Ces demandes doivent être appréciées et évaluées en fonction de leur apport à la formation de jeunes chercheurs, notamment par la participation d'étudiants de deuxième et troisième cycles.

5.2 La présentation du rapport

Le rapport comprendra trois listes correspondant aux catégories A, B et C. Dans chacune de ces listes, les demandes sont identifiées d'abord par le numéro d'ordre. Elles comportent aussi le nom du responsable du projet et le montant recommandé. La liste A peut être présentée dans un ordre quelconque; les notations A ou A- y sont incluses le cas échéant. La liste B doit être présentée dans un ordre décroissant de priorité. Les remarques devraient être inscrites à l'endos de la copie supplémentaire de la page frontispice de chaque demande remise au président à cette fin.

Cette première partie du rapport qui doit être remise avant le 10 mars 1972 doit comporter des explications sur la façon dont le jury a exécuté son mandat quant à l'appréciation et à l'évaluation des demandes.

La deuxième partie, concernant une stratégie de développement de la recherche dans le domaine de compétence du jury, pourra être remise à une date ultérieure.

6.0 Montant disponible

Il est prévu qu'un montant de 4,7 millions de dollars sera affecté à des subventions d'équipes et de colloques en 1972/73 en comparaison de 3,6 millions de dollars pour 1971/72.

7.0 Règles générales

7.1 Chaque jury établit ses règles de procédure.

7.2 Le rapport du jury est rigoureusement confidentiel. Les dossiers doivent être retournés à la Commission de la recherche universitaire afin d'y être détruits.

7.3 Les membres des jurys sont nommés à titre personnel; ils ne représentent pas leur institution et n'obtiennent leur mandat que de la Commission de la recherche universitaire du Conseil des universités.

7.4 Le Comité directeur espère entendre le président de chaque jury avant d'établir son rapport final.

Annexe IV

Formation de chercheurs et action concertée

Subventions pour centre de recherche

1972/73

(en \$'000)

Nom	Subventions d'équipe *	Accordé \$'000		Remarques
		71-72	72-73	
LAVAL				
Centre d'études nordiques	20	30	40	Dans l'attente d'une meilleure intégration aux effectifs rémunérés par l'Université
Centre de recherches sur les atomes et les molécules	116		20	
Institut supérieur des sciences humaines	70	30	10	
Centre de recherche sur l'eau	48	30	10	
Centre de recherche en nutrition	23.5	30	15	
MONTREAL				
Centre international de criminologie comparée	0	30	20	Pour la formation d'étudiants gradués
Centre de recherche en développement économique	0	20	10	
Centre de recherche et d'innovation urbaine	0		10	
Centre recherche en droit public	5	30	40	Dans l'attente d'une meilleure intégration aux effectifs rémunérés par l'Université
Centre de recherche en mathématiques	0	5	5	

* Recommandées dans la partie sur les demandes d'équipe.

Annexe IV (suite)

Formation de chercheurs et action concertée

Subventions pour centre de recherche

1972/73

(en \$'000)

Nom	Subventions d'équipe *	Accordé \$'000		Remarques
		71-72	72-73	
SHERBROOKE				
Centre de recherche en psycho-mathématique	0		40	Dans l'attente d'une meilleure intégration aux effectifs rémunérés par l'Université
Centre de recherche en aménagement régional	57	36	30	
Unité de recherche gastro-intestinale	30		5	
Centre de recherche sur la Renaissance et Centre d'études des littératures d'expression française	0		25	Pour les engagements financiers immédiats
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL				
Centre de recherche en didactique	72	6	15	
UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES				
Centre des sciences de la santé et efficience physique	25	15	30	

* Recommandées dans la partie sur les demandes d'équipe.

Annexe V

Formation de chercheurs et action concertée

Subventions pour les services à la recherche

1972/73

(en \$'000)

Nom	Accordé \$'000		Remarques
	71-72	72-73	
LAVAL			
Groupe interuniversitaire de recherche en océanographie du Québec (Laval, Montréal, McGill, CEUR)		66	Pour la location d'un bateau de recherche pour l'été 1972
Station agronomique de St-Augustin	100	30	Montant du déficit acceptable à ce programme, eu égard au volume de recherche
Laboratoire Van de Graaff		20	
Zootechnie expérimentale	30	20	
Centre international de recherche sur le bilinguisme	30	30	Pour la mise en valeur de la documentation accumulée
MONTREAL			
Groupe interuniversitaire de recherche en océanographie du Québec			Voir Laval
Centre de sondage	50	60	
Centre de recherches caraïbes	15	15	
Centre de recherche écologique de Montréal (Voir UQAM)	30	15	La demande présentée se rapportait au Jardin botanique

Annexe V (suite)

Formation de chercheurs et action concertée

Subventions pour les services à la recherche

1972/73

(en \$'000)

Nom	Accordé \$'000		Remarques
	71-72	72-73	
SHERBROOKE			
Service d'information régionale du CRAR		30	Pour cette année
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTREAL			
Centre de recherche écologique de Montréal (Voir Université de Montréal)	30	15	La demande présentée se rapportait au Jardin botanique
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES			
Archives écrites et visuelles de la vie traditionnelle québécoise		12	Pour cette année
CENTRE D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES DE RIMOUSKI			
Groupe interuniversitaire de recherche en océanographie du Québec			Voir Laval
McGILL			
Groupe interuniversitaire de recherche en océanographie du Québec			Voir Laval
Service de psychologie appliquée		14	Pour cette année

Annexe VI

Règles d'allocation des subventions de fonctionnement octroyées par le gouvernement du Québec

1. Détermination de l'enveloppe globale des subventions

«La méthode utilisée pour 1972/73 qu'on peut appeler méthode «historique» ou méthode de subvention par accroissement est établie de la façon suivante.

«Aux dépenses brutes de base considérées 1971/72 sont ajoutés les cas particuliers (sans la recherche) et sont soustraites les dépenses excédentaires. Le solde net ainsi obtenu est augmenté d'un pourcentage (6%, tel que décidé par le gouvernement du Québec) pour tenir compte de la croissance des coûts et d'un autre pourcentage (4.4%) pour tenir compte de l'augmentation de la population étudiante. Un montant est ensuite ajouté pour tenir compte du développement de la recherche et des nouvelles taxes municipales. Les revenus estimés pour 1972/73 sont ensuite déduits. Nous obtenons alors l'enveloppe globale des subventions de fonctionnement 1972/73 qui est de \$205,000,000». ⁽⁴¹⁾

2. Règle générale d'allocation

Le ministère de l'Éducation, après décision gouvernementale sur l'ampleur de l'enveloppe des subventions à répartir, présente de la façon suivante la règle générale d'allocation ⁽⁴²⁾:

«Logiquement, les règles d'allocation des fonds devraient se faire en tenant compte des orientations et de l'analyse comparative des rendements de chaque institution...

«À défaut de mieux et plutôt que de compromettre des développements particuliers à chaque institution, nous avons préféré,

⁽⁴¹⁾ Règles relatives au financement des universités du Québec, 1972/73, M.E.Q., D.G.E.S., 11 janvier 1972, p. 6.

⁽⁴²⁾ Op. cit., pp. 12-13.

depuis quelques années, prendre une approche «historique» pour établir les règles d'allocation des subventions...

«L'approche «historique» accepte le développement propre à chacune à l'intérieur des possibilités du gouvernement du Québec. C'est ce rythme de développement propre à chacune que le gouvernement entend satisfaire en affectant les dépenses de l'année de base de facteurs prédéterminés...

«Pour chaque université, dans l'année de base 1971-72, nous considérons certaines dépenses et nous en rejetons d'autres... Ces dépenses de base sont d'abord augmentées universellement de pourcentages correspondant aux taux acceptés d'augmentation des coûts. Deuxièmement, elles sont accrues d'un taux qui est fonction de l'augmentation de la population étudiante. Enfin, le tout est accru d'un montant qui est fonction de la population étudiante totale de l'institution. Nous obtenons de cette façon la dépense de base considérée pour 1972-73.

«Pour obtenir la subvention de base, nous soustrayons de la dépense de base considérée 1972-73 les revenus estimés de la même année et les dépenses excédentaires incluses dans la base.

«À la subvention de base ainsi obtenue, on ajoute les cas particuliers (positifs ou négatifs) pour obtenir la subvention totale».

3. Application de la règle générale

«Les dépenses totales considérées en 1971-72, révisées en tenant compte des populations estimées par les universités en novembre 1971, servent de base aux calculs à effectuer». ⁽⁴³⁾

Pour toutes les catégories de personnel, un accroissement de 6% sur la dépense considérée «corrigée» 1971-72 est appliqué. ⁽⁴⁴⁾

«Pour déterminer la masse des avantages sociaux 1972-73, nous affectons la masse salariale 1972-1973 du pourcentage que représentent les avantages sociaux 1971-72 dans la masse salariale 1971-72 de chaque institution». ⁽⁴⁵⁾

Toutes les autres catégories de dépenses s'accroissent de 3% par rapport à la dépense considérée «corrigée» 1971/72. ⁽⁴⁶⁾

⁽⁴³⁾ Op. cit., p. 15.

⁽⁴⁴⁾ Op. cit., p. 17-18.

⁽⁴⁵⁾ Op. cit., p. 19.

⁽⁴⁶⁾ Op. cit., p. 20.

«Le taux dont on indexe les dépenses est égal à la moitié du taux de variation de la population étudiante équivalente à temps complet de 1972-1973 par rapport à 1971-72 pour chaque institution. ⁽⁴⁷⁾

«Les sommes récupérées par le fait que nous ne tenons compte que de 50% des variations de populations étudiantes sont redistribuées à l'ensemble des institutions selon l'échelle suivante qui tient compte de la population totale prévue équivalente à temps complet de chaque institution en 1972-1973». ⁽⁴⁸⁾

<i>Population</i>	<i>Montant par étudiant</i>
0 — 4000	\$100
4000 — 8000	75
8000 — 12000	50
12000 et plus	25

Les revenus applicables aux dépenses considérées pour fins de subventions sont les suivants ⁽⁴⁹⁾:

- les frais de scolarité de l'enseignement régulier;
- les inscriptions, cotisations et amendes;
- les revenus nets de services rendus à l'extérieur;
- les revenus nets des activités périuniversitaires et des services populaires;
- les revenus applicables à des fins générales et provenant de toutes sources (dons, dotations, intérêts, etc.).

4. **Correction aux calculs 1972/73**

«Les dépenses considérées 1971/72 étant établies à partir des prévisions de populations étudiantes une année à l'avance, on corrige ces dépenses en refaisant le calcul de la subvention de chaque institution pour tenir compte de la nouvelle population 1971/72 apparaissant aux cahiers budgétaires 1972/73. De plus, certains cas ayant été traités de façon particulière en 1971/72,

⁽⁴⁷⁾ Op. cit., p. 20-21.

⁽⁴⁸⁾ Op. cit., p. 22.

⁽⁴⁹⁾ Op. cit., p. 23.

ces cas étant devenus des opérations régulières, ils sont donc ajoutés à la base». ⁽⁵⁰⁾

«*Recomptage 1970/71*: cet ajustement consistera à réappliquer les règles générales d'analyse utilisées en 1970/71, mais en substituant les clientèles étudiantes réelles aux prévisions utilisées à ce moment; cet ajustement apparaît comme une correction technique traitée comme un cas particulier». ⁽⁵¹⁾

«Comme les surplus ou les dépenses excédentaires de 1971/72 ne peuvent pas être imputés à des natures de dépenses précises, ils ne sont pas soustraits de la base mais seulement de la somme des dépenses considérées 1972/73. Aussi, doivent-ils être corrigés de 5% puisqu'ils avaient implicitement été augmentés déjà au moins de 5%. De même les dépenses excédentaires 1969/70 comprises dans la base 1971/72 utilisée dans la méthode de cette année seront soustraites du total des dépenses 1972/73 considérées après avoir été augmentées de 5%». ⁽⁵²⁾

5. Considérations particulières

Une série de cas particuliers est énumérée dans le texte du ministère. Les chiffres entre parenthèses réfèrent aux pages de ce texte.

1. Services aux étudiants: une subvention de \$29.50 par étudiant équivalent à temps complet est accordée (p. 28).
2. Nouveaux programmes: une réserve d'un million est faite à même l'enveloppe des subventions, en attendant les recommandations du Comité des programmes (p. 29).
3. Recherche: une réserve de 5.5 millions est faite à même l'enveloppe des subventions, en attendant les recommandations de la Commission de la recherche universitaire (p. 30).
4. Perfectionnement: à raison de \$10,000 par professeur, appliqués à 10% du solde de l'effectif obtenu après avoir soustrait de l'effectif total du personnel enseignant à temps complet:
 - les enseignants médecins;
 - les enseignants au niveau collégial selon le rapport étudiants/professeur 15/1;

⁽⁵⁰⁾ Op. cit., p. 25.

⁽⁵¹⁾ Op. cit., p. 33.

⁽⁵²⁾ Op. cit., p. 26.

— les enseignants possédant déjà un doctorat ou ayant déjà terminé leur scolarité de doctorat.

De plus, un montant est réservé pour le perfectionnement du personnel non-enseignant (0.5% de la masse salariale) (p. 30).

5. Loyers: le coût total des espaces loués est subventionné après analyse (p. 32).

6. Assurance-chômage et taxes municipales: charges supplémentaires nouvelles devant, par la suite, être ajoutées dans la base des calculs (p. 32).

7. Corrections techniques: corrections de nature technique apportées sur représentations des universités (p. 32).

Annexe VII

Avis du conseil des universités sur l'utilisation des dons et revenus de dotation des universités

1. Politique gouvernementale actuelle à l'égard des dons et des revenus de dotation.

La politique gouvernementale actuelle à l'égard des revenus universitaires peut se résumer ainsi:

1.1 Pour ce qui regarde le fonctionnement:

1) Tout revenu au titre des droits de scolarité d'inscription et de cotisation, d'intérêt sur placement, de subventions fédérales, de subventions du Québec autres que celles du ministère de l'Éducation est déduit des subventions gouvernementales.

2) Tout revenu net de dons et de dotations pour fins spécifiques d'aide aux étudiants, de recherche, de service aux étudiants, d'entreprises auxiliaires est affecté à ces fins et n'est pas déduit des subventions gouvernementales.

3) Tout revenu net de dons et de dotations pour fins générales de fonctionnement et pour fins spécifiques reliées aux fonctions subventionnées par le gouvernement (enseignement, administration, bibliothèque, informatique, audio-visuel, terrains et bâtiments) est déduit des subventions gouvernementales.

4) Tout revenu net au titre des services rendus à l'extérieur, des activités périuniversitaires et des services populaires est déduit des subventions gouvernementales.

1.2 Pour ce qui regarde les investissements:

1) Par la Loi des investissements universitaires, chaque université doit soumettre annuellement au gouvernement son programme de dépenses pour les cinq années suivantes.

2) Le gouvernement ne subventionne pas, en principe, les investissements reliés aux entreprises auxiliaires, telles que résidences, cafétérias, stationnements, gymnases (pour fins de loisirs).

3) Chaque université doit obtenir l'autorisation gouvernementale pour tout projet d'investissement, même si aucune subvention n'est demandée au gouvernement pour un projet donné, et même si un projet n'est pas susceptible d'être subventionné.

4) La contribution fournie par une université à même des dons et des dotations ne peut faire inscrire au programme d'investissement un projet qui serait susceptible d'être subventionné, mais qui, par ailleurs, ne serait pas légitimé par le résultat d'une analyse de besoins

5) Dans le cas d'un projet approuvé par le gouvernement, la contribution par une université à même des dons et des dotations peut toutefois faire avancer le début d'un projet d'une ou de quelques années.

2. Définitions de l'immobilisation et du fonctionnement.

a) Toute immobilisation comportant une construction comprend aussi l'ameublement, le mobilier, les appareils et l'outillage rendant la construction immédiatement utilisable.

b) Toutes les dépenses annuelles d'ameublement sont portées au budget d'immobilisation et non au budget de fonctionnement. (L'ameublement se distingue du mobilier en ce qu'il est intégré à la bâtisse, par opposition au mobilier qui ne l'est pas).

c) Toute dépense pour l'achat de mobilier dont le coût à l'unité est de \$10.00 et plus est portée au budget d'immobilisation.

d) Toute dépense pour l'achat d'appareils, d'outillage et de matériel roulant dont le coût à l'unité est de \$50.00 et plus est portée au budget d'immobilisation.

e) Toute dépense pour l'achat de livres, de revues, de collections de bibliothèque est portée au budget de fonctionnement, même si la Loi des investissements universitaires permet d'inclure un fonds de bibliothèque.

f) Toute dépense d'améliorations et de transformations dont la vie utile est de moins d'un an est portée au budget de fonc-

tionnement; autrement, elle est portée au budget d'immobilisation.

3. Évolution et ordre de grandeur des revenus et des dons.

3.1 Sources de revenus généraux.

De 1962-63 à 1971-72, les sources de revenus de fonctionnement des universités du Québec auront varié suivant les valeurs données au tableau suivant (sans les fonds de recherche ni les services auxiliaires):

	1962-63		1971-72	
Scolarité	12,812,000	30.7	34,264,000	15.9
Subventions	19,857,000	47.7	177,079,000	82.2
Autres revenus	9,039,000	21.6	4,050,000	1.9
	41,708,000	100.0%	215,393,000	100.0%

Ce tableau montre:

- 1° l'augmentation très considérable des subventions gouvernementales, en valeur absolue et en pourcentage;
- 2° la diminution relative importante des droits de scolarité;
- 3° la diminution très importante en valeur absolue et en valeur relative des autres revenus.

Une courte analyse indique que seule l'Université McGill possède des traditions et un réseau bien organisé de campagne de souscription pour fins de fonctionnement. Vers 1965, une campagne de 5 ans lui rapportait des dons annuels de quelque deux millions de dollars. Cette source de revenus n'existe plus pour le financement du fonctionnement de McGill, comme le montre le tableau de la page suivante.

3.2 Revenus de dons et de dotations.

Les montants provenant «d'autres revenus de fonctionnement» et prévus pour 1971-72 se présentent comme suit (source: D.G.E.S. — S.A.F., 4 juin 1971):

	Revenus nets Activi- tés et services \$'000	Inscript. Cotisa- tions, etc. \$'000	Inté- rêt sur place- ment \$'000	Subv. spéc. gouver- nemen- tales \$'000	Dons nets \$'000	Dotations nettes \$'000
Laval	—	300	100	—	65	—
Montréal	—	90	—	275	192	75
H.E.C.	128	50	10	—	23	—
Poly.	29	41	—	—	—	—
Sherbrooke	—	127	2	—	3	—
Un. du Québec	2	89	—	—	—	—
Bishop's	—	—	100	—	10	—
McGill	54	20	—	50	25	1,360
Sir George	546	116	10	158	—	—
	759	833	222	483	318	1,435

Ce tableau montre:

1° que les montants de dons nets et revenus nets de dotations représentent, en 1971-72, 1.7 million sur des budgets de 215.4 millions, soit 0.8%; ils représentent 1.0% des subventions;

2° que ces montants sont très inégalement partagés entre les universités, McGill recevant 82% de l'ensemble, l'Université de Montréal 15% et les autres de très faibles montants, nuls dans le cas de l'Université du Québec, de Sir George Williams et de l'École polytechnique.

Du côté des investissements, des campagnes de souscriptions ont récemment apporté des sommes de l'ordre de 10 millions de dollars à l'Université Laval et à l'Université de Montréal. L'Université McGill a reçu des dotations considérables pour fins d'immobilisation.

4. Politique nord-américaine à l'égard des dons.

Aux États-Unis, de même qu'en Ontario, en Colombie britannique et en Nouvelle-Écosse, les donations privées ne sont pas considérées dans le calcul des subventions gouvernementales. Par ailleurs, les gouvernements de la Colombie britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba ont garanti des montants égaux à ceux recueillis à l'occasion de campagnes de souscription pour fins d'immobilisation.

Un relevé, fait par l'Office of Institutional Research of the National Association of State Universities and Land-Grant Colleges et publié en 1966, indique que tous les membres contactés de l'association assurent les donateurs éventuels que les contributions reçues

- seront utilisées conformément aux vœux des donateurs.
- seront identifiées par rapport aux subventions gouvernementales,
- ne seront pas versées au trésor public,
- ne seront pas utilisées afin de réduire les subventions gouvernementales.

5. Étude des motifs d'une libéralisation de la politique des dons et des revenus de dotation.

5.1 Apporter à l'enseignement supérieur des ressources supplémentaires.

Il est évident que les ressources de l'État sont limitées. Il est aussi évident que les universités n'ont aucune motivation à recueillir des fonds qui ne font qu'abaisser les subventions gouvernementales; les donateurs éventuels ne sont, pour leur part, aucunement motivés à donner des sommes qui serviront à réduire les subventions gouvernementales. Le système actuel incite plutôt les universités à recueillir des fonds pour des fins spécifiques non subventionnées par le gouvernement, non déductibles des subventions gouvernementales, et donc souvent jugées non prioritaires par le gouvernement; certaines le font.

La politique présente sert surtout à répartir entre toutes les universités les dons et les revenus de dotation pour fins générales ou pour fins spécifiques subventionnées que certaines universités privilégiées ont reçus.

5.2 Permettre au Québec de profiter de sources extérieures de financement en faveur des universités.

Dans le contexte actuel des ententes fiscales fédérales-provinciales, le Québec serait susceptible de récupérer 50% des dépenses faites pour fins générales de fonctionnement à même les dons reçus à ces fins, soit d'origine québécoise, soit d'origine non québécoise. Pour l'Université McGill tout au moins, des montants imposants viendraient de l'extérieur du Québec.

Dans le cas de donateurs québécois, les dons aux universités sont déductibles de l'impôt dans une proportion variable entre 0 et 100%. Les facteurs de dégrèvement sont variables suivant qu'il s'agit de corporations ou de particuliers. C'est autant que le gouvernement

du Québec n'a pas pour fins de redistribution sociale. Toutefois, l'on peut dire 1) que les corporations et les particuliers déterminent, en général, une certaine enveloppe des dons à prévoir pour «œuvres de bienfaisance» et à soumettre aux règles de dégrèvement de l'impôt, 2) que ces dons sont ordinairement versés à d'autres œuvres s'ils ne le sont pas aux universités pour fins générales ou subventionnées, et 3) que le plus souvent la politique gouvernementale de redistribution sociale est infirmée par sa politique de dégrèvement de l'impôt.

Puisqu'une partie des dons actuels est faite quand même aux universités, mais pour des fins non subventionnées et souvent non réclamables du gouvernement fédéral, le gouvernement ne peut redistribuer de toute façon une partie des montants donnés aux universités.

5.3 Introduire une certaine marge de manoeuvre dans des budgets très serrés.

La littérature préparée par les agences qui se chargent des campagnes de souscription fait grand état de la contribution à l'excellence obtenue par le recours aux contributions privées. «C'est la marge de l'excellence», au-delà de ce que peuvent procurer comme développement «normal» les droits de scolarité et les subventions gouvernementales.

Sans tomber dans le lyrisme, et oublier que les subventions gouvernementales peuvent contribuer largement à l'épanouissement des universités (comme ce fut à peu près le cas pour la décennie '60 pour la plupart des universités du Québec), on peut affirmer que, devant les contraintes prévues pour la décennie '70, une marge même faible de ressources supplémentaires peut signifier beaucoup pour le développement universitaire. Les commissions scolaires ont une telle marge par l'impôt local; les universités n'en ont présentement aucune. C'est souvent le dernier demi-million de dollars d'un budget universitaire de 30 millions qui fait qu'une université peut entreprendre quelques innovations et quelques expériences, ou simplement survivre.

6. Objectifs et conditions d'une libéralisation de la politique.

6.1 Objectifs.

Compte tenu des observations précédentes, on peut établir les objectifs suivants en faveur d'une libéralisation de la politique gouvernementale actuelle à l'égard des dons et des revenus de dotation:

- 1) Apporter à l'enseignement supérieur des ressources supplémentaires;
- 2) Introduire une certaine marge de manoeuvre dans les budgets universitaires.

6.2 Conditions.

Il est proposé d'étudier un régime de traitement des dons et revenus de dotations pour fins générales et pour fins subventionnées, où une université peut récupérer de tels revenus sans les voir soustraits des subventions gouvernementales. Un tel régime serait:

- 1) *progressif*, pour ne pas introduire de distorsion induite sur l'évolution des subventions;
- 2) *cohérent*, pour assurer l'équilibre des marges de manoeuvre des différents établissements;
- 3) *limité en ampleur*, pour ne pas compromettre le besoin de coordination;
- 4) *incitatif*, pour engager les universités à s'entraider, ou même à faire cause commune.

Ce régime n'est pas conçu pour permettre de déroger aux règles d'allocation déterminées par le ministère de l'Éducation, par exemple en ce qui concerne les nouveaux programmes, ni encore moins pour permettre de déroger aux règles administratives concernant, par exemple, les politiques salariales du gouvernement. Il devrait plutôt s'appliquer à des projets de développement s'inspirant des objectifs de l'enseignement supérieur et des politiques gouvernementales, pour des activités qui ne permettent pas explicitement d'encourager les subventions courantes. L'éventail des projets possibles est laissé à l'imagination des universitaires; il pourrait, par exemple, s'agir de développement à la bibliothèque, au service des techniques d'enseignement ou à l'enrichissement d'activités existantes.

7. Modalités d'application quant aux revenus pour fins d'immobilisation.

La politique actuelle du gouvernement, telle que décrite plus haut, ne devrait pas être changée, même si elle est rigide. Portant sur des sommes ordinairement très considérables et ayant une influence im-

portante sur la rentabilité des investissements et une répercussion directe sur les dépenses de fonctionnement, les dons pour fins d'immobilisation devraient s'inscrire dans un programme de développement planifié et cohérent de l'ensemble des établissements universitaires.

Les dons faits pour l'acquisition de collection de bibliothèque devraient cependant être acceptés sans restriction à l'intérieur des programmes d'immobilisation, comme le permet la Loi des investissements universitaires.

8. Modalités d'application quant aux revenus pour fins de fonctionnement.

À partir de l'année financière 1973-74, une université pourrait dégager des revenus de dons et de dotations pour fins générales et subventionnées pouvant s'élever jusqu'à 1% du budget de dépenses agréées de l'année courante (sans inclure les subventions pour fins de recherche, de location, de service de la dette et d'aide aux étudiants) sans qu'il en soit tenu compte dans le calcul des subventions; (Cf. tableau annexé).

Quand chacune des universités aura réussi à dégager au moins $\frac{3}{4}$ de 1%, le maximum pouvant être dégagé par les universités pourrait être élevé à 2%.

Pour les présentes fins, les profits nets des activités périuniversitaires et des services à l'extérieur sont assimilés à des dons, compte tenu des frais généraux encourus par ces activités et ces services.

Pour 1972-73, les revenus de dons et de dotations dépassant les sommes prévues le 1er novembre 1971 seront laissés au libre usage des universités jusqu'à concurrence du maximum retenu.

Dans tous les cas, chaque université devrait présenter au ministre de l'Éducation, avant l'utilisation des sommes ainsi dégagées, les projets relatifs à cette utilisation.

Les pourcentages retenus ici et les conditions imposées apparaissent au Conseil des universités comme des marges recommandables en ce moment, permettant d'une part une libéralisation de l'utilisation des dons et des revenus de dotation, tout en assurant d'autre part l'équilibre interuniversitaire en la matière et les contraintes obligatoires de la coordination désirée par le gouvernement.

9. Modalités d'application quant aux dotations accumulées.

Compte tenu d'une politique relativement contraignante quant à l'usage des revenus de dons et de dotations, et quant à la nécessité d'équilibrer des budgets dans les cadres fixés par le gouvernement, il arrive que certaines universités seront en possession de dons et de dotations, ou pourraient éventuellement en recueillir de nouveaux, en quantité importante, sans pouvoir les utiliser. Il est impensable de laisser de tels fonds inutilisés.

Dans de tels cas, il y aurait lieu d'identifier les situations concrètes, d'évaluer les ressources en cause; chaque université concernée devrait présenter au gouvernement des projets d'utilisation de ces ressources existantes ou prévues, en tenant compte des objectifs et des conditions exposées plus haut en faveur d'une libéralisation de la politique des dons.

10. Simulation pour 1971-72.

	Dépenses agréées (a) \$'000	Dépenses agréées nettes (b) \$'000	1% de (2) \$'000	Dons et dotations pour fins générales et spécif. subvent. \$'000	Revenus nets Activit. et services \$'000	Montants qui seraient dégagés (subvent. supplém.) \$'000
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Laval	37,099	36,221	362	65	—	65
Montréal	44,887	43,961	440	267	—	267
H.E.C.	3,058	2,943	29	23	128	29
Poly.	6,843	6,661	66	—	29	29
Sherbrooke	16,697	16,248	162	3	—	3
Un. du Québec	43,031	41,281 (c)	413	—	2	2
Bishop's	2,662	2,628	26	10	—	10
McGill	38,788	38,309	383	1,385	54	383
Sir George	15,785	15,462	155	—	546	155
		203,714	2,036	1,753	759	943

Notes :

- Budget accepté par le gouvernement = somme des subventions et des autres revenus pour l'année en cours; source : A.C. du 7 juillet 1971.
- Budget accepté sans inclure les subventions pour fins de recherche, de location et d'aide aux étudiants.
- Comprend le budget de base de l'I.N.R.S., soit 1.7 million, mais exclut des locations évaluées à 1.0 million.

Annexe VIII

La situation financière des universités

(Extrait du chapitre 5 de l'Avis du Conseil des universités au ministre de l'Éducation sur les subventions de fonctionnement aux universités pour 1972/73. 18 février 1972).

1. Situation financière de l'Université Laval

1.1 Situation au premier février 1972

Dans son avis sur les subventions à Laval pour 1971-72, le Conseil des universités prévoyait une situation financière difficile, à cause de la stabilisation des effectifs étudiants de l'Université, et à cause du fait que celle-ci s'était préparée l'année antérieure à recevoir 2000 étudiants de plus qu'il ne s'en est présenté. Le Conseil recommandait alors qu'une subvention supplémentaire de \$600,000 soit accordée à l'Université, proposition que le ministère a acceptée en incluant ce montant dans la base des dépenses admises.

À cause du déséquilibre budgétaire prévu, le ministre de l'Éducation a formé un Comité d'étude devant lui faire rapport sur la situation financière de Laval en 1971-72. Ce rapport a été transmis au Conseil des universités, avec une demande d'avis sur les propositions du ministère consécutives aux conclusions du rapport.

Le Conseil a étudié le dossier qui lui a été transmis; il a entendu les membres du Comité, qui comportait un représentant de l'Université Laval. Le ministère propose une correction positive de \$2,325,000 à la subvention de l'Université pour 1971-72; ce supplément est introduit dans la base des dépenses considérées pour tenir compte de l'augmentation du nombre d'étudiants reçus en 1971-72 par rapport aux prévisions; il ne propose aucun autre ajustement, conformément au rapport du Comité d'étude; il indique par ailleurs son intention de donner suite aux recommandations du Comité qui se réfèrent à l'amélioration de l'approche utilisée par le ministère.

Le Comité d'étude constate que Laval vient de prendre des mesures sérieuses pour équilibrer son budget, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant:

Déficit prévu en novembre 1971	\$2,597,000
Correction apportée par un supplément de subvention	<u>\$2,325,000</u>
Déficit possible, tel que prévu en janvier 1972	\$ 272,000

Le Conseil est d'avis que le budget de l'Université Laval se trouve en position convenable en 1971-72 et il accepte la proposition du ministère. Toutefois, comme le mentionne le rapport du Comité d'étude, la situation financière de l'Université en 1972-73, telle qu'elle apparaît en ce moment après application des règles d'allocation du ministère, laisse prévoir un problème dont l'ampleur est très considérable et dont Laval ne pourra facilement se dégager.

1.2 Situation prévue pour 1972-73

L'Université Laval fait depuis deux ans des prévisions très conservatrices de clientèle étudiante; l'augmentation prévue en 1972-73 est essentiellement l'introduction des étudiants en médecine (internes et résidents) qui n'étaient pas auparavant comptés explicitement pour fins de subventions. L'évolution de ses effectifs a été la suivante:

Évolution du nombre des étudiants (Équivalents plein temps)	Incluant internes et résidents	
1967-68	8,672	
1968-69	10,244	
1969-70	10,526	
1970-71	11,543	11,871
1971-72	11,400	11,683
1972-73 (prévus)	11,891	

Laval a réussi jusqu'en 1971-72 à équilibrer son budget. Toutefois, le recomptage des étudiants des années antérieures provoquera

des perturbations telles dans son budget de 1972-73 que, par effet accumulé et sans action énergique, Laval aurait à rembourser au gouvernement 4 millions de dollars environ, ou du moins verrait cette somme déduite de sa subvention prochaine, ainsi que le souligne le rapport du Comité d'étude sur la situation financière de l'Université.

Il semble bien que les dépenses minimales proposées par Laval, basées sur un gel du personnel par rapport à 1971-72, constituent l'effort maximum que l'Université puisse faire en 1972-73, encore que puissent être envisagées des réallocations de personnel. À ces dépenses seraient ajoutés les montants déjà inclus dans les propositions du ministère, pour un budget total de \$43,293,000. Les représentants de l'Université Laval ont indiqué que cette situation représenterait un défi à relever qui ne compromet pas en 1972/73 l'essentiel des qualités de l'université.

Le ministère déduit de sa subvention 1972/73 un montant de \$2,366,000 pour le recomptage des étudiants de 1970/71. Il est évident que Laval ne peut supporter l'effet de cette déduction en 1972/73 sans compromettre son évolution. Il pourrait être envisagé que l'Université emprunte en 1972/73, et durant quelques années subséquentes, les montants correspondant à ses besoins, et que le gouvernement assume le service de ces frais d'emprunt.

Même en tenant compte de ces recommandations, Laval devra diminuer ses propositions minimales de dépenses ou augmenter ses revenus prévus avant d'en arriver éventuellement à un budget équilibré. Ceci influencera évidemment sa situation financière et ses possibilités de développement pour plusieurs années. Il apparaît au Conseil que Laval sera en situation financière difficile en 1972/73, et qu'il y aura lieu bientôt d'examiner attentivement la capacité de résorption d'un déficit important en fonction du développement à plus long terme de l'université. À cette fin, l'Université Laval aurait avantage à préparer aussitôt que possible, pour fin de discussion et d'entente avec le ministère de l'Éducation et le Conseil des universités, les grandes lignes d'un plan budgétaire de quatre ou cinq ans.

Notons de plus que les propositions faites par le ministère de l'Éducation pour 1972/73 comportent une réduction nette de la subvention à Laval par rapport à celle reçue en 1971/72, malgré une augmentation des effectifs étudiants de 1.8%. Ceci tient en particulier au recomptage des étudiants de 1970/71, dont l'effet est porté par les subventions de 1972/73. Compte tenu des cas particuliers nouveaux de

1972/73 (taxes et assurances, recherche et perfectionnement), on peut ainsi évaluer à plus d'un million la réduction réelle de subvention à l'Université Laval.

2. Situation financière de l'Université de Montréal.

2.1 Situation au premier février 1972.

Après une stabilisation relative de ses effectifs étudiants en 1969/70 et 1970/71 (11,218 et 11,767 étudiants équivalents plein temps respectivement), qui explique une partie des déficits s'élevant à environ 3.5 millions de dollars, Montréal a repris une croissance à peu près régulière: elle accueille cette année 13,871 étudiants, et elle en prévoit 14,531 pour 1972/73. Ses dépenses ont augmenté régulièrement, de même que ses subventions, qui sont passées de 30.3 millions en 1970/71 à 39.5 en 1971/72, dont 1.6 pour le recomptage des étudiants de l'année en cours. Les coûts unitaires, gonflés au moment des déficits, semblent reprendre une allure plus régulière.

L'an dernier, le Conseil recommandait que la subvention à l'Université de Montréal pour 1971/72 soit réduite de \$856,000; le gouvernement acceptait cette recommandation et réduisait du même montant les dépenses considérées pour fins de subventions en 1971/72 et 1972/73

En novembre 1971, Montréal prévoyait un surplus d'exercice d'un million de dollars, devant servir à réduire les déficits accumulés des années antérieures; l'Université donnait ainsi le témoignage qu'elle contrôlait sa situation financière. En janvier 1972, le recomptage des étudiants de l'année (1.6 million) permet de prévoir un surplus d'exercice plus considérable, de sorte que les déficits accumulés ne seraient plus que d'environ un million.

2.2 Situation prévue pour 1972/73.

Si les dépenses de 1971/72 sont extrapolées, l'examen de la situation montre que l'Université de Montréal pourra présenter l'an prochain un surplus lui permettant de liquider le solde de son déficit accumulé (environ 1 million).

Il est très probable que l'Université se trouvera en 1972/73 dans une situation financière avantageuse par rapport aux autres établissements, et qu'elle pourra ainsi corriger les conséquences des mesures d'austérité qu'elle s'est imposées au cours des dernières années.

De plus, tout déficit antérieur étant soldé, et compte tenu d'une remise de 2 millions en 1972/73 pour le recomptage 1970/71, recomptage qui ne se représentera pas, l'Université de Montréal pourrait prévoir pour les années suivantes un surplus substantiel.

3. Situation financière de l'École des Hautes Études Commerciales.

3.1 Situation au premier février 1972.

L'École prévoit pour 1972/73 une forte augmentation d'étudiants, en particulier grâce à une reprise dans les cours de baccalauréat du soir; cette tendance nouvelle fait suite à une stabilisation relative des effectifs au cours des dernières années, stabilisation accompagnée de déficits budgétaires.

Évolution des effectifs étudiants (Équivalents plein temps)

1967/68	1,589
1968/69	1,548
1969/70	1,577
1970/71	1,411
1971/72	1,564
1972/73 (prévus)	1,865

Pour 1971/72, le Conseil des universités avait recommandé un complément de subvention de \$150,000, que le ministère a accepté de verser et d'inclure dans la base des dépenses considérées pour fins de subventions annuelles. Le recomptage des étudiants de 1971/72, compte tenu d'un ajustement pour la baisse nette des effectifs étudiants d'une année à l'autre, réduit la subvention 1971/72 à l'École de \$89,000.

En novembre 1971, l'École des H.E.C. prévoyait pour 1971/72 un déficit de \$8,000. Si l'École ne touche pas le montant de \$89,000 mentionné ci-dessus, elle fait face en 1971/72 à un déficit possible de \$97,000.

Notons enfin que les coûts par étudiant à l'École des H.E.C. demeurent relativement bas, par rapport à ceux d'établissements ou de facultés semblables.

3.2 Situation financière pour 1972/73.

En gros, les subventions gouvernementales, à peu près constantes pendant quelques années, augmenteraient de 30% en termes de caisse, pour un accroissement des effectifs étudiants de l'ordre de 19%; en termes comptables, toutefois, l'augmentation des subventions ne serait que de 23%.

En suivant le rythme de ses dépenses de 1971/72, l'École des H.E.C. fera face l'an prochain à un déficit possible de \$40,000, qu'il devrait être relativement facile de résorber.

Les autorités de l'École, en audience devant le Conseil, ont soulevé le problème de la définition des étudiants réguliers et auditeurs aux cours du soir, qui constituent une activité importante de l'École. Le Conseil considère que cette définition n'est peut-être pas identique d'un établissement à l'autre et qu'il y aurait lieu, pour le ministère et les universités, de s'assurer de la compatibilité rigoureuse des définitions concernées, puisqu'elles ont un effet direct sur le calcul des subventions.

4. Situation financière de l'École Polytechnique.

4.1 Situation au premier février 1972.

Les effectifs étudiants de l'École sont stables depuis trois ans, et l'on prévoit qu'ils n'évolueront guère en 1972/73:

Évolution des effectifs étudiants (Équivalents plein temps)

1967/68	1,853
1968/69	1,979
1969/70	1,879
1970/71	1,886
1971/72	1,852
1972/73 (prévus)	1,895

Au cours des dernières années, les coûts et les subventions ont augmenté de façon régulière. Toutefois, les coûts unitaires augmentaient plus vite que les subventions, de sorte qu'un déficit de plus de \$100,000 est apparu en 1970/71, et qu'un nouveau déficit du même ordre de grandeur s'annonce pour 1971/72. Pourtant, comparés à d'autres institutions semblables, les coûts unitaires de l'École polytechnique ne semblent pas indûment élevés.

Pour 1971/72, Polytechnique prévoyait en novembre 1971 un surplus net de \$17,000. Le recomptage des étudiants de l'année en cours enlève \$144,000 aux subventions de 1971/72, compte tenu d'un ajustement pour la baisse nette des effectifs étudiants, d'une année à l'autre. L'École ferait face pour l'année en cours à un déficit possible de \$161,000.

4.2 Situation prévue pour 1972/73.

En suivant le rythme de ses dépenses de 1971/72, Polytechnique ferait face l'an prochain à un déficit de près de \$200,000, soit près de 3% de son budget.

À ce rythme, l'École polytechnique ne pourrait résorber les déficits accumulés depuis 1970, puisqu'elle est déjà dans une situation financière délicate. Il faudrait donc que, pour 1972/73, elle réduise le rythme de ses dépenses et exerce un contrôle serré de leur évolution.

Les autorités de l'École polytechnique semblent résolues à faire face aux effets de la situation difficile où les a placées la période de stabilité des effectifs étudiants. De plus, le ministère de l'Éducation devra regarder avec beaucoup d'attention la situation particulière dans laquelle se trouve l'École quant à son service d'informatique et apporter au besoin un supplément de subvention à ce poste.

L'École devrait être en mesure de faire rapport en avril 1972 sur la situation financière exacte à prévoir pour la prochaine année, dans l'esprit des recommandations de la section 4.2 du présent rapport.

5. Situation financière de l'Université de Sherbrooke.

5.1 Situation au premier février 1972.

La progression des effectifs étudiants, très lente depuis 1969, semble s'accélérer de nouveau en 1972:

Évolution des effectifs étudiants (Équivalents plein temps)	Incluant internes et résidents	
1967/68	2,946	
1968/69	3,761	
1969/70	4,193	
1970/71	4,292	4,359
1971/72	4,515	4,604
1972/73 (prévus)	5,010	

Les dépenses totales ont augmenté progressivement, au cours des dernières années, tandis que les dépenses unitaires augmentaient à un taux considérable, produisant des déficits de plus en plus lourds: 3 millions de dollars en 1971/72, après l'effet négatif du recomptage des étudiants 1971/72 (\$768,000), soit environ 18% du budget des fonctions subventionnées.

Le ministère de l'Éducation ayant mis sur pied un Comité d'étude sur la situation financière de l'Université de Sherbrooke, il n'y a pas lieu de présenter ici plus de commentaires avant la présentation du rapport du Comité.

5.2 Situation financière pour 1972/73

Un calcul simple prévoit pour 1972/73 un déficit de l'ordre de 5 millions, si aucun redressement de la situation n'est effectué. Or, il n'y a aucun espoir pour que celui-ci soit spontané. Ainsi le déficit de l'Université représenterait-il 25% de son budget de fonctionnement.

La subvention proposée par le ministère pour l'Université de Sherbrooke provient de l'application stricte de règles d'allocation appliquées à tous les budgets universitaires. Elle ne permet même pas à l'Université d'avoir l'an prochain le même budget qu'en 1971/72, à cause du déficit considérable de l'année en cours.

Compte tenu des charges nouvelles de 1972/73 incluses dans les propositions de subvention, on peut évaluer à plus de \$200,000 la réduction nette de la subvention proposée par le ministère, malgré une augmentation prévue de 8.8% des effectifs étudiants. Ceci tient en particulier au recomptage des étudiants de 1970/71, dont l'effet négatif est porté par les subventions de 1972/73.

L'Université de Sherbrooke se trouve donc dans une situation d'urgence. Elle dit avoir déjà décrété le gel temporaire du nombre de son personnel. Il est important que les études en cours aboutissent rapidement pour que l'Université sache à quoi s'en tenir pour l'administration des prochaines années. Le gouvernement doit aussi se préparer à y trouver une situation exceptionnelle, que l'Université ne pourra seule régler.

6. Situation financière de l'Université du Québec.

6.1 Situation au premier février 1972.

Les effectifs étudiants de l'Université du Québec ont ainsi évolué depuis sa fondation (pour l'ensemble des constituantes de Montréal, Trois-Rivières, Chicoutimi et Rimouski):

Évolution du nombre d'étudiants

(Équivalents plein temps)

1969-70	9,533
1970-71	10,197
1971-72	11,410
1972-73 (prévus)	13,127

Ainsi, l'Université du Québec prévoit pour 1972-73 une augmentation de 15% de ses effectifs étudiants par rapport à ceux de 1971-72. Or, au cours des deux dernières années, alors même qu'elle s'enrichissait d'une année supplémentaire de premier cycle, ses effectifs étudiants n'ont augmenté que de 7% en 1970-71 et de 12% en 1971-72. Il y a donc lieu de s'interroger au premier chef sur le réalisme d'une prévision de 15% pour l'an prochain.

Les dépenses unitaires de l'Université du Québec ont jusqu'ici augmenté régulièrement, de même que ses subventions, si l'on tient compte de l'ajustement négatif que le ministère fait aux dépenses admises de 1971-72: \$3,488,000. Cette correction introduit pour l'année courante un déficit important, fort différent de celui prévu en novembre 1971:

déficit 1971-72 (tel qu'envisagé en novembre 1971)	\$63,000
déficit possible en 1971-72 (prévision de janvier 1972)	\$3,551,000

À vrai dire, l'Université du Québec a prévu une réserve afin de compenser les déboursés consécutifs au recomptage des étudiants de 1971-72. Celle-ci dépasse vraisemblablement 1.4 million; de plus, le ministère propose de verser en 1972/73 un ajustement de 0.5 million pour l'intégration d'écoles normales. (Le ministère ajoute en outre à la base des dépenses considérées en 1972/73 un autre 0.5 million pour cette intégration). Il est donc probable que le déficit réel et les dépenses en cours seront beaucoup moins élevés que prévus.

6.2 Situation financière pour 1972/73.

La projection des dépenses de 1971/72 ne tient pas compte de la réduction du déficit de 1971/72. Compte tenu de cette réduction, l'appréciation des dépenses de 1972/73 serait de l'ordre de 43.0 millions, donnant une différence positive d'environ 1.0 million par rapport aux dépenses proposées.

Lors de l'audience de l'Université du Québec, celle-ci a indiqué que les besoins de son émergence étaient comblés antérieurement par le fort taux d'augmentation des effectifs étudiants et la règle du recomptage à 50% de la différence des effectifs réels et prévus. Elle remet donc en cause l'approche utilisée cette année et demande soit le retour à cette règle dans son cas, soit la considération des besoins dus à son émergence, besoins évalués au même ordre de grandeur.

Dans les dossiers qui ont été soumis au Conseil par le ministre de l'Éducation, il a été difficile d'évaluer de façon précise l'évolution proposée pour les constituantes de l'Université du Québec. Selon les aménagements qui seront faits à l'intérieur du budget de l'Université, la proposition de subvention faite par le ministère de l'Éducation permettrait à l'ensemble des constituantes de Montréal, Trois-Rivières, Chicoutimi et Rimouski de bénéficier d'une augmentation de budget et de subvention comprise entre 5 et 10% au-delà de l'augmentation inévitable des coûts de 1971/72, pour une augmentation d'effectifs étudiants de 15%.

Le Conseil des universités considère que l'Université du Québec pourra l'an prochain poursuivre son développement, mais qu'elle devra

exercer un contrôle de ses dépenses plus sévère qu'au cours des deux dernières années. Si, par contre, l'Université ne reçoit pas le nombre d'étudiants, ni donc les revenus, prévus, elle devra imposer des contraintes sérieuses à l'accroissement de ses dépenses, et s'attacher surtout à la consolidation des activités en cours.

Enfin, devant les questions souvent posées sur les coûts d'administration de l'Université du Québec, cette dernière aurait avantage à présenter au gouvernement et au public une description de chacune des grandes activités du siège social, en plus des budgets produits.

7. Situation financière de l'Université Bishop's

L'Université Bishop's subit en 1971-72 un changement considérable. Ses étudiants de niveau collégial, environ 50% de ses effectifs, ont été cédés au Collège Champlain qui achète de l'université des services pédagogiques. L'Université ne retrouvera en 1972-73 que 673 étudiants, tous de niveau universitaire. Elle espère toutefois remonter à 1,200 étudiants vers le milieu de cette décennie.

Pour 1972-73, le ministère de l'Éducation propose pour l'Université une subvention de \$1,561,000, ainsi calculée:

Dépenses considérées 1971-72	\$2,629,000
538 étudiants collégiaux à \$1,423	766,000
Dépenses attribuables au niveau universitaire	1,863,000
Dépense par étudiant universitaire 1971-72	2,752
Dépense par étudiant universitaire 1972-73	2,890
Dépenses considérées 1972-73	1,945,000
Revenus prévus	426,000
Services aux étudiants	20,000
Taxes	22,000
Subvention 1972-73 proposée	1,561,000

Le coût unitaire accepté, de même que la subvention proposée, devraient permettre à l'Université Bishop's de fonctionner normalement en 1972-73.

8. Situation financière de l'Université McGill

8.1 Situation financière au premier février 1972.

Dans son avis de l'an dernier, le Conseil des universités soulignait les difficultés financières dans lesquelles se trouverait l'université McGill en 1971-72, compte tenu en particulier de la diminution de ses étudiants. Il recommandait que la subvention proposée par le ministère soit augmentée de \$600,000, proposition que le gouvernement a acceptée.

À la suite d'une recommandation du Conseil, le ministre de l'Éducation établissait un Comité d'étude qui devait lui faire rapport sur la situation financière de l'établissement en 1971-72. Ce rapport, accompagné de propositions complémentaires du ministère, a été soumis au Conseil des universités, pour avis. Le Conseil a étudié le dossier soumis et a entendu les membres du comité qui comportait un représentant de McGill.

Le ministère ajoute aux dépenses considérées 1971-72 de l'Université McGill une somme de \$1,523,000, correspondant à l'excédent du nombre des étudiants reçus en septembre dernier, par rapport aux prévisions de l'Université. Il intègre en outre à la base des dépenses considérées pour fins de subventions le montant de \$600,000 accordé sur recommandation du Conseil. En troisième lieu, le ministère propose un complément de subvention de \$906,000, à introduire dans cette base, pour correction à 50% (plutôt qu'à 100%) des effectifs étudiants en décroissance nette, acceptant en cela l'application rétroactive d'une règle prévue pour 1972-73. Il conviendra aussi de noter, dans le tableau de la situation de l'année 1972-73 que le ministère proposera l'an prochain une subvention spéciale de \$700,000, afin de couvrir les dépenses occasionnées par le retard du gouvernement à donner son accord au déménagement de la faculté d'agriculture de McDonald.

En ce qui concerne les dépenses unitaires de base acceptées pour l'Université McGill, le Conseil ne voit pas de raison pour empêcher qu'elles se rapprochent graduellement de celles du complexe formé par l'Université de Montréal, l'École des Hautes Études Commerciales et l'École Polytechnique, ou de celles acceptées pour Laval. Ce rapprochement pourrait en particulier être envisagé pour le moment où McGill n'aura plus que des étudiants de niveau universitaire. Le Conseil constate pourtant que:

- a) les subventions à McGill, d'après les propositions du minis-

tère en faveur des étudiants comptés à cette fin, évolueraient ainsi:

	Étudiants équivalents	Subventions
1969/70	14,429	\$23.6 millions
1970/71	14,177	26.0 "
1971/72	13,733	33.3 "

b) que le déficit de \$3,656,000 prévu par McGill en 1971/72 s'abaisserait à \$1,227,000, avec les propositions du ministère;

c) que la correction des effectifs étudiants pour 1971/72 est surtout due à un accroissement supérieur considérable des étudiants de niveau collégial, accroissement supérieur à celui prévu dans le projet initial de transition vers l'élimination de ce niveau d'enseignement en 1974.

Sans s'opposer aux corrections techniques des subventions après recomptage des effectifs étudiants en 1971/72, le Conseil s'inquiète des conséquences d'une politique d'admission d'étudiants collégiaux qui ne serait pas coordonnée avec celle de l'Université Sir George Williams. ⁽⁵³⁾ Par ailleurs, le Conseil est en faveur du principe de l'allocation de subventions moins directement liées aux variations des effectifs étudiants. Il trouve opportune l'application dès 1971/72 de la règle proposée par le ministère pour 1972/73; il considère toutefois que l'ajustement qu'il a proposé l'an dernier entendait apporter une correction dans le même sens.

8.2 Situation financière de McGill pour 1972/73.

L'Université McGill est en période de profonde transformation quant à ses effectifs étudiants. Elle devra éliminer son niveau collégial en 1974, et elle subira alors une perte importante d'effectifs, tandis que les étudiants de niveau collégial lui permettent actuellement de se maintenir à un taux élevé d'inscriptions:

⁽⁵³⁾ Une telle politique d'admission devrait être établie en collaboration avec le ministère de l'Éducation.

	1972/73	1975/76
collégiaux	4,064	0
universitaires ⁽⁵⁴⁾	11,176	12,145
Total	15,240	12,145

En 1972/73 se produira une année creuse de diplômés, dont l'accroissement reprendra en 1973/74 avec les étudiants de la nouvelle vague collégiale. Réparti actuellement sur quatre années, le premier cycle de McGill passera à trois années en 1974. C'est donc en 1973/74 que l'Université aura à affronter les deux diminutions les plus importantes de ses effectifs; les conséquences budgétaires doivent en être prévues dès maintenant.

Évoluant au rythme de 1971/72, McGill dépenserait donc en 1972/73 \$47,424,000. Un minimum de réaménagements de ses activités lui permettrait une situation financière favorable, eu égard à celle des dernières années en particulier.

Le Conseil admet pour McGill un alignement progressif des dépenses unitaires avec celles du complexe de l'Université de Montréal et celles de l'Université Laval. Dès 1972/73, les coûts unitaires permis à McGill se seront sensiblement rapprochés de ceux de ces universités, ainsi que le demande l'établissement depuis quelques années. Le Conseil poursuivra plus avant ses analyses sur le sujet, afin de déterminer en particulier si les cadres et les types d'activités des trois organismes comparés sont effectivement comparables.

Par ailleurs, le Conseil juge qu'il convient dès maintenant de souligner les difficultés qu'aura à résoudre l'Université McGill au cours des prochaines années, en raison de la diminution de ses effectifs étudiants. Sans doute devra-t-elle en effet suivre très attentivement l'évolution de ses activités et de ses dépenses, afin d'en arriver rapidement à l'équilibre budgétaire que souhaitent le gouvernement et le Conseil des universités.

En audience, les représentants de l'Université McGill ont exposé les termes d'un plan financier de quatre ans qui ramènerait l'Université à l'équilibre budgétaire, et ceux de la mise à jour annuelle de ce plan quadriennal. Le Conseil considère que les prévisions de plus d'un an sont de plus en plus nécessaires pour toutes les universités. Le gouver-

(54) Y compris les internes et les résidents.

nement incite d'ailleurs les universités à le faire; il devrait lui-même, en tant que partenaire, prendre des engagements envers les universités pour des périodes plus longues qu'il ne le fait présentement.

9. Situation financière de l'Université Sir George Williams

9.1 Situation financière au premier février 1972.

Les effectifs étudiants de Sir George Williams ont ainsi évolué au cours des dernières années:

Évolution du nombre des étudiants (Équivalents plein temps)	
1967-68	6,705
1968-69	7,286
1969-70	8,123
1970-71	8,526
1971-72	8,561
1972-73 (prévus)	8,067

Ainsi, les effectifs étudiants de Sir George se sont stabilisés en 1971-72, et ils baisseront graduellement au cours des prochaines années, jusqu'à élimination du niveau collégial en 1974.

Par ailleurs, le budget de l'Université a monté graduellement depuis quelques années, en même temps que ses subventions. Il en va de même pour les dépenses et les subventions unitaires. Après une série de légers déficits, l'Université prévoyait, en novembre 1971, terminer l'année courante avec un déficit de \$67,000. Le recomptage des étudiants 1971-72 lui apportera un supplément de subvention de \$252,000.

9.2 Situation financière pour 1972/73.

Sur la base des propositions du ministère de l'Éducation, l'Université pourra poursuivre son rythme d'évolution des années récentes, quoique sans ajouter appréciablement aux services qu'elle rend actuellement.

Le Conseil doit remarquer encore une fois le faible coût unitaire de ses activités pédagogiques et le fort rapport étudiant-professeur qu'elle entretient. Il est à prévoir pour 1973 et 1974-75 des situations financières plus difficiles, au moment où, perdant une année collégiale et réduisant ses étudiants, Sir George Williams pourra moins avoir recours aux grands groupes qui ont été sa caractéristique.

Éditeur officiel du Québec

\$1.50

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION



QCSE002005